

Résultats annuels  
**2003**

# Sommaire

## Groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Rapport d'activité	p.02
Financement du groupe	p.11
Rentabilité des capitaux employés	p.16
Gestion des risques financiers	p.18
Passage aux normes IAS / IFRS	p.20
Comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2003, 2002 et 2001	p.23

# Rapport d'activité

## 1. Activité automobile

En 2003, le marché automobile mondial a progressé de 2 %, à 57,2 millions de voitures particulières et véhicules utilitaires légers.

Le marché européen, en baisse de 1,5 % sur l'ensemble de l'année, à 15 977 600 voitures particulières et véhicules utilitaires légers, a connu une légère progression depuis l'été dans un environnement plus concurrentiel. Le marché français est resté déprimé et enregistre une baisse de 6,2 %, nettement plus marquée que pour l'ensemble des autres pays européens. L'Italie (- 4,2 %) et l'Allemagne (- 0,7 %) reculent plus légèrement alors que le marché britannique (+ 1,9 %) et surtout le marché espagnol (+ 4,9 %) ont fortement progressé.

Dans leur ensemble, les marchés asiatiques ont affiché une hausse de 11,3 %. Le marché chinois a de nouveau fortement progressé avec quelque 2 000 000 voitures particulières, soit une augmentation de plus de 80 %. En Amérique latine, le marché automobile argentin a affiché un rebond de 42 % tandis que le marché brésilien recule de 8 %. Après les baisses des années précédentes, les marchés automobiles de l'Europe centrale et Turquie ont progressé de 25 % en 2003.

Dans ce contexte, les ventes mondiales du groupe ont progressé de 0,6 % à 3 286 100 véhicules, contre 3 267 500 en 2002.

En Europe de l'Ouest, les immatriculations de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers de Peugeot et de Citroën se sont situées à 2 460 000 unités, en baisse de 2,1 % très proche de la baisse du marché (- 1,5 %). La part de marché du groupe reste ainsi quasiment stable à 15,4 % (15,5 % en 2002) sur l'ensemble des 17 pays européens malgré l'impact défavorable du fort recul du marché automobile français. En France, le groupe, dans un contexte d'augmentation des dépenses promotionnelles, a vu sa part de marché passer à 33,2 % (33,9 % en 2002). Au Royaume-Uni, comme annoncé, le groupe a accentué la sélectivité de sa politique commerciale et a réduit son exposition dans les segments de marchés devenus les moins rentables en raison de la baisse de la livre sterling contre l'euro (grandes flottes, loueurs), entraînant une baisse de sa part de marché, à 11,9 % contre 13,3 % en 2002. En Allemagne, sa part de marché progresse de 0,5 point, à 5,9 % et se rapproche ainsi de son objectif de 6,5 % pour 2004. La progression est particulièrement forte en Italie où la pénétration des marques passe de 9,6 % à 10,9 % grâce notamment au succès de la Citroën C3 ; en Espagne, elle reste presque stable, à 22,4 %

(22,6 % en 2002). Dans les autres marchés européens pris ensemble, la part du groupe s'améliore sensiblement, de 14,8 % en 2002 à 15,3 % en 2003. Ainsi, à fin décembre 2003, la part de marché du groupe dépasse l'objectif de 10 % dans quatorze des dix-sept marchés d'Europe occidentale et se situe entre 9 % et 10 % en Autriche et en Irlande. Les ventes du groupe sont ainsi maintenant beaucoup mieux réparties sur l'ensemble du marché européen.

En dehors d'Europe occidentale, les ventes de voitures et d'éléments détachés, à 817 300 unités (561 500 pour Peugeot et 255 800 pour Citroën), progressent de 15 % par rapport à 2002 et représentent 24,9 % des ventes totales, contre 21,7 % en 2002.

En Europe centrale et orientale y compris Turquie, les ventes sont en hausse de 28,6 % à 216 900 unités. Dans les six principaux pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Croatie, Slovaquie) plus la Turquie, marchés globalement en reprise, le groupe enregistre une progression de 31 % avec 174 100 véhicules vendus et maintient sa part de marché, 12,7 % en 2003 contre 12,6 % en 2002, la pénétration s'établissant à 12,4 % sur le marché polonais et à 11,3 % sur le marché turc.

Compte tenu de la croissance régulière des ventes du groupe en Russie (12 200 unités, soit 7 % du marché des véhicules importés en 2003), Peugeot a annoncé la création d'une nouvelle filiale d'importation, opérationnelle courant 2004. Cette filiale assurera l'importation, le développement de la marque, ainsi que l'animation commerciale du réseau de distribution.

En Chine, avec 104 000 véhicules vendus, PSA PEUGEOT CITROËN progresse de 21,7 %. Ses ventes ont pratiquement doublé en 2 ans. Avec son partenaire Dongfeng Motors, le groupe a annoncé début 2004 que la capacité industrielle de Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles (DPCA) sera portée à partir du second semestre 2006 à 300 000 véhicules par an. La poursuite d'un ambitieux plan produit et l'introduction de la marque Peugeot en 2004 doivent permettre à DPCA de poursuivre une croissance rapide de sa production et de ses ventes.

En Iran, le groupe enregistre une progression de 27,3 % des ventes d'éléments détachés qui passent de 156 500 unités en 2002 à 199 200 en 2003 (dont 192 300 pour Peugeot).

En Amérique latine, où les conditions économiques demeurent difficiles, les ventes de PSA PEUGEOT CITROËN se sont établies à 108 300 voitures, en recul de 1 %.

Au Brésil, les immatriculations du groupe reculent de 13 % dans un marché lui-même en baisse de 8 %. PSA PEUGEOT CITROËN obtient ainsi une part de marché de 4,3 %, contre 4,5 % en 2002.

La Peugeot 206, lancée en 1998, confirme son succès au cours de l'année 2003. Avec un total de 819 700 ventes, en recul de 1,5 % par rapport à 2002, la 206 maintient sa part de marché et démontre une forte capacité de résistance, soutenue par les volumes des versions SW et coupé-cabriolet.

La Peugeot 307, maintes fois distinguée depuis son lancement fin avril 2001 et confortée par le lancement de la version coupé-cabriolet en septembre 2003, a été vendue à 559 400 exemplaires, un volume en croissance de 3 % par rapport à 2002.

Pour Citroën, l'année 2003 aura été marquée par le succès commercial de la C3. Avec C3 Pluriel, C3 a fortement contribué, avec 372 600 ventes, à la croissance des ventes de la marque.

La Citroën C2, lancée au dernier trimestre 2003, a été bien accueillie et devrait permettre à Citroën de poursuivre sa croissance en 2004 sur le segment des petites voitures. 56 100 Citroën C2 ont été vendues en 2003.

Les Citroën Berlingo et Peugeot Partner ont repris leur progression, grâce aux versions restylées lancées en octobre 2002. Avec 180 400 ventes, Berlingo est en croissance de 8,7 % tandis que Partner progresse de 15 % à 135 100 ventes.

Grâce aux succès des Peugeot 807 et Citroën C8, les ventes des grands monospaces, à 62 200 unités, ont plus que doublé en 2003.

## 2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2003 s'élève à 54 238 millions d'euros en baisse de 0,4 % sur l'exercice 2002, à 54 436 millions d'euros. Il a été impacté par la baisse de l'ensemble des monnaies face à l'euro ; à taux de change constant, le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 1,5 %.

### 2.1. Chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales

Le chiffre d'affaires consolidé des activités industrielles et commerciales du groupe s'est établi comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Automobile	43 684	43 951	41 524
Gefco	2 742	2 646	2 643
Faurecia	10 123	9 866	9 611
Autres activités	968	1 003	976
Eliminations	(4 834)	(4 560)	(4 466)
<b>Total PSA PEUGEOT CITROËN</b>	<b>52 683</b>	<b>52 906</b>	<b>50 288</b>

Le chiffre d'affaires de l'automobile, à 43 684 millions d'euros, est en baisse de 0,6 % par rapport à 2002. L'impact sur le chiffre d'affaires de la baisse de l'ensemble des monnaies face à l'euro est évalué à - 1,6 %. Le retrait du chiffre d'affaires résulte également de la quasi-stabilité des ventes mondiales de Peugeot et Citroën (+ 0,6 %), de l'effet de prix (+ 1,5 %) et du recul du mix des ventes.

Gefco a réalisé en 2003 un chiffre d'affaires de 2 742 millions d'euros, en progression de 3,6 % sur 2002. A taux de change constant, l'augmentation de l'activité est de 4,4 %.

Le chiffre d'affaires Network (Messagerie) est en croissance de 2,4 % à 1 407 millions d'euros. Cette croissance traduit le développement international du réseau de messagerie et transport

de lots, notamment en Europe de l'Est et au Mercosur, atténué par le contexte économique faible en France et en Allemagne. Le chiffre d'affaires Automotive est en croissance de 3,5 % à 1 021 millions d'euros. Le chiffre d'affaires Supply (Logistique et Maritime), en progression de 8,1 % à 295 millions d'euros, a bénéficié de la montée en régime des plates-formes logistiques, notamment la plate-forme internationale d'expédition de pièces automobiles du Havre et celle dédiée à Peugeot Motocycles.

Le chiffre d'affaires de Faurecia, à 10 123 millions d'euros, est en progression de 2,6 % sur 2002. Hors effets de change et variation du prix des métaux précieux inclus dans les systèmes d'échappement, et à périmètre constant, le chiffre d'affaires est en progression de 8,3 %.

Le chiffre d'affaires des sièges d'automobile s'élève à 4 353 millions d'euros, en hausse de 8 % par rapport à 2002 et de 10,3 % à taux de change constant. Faurecia a bénéficié au premier semestre de la montée en cadence de nombreux modèles ainsi que du plein effet de l'usine de Vigo (Espagne) ouverte au cours de l'été 2002. Au second semestre, dans un contexte de baisse de la production automobile européenne, le chiffre d'affaires des sièges d'automobile a néanmoins progressé de 3,2 % bénéficiant de la montée en cadence ou du démarrage de nouveaux modèles.

Le chiffre d'affaires des autres modules de l'intérieur véhicule s'élève à 3 506 millions d'euros, en hausse de 1,2 % par rapport à 2002 et de 7,3 % à taux de change et périmètre constants.

Le chiffre d'affaires des systèmes d'échappement baisse de 10,7 % par rapport à 2002, mais progresse de 0,4 % hors ventes de catalyseurs, à taux de change et périmètre constants.

Le chiffre d'affaires du bloc-avant s'élève à 676 millions d'euros, en augmentation de 13,9 %.

## 2.2. Chiffre d'affaires de Banque PSA Finance

La production de financements de ventes de voitures à la clientèle finale a porté en 2003 sur 845 900 véhicules, en hausse de 5,5 % sur le niveau de 2002. Pour les voitures neuves, la progression a atteint 5,4 %, à 656 700 unités. Banque PSA Finance a ainsi financé 26,4 % des

ventes de Peugeot et Citroën, en hausse de 1,1 point par rapport à 2002. Les financements de voitures d'occasion se sont inscrits en hausse de 5,6 %, à 189 200 unités, tout en maintenant la sélection stricte opérée sur les risques de manière à préserver le haut niveau de qualité du portefeuille de crédits.

L'encours de crédit de Banque PSA Finance s'établit à fin 2003 à 19 580 millions d'euros, y compris les encours titrisés qui ne figurent plus au bilan de Banque PSA Finance. En juin 2001, Crédipar, filiale française de la banque, a cédé à un fonds commun de créances, dont les parts ont été placées auprès d'investisseurs institutionnels internationaux, 1 000 millions d'euros de créances de financement automobile ; compte tenu de leur amortissement, le montant des créances titrisées s'élève à 721 millions d'euros à fin 2003. En juillet 2002, Crédipar et la succursale espagnole de la banque ont cédé au même fonds commun de créances 1 500 millions d'euros de créances de financement automobiles ; ce niveau est depuis lors maintenu par de nouvelles cessions de créances au fur et à mesure de l'amortissement des créances déjà titrisées. A fin 2003, c'est ainsi un encours total de 2 144 millions d'euros de créances qui font l'objet de titrisation.

L'encours de crédit, y compris encours titrisés, est à fin 2003 en progression de 4,8 % par rapport à fin 2002. Cette évolution résulte de l'augmentation de l'encours de crédit à la clientèle finale, tandis que les financements aux réseaux de concessionnaires reviennent à un niveau proche de 2001.

(en millions d'euros)	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Encours de crédit (y compris encours titrisés)			
- à la clientèle finale	15 068	13 878	12 863
- aux réseaux de concessionnaires	4 512	4 809	4 352
<b>Total Banque PSA Finance</b>	<b>19 580</b>	<b>18 687</b>	<b>17 215</b>

Après cession de créances à des fonds communs de créances lors des deux opérations de titrisation analysées ci-dessus, l'évolution se situe comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Encours de crédit (après cession des créances titrisées)			
- à la clientèle finale	12 924	11 378	11 863
- aux réseaux de concessionnaires	4 512	4 809	4 352
<b>Total Banque PSA Finance</b>	<b>17 436</b>	<b>16 187</b>	<b>16 215</b>

Le chiffre d'affaires ainsi constitué s'est établi comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Hors groupe	1 555	1 530	1 375
Intra-groupe	169	170	212
<b>Total Banque PSA Finance</b>	<b>1 724</b>	<b>1 700</b>	<b>1 587</b>

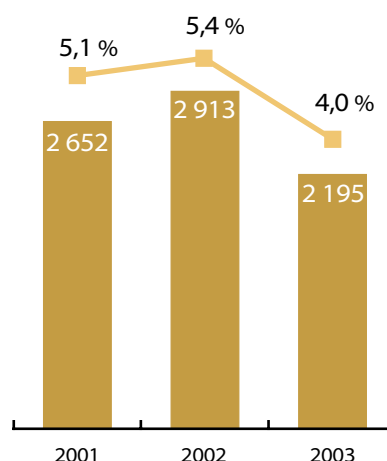
En 2003, il est en progression de 1,4 % sur celui de 2002. Il intègre la progression de 10,8 % des revenus tirés de la vente de services liés à des financements, tels que services de maintenance ou d'assurance (123 millions d'euros).

### 3. Marge opérationnelle

Le groupe a annoncé en février 2003 un objectif de marge opérationnelle de la division automobile à 5 % du chiffre d'affaires de la division et, pour le groupe, à 3 000 millions d'euros. La chute du marché français, qui s'est accentuée à partir du mois d'avril, et la montée de l'euro, notamment contre la livre sterling et les monnaies d'Europe de l'Est, qui s'est accentuée également à partir du mois d'avril, ont amené le groupe, fin juillet, à réviser cet objectif au vu des résultats du premier semestre à 3,7 % du chiffre d'affaires pour la division automobile et à 4,7 % du chiffre d'affaires pour l'ensemble du groupe. La confirmation de ces deux évolutions au deuxième semestre a amené à la fin du mois d'octobre le groupe à réviser à nouveau ses objectifs à environ 3 % du chiffre d'affaires et 2 100 millions d'euros pour le groupe dans son ensemble.

#### Marge opérationnelle

(en millions d'euros – en % du chiffre d'affaires)



La marge opérationnelle du groupe s'établit à 2 195 millions d'euros, soit 4 % du chiffre d'affaires consolidé. Elle est en baisse de 24,6 % sur celle de 2002 qui s'établissait à 2 913 millions d'euros et 5,4 % du chiffre d'affaires. Cette évolution négative résulte de celle de l'activité automobile, tandis que les autres divisions du groupe ont dans l'ensemble amélioré leur performance opérationnelle. Pour l'activité automobile, elle est pour l'essentiel la conséquence de la hausse de l'euro et de l'évolution du mix des ventes, dégradé notamment par la forte baisse du marché français.

#### 3.1. Marge opérationnelle des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Automobile	1 281	2 183	1 992
Gefco	143	134	119
Faurecia	303	251	262
Autres activités	50	26	31
<b>Total</b>	<b>1 777</b>	<b>2 594</b>	<b>2 404</b>

La marge opérationnelle automobile s'élève à 1 281 millions d'euros, soit 2,9 % du chiffre d'affaires, à comparer à 2 183 millions d'euros et 5,0 % du chiffre d'affaires en 2002. De 2002 à 2003, elle recule ainsi de 41,3 %.

Les principaux éléments expliquant la variation de la marge opérationnelle sont les suivants :

- Les variations de change ont un effet négatif de 567 millions d'euros. Cet effet résulte d'abord de la hausse de 10 % du cours de l'euro face à la livre sterling, passé en moyenne de 0,629 en 2002 à 0,692 en 2003, avec un impact négatif de 308 millions d'euros. La hausse de l'euro face aux devises d'Europe centrale a un effet négatif de 79 millions d'euros. Au total l'impact négatif de la montée de l'euro représente 1,3 point de marge opérationnelle.
- L'évolution des volumes et du mix des ventes a un effet négatif global de 548 millions d'euros. L'effet de mix géographique est négatif de 154 millions d'euros en raison notamment de la baisse du marché français tandis que le mix produit se détériore de 311 millions d'euros en raison notamment du cycle de renouvellement des gammes de produits pour la marque Citroën et d'une faiblesse dans le segment de marché moyen supérieur à la veille du renouvellement de la Peugeot 406.
- Pour la seconde année consécutive, l'effet prix est positif, de 36 millions d'euros. Des ajustements de prix ont été opérés sur la plupart des marchés et ont été plus prononcés sur certains marchés européens, en raison de la convergence progressive des prix en Europe ainsi que sur certains marchés dont les devises se sont particulièrement dépréciées par rapport à l'euro. Ces ajustements ont plus que compensé un accroissement des moyens promotionnels, lié au durcissement de l'environnement concurrentiel.
- Les réductions de coûts de production génèrent un gain brut de 570 millions d'euros, atténué par l'impact de la hausse des coûts de matières premières (acier notamment), estimé à 16 millions d'euros. Au total, la réduction des coûts de production s'élève à 554 millions d'euros.
- L'augmentation des rémunérations du personnel a un impact estimé à 154 millions d'euros. Cette évolution intègre une baisse de 71 millions d'euros des sommes provisionnées au titre des systèmes de participation légale aux bénéficiaires et d'intéressement contractuel aux résultats ; cette baisse résulte de l'indexation de ces

systèmes sur le niveau de marge opérationnelle. Le total de l'intéressement et de la participation à verser au titre de l'exercice 2003 s'élève à 161 millions d'euros (179 millions d'euros pour l'ensemble du groupe).

- Les budgets de recherche et de développement sont en hausse de 209 millions d'euros, en relation avec le renouvellement et l'élargissement important des gammes de produits et de motorisations qui interviendront sur 2004, 2005 et 2006.
- L'accroissement des amortissements et des frais opérationnels liés aux investissements a un impact de 62 millions d'euros.

La marge opérationnelle de Gefco s'est élevée à 143 millions d'euros et 5,2 % du chiffre d'affaires, en progression de 6,7 % sur celle de 2002 à 134 millions d'euros et 5,1 % du chiffre d'affaires. Cette progression s'explique par :

- une activité en hausse, grâce à la poursuite de la stratégie d'internationalisation et de développement des métiers de la logistique ;
- un programme de compétitivité soutenu et ayant porté à la fois sur une augmentation des prix de vente, des économies d'exploitation et d'achats ainsi que sur l'optimisation des réseaux ;
- dont les effets ont été en partie atténués par l'impact des hausses de coûts, les rétrocessions de prix aux clients, des effets de change et l'accroissement des amortissements informatiques.

La marge opérationnelle de Faurecia s'établit à 303 millions d'euros, soit 3 % du chiffre d'affaires, à comparer à 256 millions d'euros et 2,6 % du chiffre d'affaires en 2002. Outre l'impact de la hausse de 8,3 % de l'activité, cette évolution est principalement liée à :

- la poursuite des effets du plan achats mis en place en 2002 qui a permis de limiter l'impact de la hausse des matières premières et de l'acier ;
- une hausse de la productivité liée aux restructurations décidées en 2001 et 2002, ainsi qu'à l'amélioration des quelques programmes à faible rentabilité ;
- la réduction des coûts de démarrage des programmes de 2003 grâce à la mise en place du système de gestion de programme PMS (Program Management System) ;
- la maîtrise des frais administratifs et commerciaux, stables à 2,9 % du chiffre d'affaires.

### 3.2. Frais de recherche et développement (activités industrielles et commerciales)

Comme pour les années précédentes, les dépenses de recherche et développement de l'année 2003 sont intégralement enregistrées en charge de l'exercice, à la différence des comptes des principaux constructeurs automobiles européens qui capitalisent une partie de leurs frais de développement.

Les frais de recherche et de développement s'élèvent pour 2003 à 2 098 millions d'euros, en progression de 12,5 % sur 2002.

Pour la division automobile, ils se montent à 1 840 millions d'euros, en hausse de 12,8 % sur 2002. Cette progression résulte du renouvellement et de l'élargissement importants des gammes de produits et de motorisations qui interviendront sur 2004, 2005 et 2006. Le groupe a confirmé son objectif de lancer 26 nouveaux modèles dans la période 2003-2006. Après un certain ralentissement de la cadence des lancements, 6 nouvelles silhouettes et 2 nouvelles familles de motorisations seront lancées par le groupe en 2004.

Pour l'année 2003, les frais de recherche et développement de l'activité automobile représentent 4,2 % du chiffre d'affaires de la division. En y incluant les frais de développement sur les véhicules existants tels que nouvelles versions, nouvelles motorisations, restylage, qui sont inclus dans les coûts des biens vendus afin de mieux refléter les prix de revient de fabrication et d'avoir une plus juste appréciation des marges commerciales, ils s'établissent à 2 250 millions d'euros et 5,2 % du chiffre d'affaires automobile.

Les frais de recherche et de développement de l'activité équipement automobile se sont établis en brut à 532 millions d'euros, soit 5,3 % du chiffre d'affaires. Nets des refacturations aux clients, ils se montent à 241 millions d'euros, soit 2,4 % du chiffre d'affaires. En net, ils sont en hausse de 12,1 % sur le niveau de 2002.

### 3.4. Frais de personnel

Les frais de personnel du groupe s'établissent comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Automobile	5 775	5 569	5 339
Gefco	320	290	276
Faurecia	1 863	1 877	1 745
Autres activités	150	184	178
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>8 108</b>	<b>7 920</b>	<b>7 538</b>
Banque PSA Finance	109	115	111
<b>Total PSA PEUGEOT CITROËN</b>	<b>8 217</b>	<b>8 035</b>	<b>7 649</b>

### 3.3. Marge opérationnelle de Banque PSA Finance

La marge opérationnelle de Banque PSA Finance s'élève à 418 millions d'euros, en forte augmentation par rapport aux 319 millions d'euros atteints en 2002. Cette hausse confirme l'amélioration obtenue au cours de l'année 2002 qui avait été marquée par un redressement rapide des marges de crédit et la hausse des encours. Ces deux facteurs ont continué à jouer en 2003 ; la hausse de l'activité mesurée par l'encours net moyen de crédit a eu un effet positif de 52 millions d'euros et l'amélioration sensible du taux de marge du portefeuille de crédit a eu un impact positif de 77 millions d'euros. Par ailleurs, le coût du risque de crédit, tout en restant à un bon niveau par rapport à l'ensemble de la profession, s'est légèrement détérioré avec un impact négatif sur la marge opérationnelle de 16 millions d'euros ; le coût du risque sur encours de crédit (y compris encours titrisés) est ainsi passé de 0,40 % à 0,48 %. L'effet de change qui affecte pour l'essentiel la traduction en euros des résultats de l'activité au Royaume-Uni est négatif de 9 millions d'euros. Enfin, les frais d'exploitation sont stables après impact de l'effet de change. Cette stabilité confirme les effets positifs des restructurations mises en œuvre depuis 2000 pour aboutir progressivement à une organisation intégrée à l'échelle européenne. Les titrisations de créances opérées en 2001 et 2002 sont sans effet sur la marge opérationnelle, la norme comptable retenue conduisant à prendre en compte via les revenus des parts résiduelles conservées par Banque PSA Finance les marges des créances titrisées au fur et à mesure de leur réalisation.

Rapportée à l'encours moyen de crédit, la marge opérationnelle s'améliore fortement en passant de 1,8 % en 2002 à 2,2 % en 2003.

Les frais de personnel s'établissent en 2003 en hausse de 2,3 % sur 2002. Ces évolutions traduisent la hausse des rémunérations individuelles (cf. 3.1 ci-dessus) et une légère augmentation des effectifs inscrits à fin décembre :

	2003	2002	2001
Automobile	134 700	133 300	129 700
Gefco	8 400	8 000	7 700
Faurecia	51 900	52 200	49 700
Autres activités	2 700	2 900	3 300
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>197 700</b>	<b>196 400</b>	<b>190 400</b>
Banque PSA Finance	2 200	2 200	2 100
<b>Total PSA PEUGEOT CITROËN</b>	<b>199 900</b>	<b>198 600</b>	<b>192 500</b>

## 4. Résultat net

Le résultat net – part du groupe – est un profit de 1 497 millions d'euros. Il est en baisse par rapport au résultat net de 2002 qui s'est élevé à 1 690 millions d'euros. Le résultat net – part du groupe – représente 2,8 % du chiffre d'affaires, à comparer à 3,1 % en 2002.

Le résultat net par action pour 2003 est de 6,14 euros par action, après un résultat net par action de 6,65 euros en 2002 ; il n'existe pas de titres en circulation de nature à créer dans le futur des actions Peugeot S.A. susceptibles de diluer ce résultat.

Au cours de l'exercice 2003, le groupe a racheté, en net, 4 894 675 actions de la société Peugeot S.A. dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales des actionnaires des 15 mai 2002 et 28 mai 2003, à un cours moyen de 38,08 euros par action. Le groupe a procédé, le 24 novembre 2003, à l'annulation de 16 000 000 actions Peugeot S.A. représentant 6,18 % du capital.

Compte tenu de ces évolutions, le nombre d'actions composant le capital de Peugeot S.A. s'établit à fin 2003 à 243 109 146 actions, dont 4 086 884 sont détenues par la société elle-même. A fin 2002, le nombre d'actions composant le capital de Peugeot S.A. s'élevait à 259 109 146 actions, dont 15 208 709 détenues par la société.

Le nombre d'actions moyen de l'année servant de base au calcul du résultat par action s'est élevé à 243 902 478 actions pour l'année 2003, contre 254 201 332 pour 2002.

### 4.1. Coût de cessation d'activités de certains salariés âgés (activités industrielles et commerciales)

Pour l'exercice 2003, ce poste a représenté une charge de 19 millions d'euros correspondant à l'actualisation des provisions antérieures relatives au départ anticipé en France de salariés âgés des activités automobile et équipement automobile.

Ce dispositif s'applique sur une période s'étendant jusqu'à février 2005 à tous les personnels ouvriers de la division automobile à partir de 57 ans révolus (56 ans pour le site de Sochaux) et à tous les personnels d'encadrement technique et industriel à partir de 58 ans révolus. L'entrée de Faurecia dans ce dispositif est intervenue en 2001. Ces mesures sont de nature à accélérer l'amélioration de l'efficacité industrielle tout en préservant l'emploi dans un contexte de croissance continue de l'activité. Le périmètre n'est plus susceptible de révision ultérieure.

A fin 2003, le total des provisions restant inscrites au bilan au titre du plan de cessation d'activité anticipé en France de salariés âgés des activités automobile et équipement automobile s'élève à 423 millions d'euros dont 405 pour la division automobile et 13 pour la division équipement automobile. A la clôture de l'exercice 2003, 12 994 personnes sont concernées par ces accords, dont 746 au titre du groupe Faurecia.

#### 4.2. Frais de rationalisation (activités industrielles et commerciales)

Les frais de rationalisation s'élevèrent pour 2003 à 42 millions d'euros, dont 34 millions d'euros sont liés aux coûts de restructuration de sites de Faurecia en France et en Allemagne.

#### 4.3. Résultat financier (activités industrielles et commerciales)

Le résultat financier est pour 2003 une charge de 23 millions d'euros, à comparer à une charge de 25 millions d'euros en 2002.

#### 4.4. Autres revenus et charges

Les autres produits et charges sont pour 2003 un profit de 204 millions d'euros, à comparer à un profit de 19 millions d'euros en 2002. Ils se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Activités industrielles et commerciales	209	22	193
Activités de financement	(5)	(3)	(4)
<b>Total PSA PEUGEOT CITROËN</b>	<b>204</b>	<b>19</b>	<b>189</b>

Le produit dégagé en 2003 résulte principalement, pour 160 millions d'euros, de plus-values réalisées sur la cession de titres de placement.

#### 4.5. Impôt sur le résultat des sociétés intégrées

La charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Activités industrielles et commerciales	563	666	750
Activités de financement	122	111	85
<b>Total PSA PEUGEOT CITROËN</b>	<b>685</b>	<b>777</b>	<b>835</b>

La charge d'impôt sur le résultat des sociétés intégrées s'élève pour 2003 à 685 millions d'euros ; elle représente 29,6 % du résultat avant impôt de 2 315 millions d'euros, soit un niveau inchangé par rapport à 2002 où la charge d'impôt s'est élevée à 777 millions d'euros.

#### 4.6. Résultat net des sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève pour 2003 à 46 millions d'euros, à comparer à 22 millions d'euros en 2002.

Ce résultat correspond essentiellement aux intérêts du groupe dans les sociétés de gestion des coopérations avec d'autres groupes de construction automobile, c'est-à-dire principalement les sociétés communes avec Renault pour la fabrication de moteurs et de boîtes de vitesses, les sociétés communes avec Fiat et la société Toyota Peugeot Citroën Automobiles (TPCA), qui produira, à partir de 2005, des voitures Toyota, Peugeot et Citroën d'entrée de gamme sur la base d'une plate-forme commune. Il intègre également la société commune chinoise DPCA, à hauteur de 32 millions d'euros contre 10 millions d'euros en 2002. En 2003, les délais d'élaboration des comptes de DPCA ont été réduits et sont maintenant produits en phase avec ceux du groupe, alors qu'ils étaient en décalage de trois mois à fin 2002. En conséquence, le résultat mis en équivalence au titre de l'exercice 2003 correspond aux quinze mois d'activité de DPCA d'octobre 2002 à décembre 2003. De plus, conformément aux orientations annoncées, la part du groupe dans le capital de DPCA est passée depuis janvier 2003 de 26,9 % à 31,9 %.

De janvier à décembre 2003, le chiffre d'affaires de DPCA s'est établi à 10 879 millions de yuans, en

progression de 17,6 % sur les douze mois précédents. La marge opérationnelle s'est établie à 976 millions de yuans, soit 9 % du chiffre d'affaires. Elle inclut, avec un impact négatif de 326 millions de yuans sur l'année, l'amortissement exceptionnel d'actifs incorporels. Les frais financiers, à hauteur de 190 millions de yuans, les résultats de change négatifs de 282 millions de yuans liés principalement aux encours de dettes en euros de DPCA et les impôts de 57 millions de yuans portent le résultat net à 447 millions de yuans.

#### 4.7. Amortissement des écarts d'acquisition

Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition s'élèvent à 158 millions d'euros, à comparer à 163 millions d'euros en 2002.

Pour 2003, ils comprennent les amortissements, calculés sur une durée de 20 ans, des écarts d'acquisition de Crédipar (5 millions d'euros) pour la division financement et, pour la division équipement automobile, de Bertrand Faure (42 millions d'euros), de Faurecia Exhaust Systems (9 millions d'euros) et des activités automobiles de Sommer Allibert (69 millions d'euros). Ils comprennent également l'amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition de Gefco KN (28 millions d'euros), rendu nécessaire par l'impact négatif sur le redressement des marges de cette société du ralentissement conjoncturel de l'activité économique en Allemagne depuis 2001 ; le retour à l'équilibre des résultats devrait être atteint en 2004.

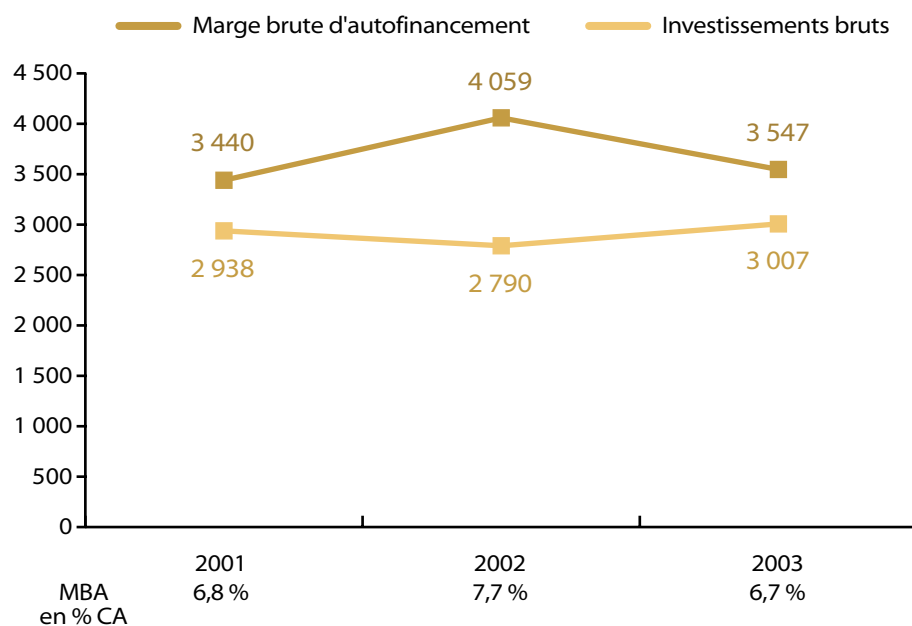
# Financement du groupe

## 1. Analyse des flux de trésorerie

### 1.1. Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales

Les flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 3 323 millions d'euros pour l'année 2003, à comparer à 4 389 millions d'euros en 2002.

**Marge brute d'autofinancement et investissements bruts en immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales**



La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales atteint 3 547 millions d'euros en 2003, soit 6,7 % du chiffre d'affaires, en baisse de 12,6 % sur 2002. Cette évolution reflète directement la baisse de la marge opérationnelle de la division automobile.

Les besoins en fonds de roulement des activités industrielles et commerciales ont augmenté de 224 millions d'euros sur 2003, après une diminution, en 2002, de 330 millions d'euros.

Par activité, cette évolution s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Automobile	(297)	372	(367)
Gefco	(23)	27	17
Faurecia	(71)	84	(127)
Autres activités	167	(153)	55
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>(224)</b>	<b>330</b>	<b>(422)</b>

Pour l'activité automobile, les besoins en fonds de roulement ont progressé de 297 millions d'euros, après une diminution de 372 millions d'euros en 2002.

Y compris réseaux propres, les stocks de voitures neuves à fin 2003 sont en hausse de 19 000 voitures par rapport à leur niveau du 31 décembre 2002, et en réduction de 59 000 voitures par rapport au 30 juin 2003, conformément au programme de réduction des stocks annoncé en juillet 2003.

(en unités)	Constructeur	Réseau propre	Total
31 décembre 2001	222 900	49 400	272 300
30 juin 2002	229 000	51 000	280 000
31 décembre 2002	216 500	53 000	269 500
30 juin 2003	287 000	60 500	347 500
31 décembre 2003	239 600	48 900	288 500

Pour l'activité équipement automobile, les besoins en fonds de roulement ont augmenté de 71 millions d'euros ; ils avaient diminué de 84 millions d'euros en 2002.

## 1.2. Flux d'exploitation des activités de financement

Les flux d'exploitation des activités de financement ont dégagé un solde positif de 251 millions d'euros contre un solde négatif de 43 millions d'euros en 2002.

La marge brute d'autofinancement, qui reflète les résultats nets de l'activité, s'établit pour 2003 à 343 millions d'euros contre 239 millions d'euros en 2002. La variation des actifs et passifs d'exploitation dégage en 2003 un solde négatif de 92 millions d'euros, après un solde négatif de 282 millions d'euros en 2002. Ce solde correspond à la variation combinée des actifs de crédits, des placements correspondant à la réserve de sécurité disponible à tout moment, des refinancements mis en place et des dettes et créances diverses liées à l'exploitation.

## 1.3 Flux d'investissements

Les investissements corporels bruts du groupe s'établissent à 3 020 millions d'euros, à comparer à 2 802 millions d'euros en 2002. Ce niveau correspond aux objectifs du groupe, qui vise à consacrer à moyen terme une enveloppe annuelle de 3 000 millions d'euros aux investissements corporels, destinés essentiellement au lancement de nouveaux produits, à l'expansion internationale du groupe et au développement de ses capacités de production en Europe de l'Est. La maîtrise des investissements résulte de l'efficacité de la politique de plates-formes, dont l'un des objectifs est de permettre la réutilisation des outils et équipements dédiés pour tous les véhicules développés sur une même plate-forme.

Par activité, les investissements corporels du groupe s'établissent comme suit :

### Investissement corporels bruts

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Automobile	2 574	2 357	2 398
Gefco	54	51	85
Faurecia	354	351	436
Autres activités	25	31	19
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>3 007</b>	<b>2 790</b>	<b>2 938</b>
Banque PSA Finance	13	12	9
<b>Total PSA PEUGEOT CITROËN</b>	<b>3 020</b>	<b>2 802</b>	<b>2 947</b>

Les cessions d'immobilisations corporelles s'établissent en 2003, à 148 millions d'euros, niveau proche de celui de 2002 à 177 millions d'euros.

Les acquisitions de titres de participations et de sociétés consolidées se sont établies à 257 millions d'euros. Ils correspondent principalement à l'augmentation de capital de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) décidée dans le cadre de la seconde phase du développement de la présence du groupe en Chine et au rachat d'actions détenues par des institutions financières chinoises pour un total de 73 millions d'euros, faisant passer la part du groupe de 26,9 % à 31,9 % ; ils correspondent également pour 118 millions d'euros à la poursuite de la constitution du capital de Toyota Peugeot Citroën Automobile (TPCA) pour la réalisation de l'usine située à Kolin en République tchèque, qui produira à partir de 2005 trois voitures de marque Peugeot, Citroën et Toyota sur une plate-forme développée en commun par les deux groupes. Les acquisitions de 2002, à 81 millions d'euros, correspondent principalement au premier versement sur la constitution du capital de la société Toyota Peugeot Citroën Automobiles (TPCA).

### 1.4. Flux des opérations financières

Y compris les activités de financement, le flux des opérations financières a représenté une consommation de 71 millions d'euros, à comparer à une consommation de 2 474 millions d'euros en 2002.

Ce flux comprend notamment en emplois le versement de dividendes par Peugeot S.A. à hauteur de 325 millions d'euros, à comparer à 294 millions d'euros en 2002. Il inclut également le rachat net de 4 894 675 actions Peugeot S.A., à un prix unitaire de 38,08 euros, correspondant à un montant global de 186 millions d'euros ; 147 millions d'euros

ont été affectés en achats d'actions propres et 39 millions d'euros ont été affectés à la couverture des plans d'options et inscrits en valeurs mobilières de placement.

## 2. Situation financière du groupe

### 2.1. Capitaux propres

Le résultat de l'exercice 2003 a permis de conforter à nouveau les capitaux propres du groupe. Ces capitaux propres s'élèvent à fin 2003 à 11 864 millions d'euros, à comparer à 10 984 millions d'euros à fin 2002.

Les capitaux propres par action, calculés sur le nombre d'actions hors autodétention, s'élèvent à fin 2003 à 49,64 euros, en progression de 10,2 % sur le niveau de 45,03 euros atteint à fin 2002.

Les capitaux propres par action couvrent ainsi 123 % du cours de l'action à fin 2003.

### 2.2. Position financière nette des activités industrielles et commerciales

La position financière nette des activités industrielles et commerciales, dont le calcul est détaillé en note 41 aux états consolidés, est l'indicateur qui reflète le mieux la situation financière du groupe à l'égard des tiers financiers. Il intègre la trésorerie nette, c'est-à-dire le solde des postes de trésorerie, de placements à court terme et de financements à court terme des activités industrielles et commerciales ainsi que le solde de leurs emprunts à long terme.

Au 31 décembre 2003, la position financière nette des activités industrielles et commerciales est positive de 563 millions d'euros, à comparer à un solde positif de 594 millions d'euros à fin 2002.

Pour 2003, le passage d'une position financière nette positive de 594 millions d'euros à fin décembre 2002 à une position financière nette positive de 563 millions d'euros à fin décembre 2003 résulte de l'écart dégagé entre d'une part, les flux générés par l'exploitation des sociétés industrielles et commerciales à 3 323 millions d'euros et d'autre part, le flux net des investissements (3 123 millions d'euros), le paiement des dividendes (366 millions d'euros) et les rachats d'actions (186 millions d'euros). Ont impacté positivement la position financière nette les plus-values dégagées sur la cession de titres de placement (160 millions d'euros), le versement par Banque PSA Finance de dividendes (126 millions d'euros) et l'affectation en valeurs mobilières de placement de 39 millions d'euros d'actions Peugeot S.A. destinées à la couverture du plan d'options d'achat décidé en 2003.

### 3. Engagements de retraites complémentaires et d'indemnités complémentaires

Les salariés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficient dans certains pays de prestations de retraites, qui sont versées annuellement aux retraités, ou d'indemnités de départ, qui sont versées en une fois au moment du départ en retraite.

Ces systèmes sont soit de type prestations définies, auquel cas le salarié bénéficie de la part du groupe d'un complément de retraite fixé en fonction de paramètres tels que son âge, la durée de sa carrière, le montant de ses rémunérations, le montant des retraites versées par les organismes de Sécurité Sociale, soit de type de contributions définies, auquel cas, le complément de retraite est fixé, lors du départ en retraite, par le capital accumulé résultant des contributions versées par le salarié et l'entreprise à des fonds extérieurs ainsi que le rendement des fonds ainsi constitués et placés sur les marchés financiers.

Le groupe privilégie les systèmes à contributions définies, mieux à même d'assurer la sécurité de la retraite pour les salariés et d'éviter d'exposer l'entreprise aux risques financiers résultant des engagements pris. A cet effet, le groupe a, en 2002, mis en place de tels régimes à contributions définies en Espagne et au Brésil. En France, le groupe a décidé de mettre fin à l'acquisition de nouveaux droits dans le cadre du régime à prestations définies prévalant jusqu'au 30 juin 2002, sauf pour les salariés âgés de plus de 59 ans.

Celui-ci a été remplacé par un régime à cotisations définies qui bénéficie à l'ensemble des salariés ayant une rémunération au-delà du plafond de cotisations du régime français obligatoire de Sécurité Sociale. Ce nouveau système est alimenté par des cotisations de l'entreprise et du salarié fixées respectivement à 4 % et 2 % de la part de la rémunération supérieure au plafond de la Sécurité Sociale. Les obligations de l'entreprise au titre des droits acquis avant le 30 juin 2002 par les salariés âgés de moins de 59 ans dans l'ancien régime à prestations définies ont fait l'objet en 2002 d'une externalisation complète sous forme du paiement d'une prime unique de 384 millions d'euros à une compagnie d'assurance-vie de premier plan ; en conséquence, les engagements du groupe à ce titre lui ont été définitivement transférés. En parallèle à cette importante réforme, les régimes de compléments de retraite à prestations définies accordés par le groupe aux salariés des filiales implantées en Grande-Bretagne ont été fermés à tous les salariés recrutés à partir de mai 2002. Ceux-ci bénéficient désormais d'un nouveau régime à cotisations définies abondé par l'entreprise en fonction des versements qu'ils effectuent. Les autres salariés continuent de bénéficier des anciens régimes à prestations définies, au financement desquels ils participent par le versement d'une cotisation, portée en 2002 à 4 % de la rémunération, contre 3 % précédemment.

Pour les régimes de retraites correspondant aux régimes à prestations définies qui subsistent après ces réformes, le groupe calcule la valeur actuelle des prestations futures à verser aux salariés et aux retraités suivant le modèle de la norme FAS 87.

Afin de couvrir ces engagements, le groupe a versé à des institutions externes chargées de la gestion des fonds, sous des formes juridiques dépendant du pays d'application, des sommes destinées au paiement futur des charges correspondantes. Ces sommes sont régulièrement complétées afin d'être ajustées au montant des engagements, la politique générale du groupe étant d'externaliser ces engagements. Des provisions sont constituées dans le bilan du groupe pour compléter ces fonds.

L'ensemble des engagements étant fixé à chaque fin d'exercice dans les conditions indiquées ci-dessus et compte tenu des fonds gérés par les institutions externes, les charges comptabilisées au cours de l'exercice correspondent :

- aux droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice, les droits étant généralement dépendants de l'ancienneté acquise dans le groupe ;

- à la variation de l'actualisation des droits existants en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement d'une année ;
- à l'amortissement des éléments différés provenant d'une part de changements de certaines hypothèses lors des réestimations triennales, d'autre part de l'écart constaté entre le rendement réel des fonds externes et le rendement normalisé des fonds externalisés ;
- sous déduction du rendement normalisé attendu pour l'exercice sur les fonds externalisés.

Afin de tenir compte des évolutions constatées au cours de l'exercice 2003, le groupe a procédé à fin 2003 à une révision des hypothèses sur lesquelles repose le calcul de ses engagements et le calcul des charges à comptabiliser. Le taux d'actualisation des prestations futures a été abaissé de 5,25 % à 4,50 % pour les pays de la zone euro et de 6 % à 5 % au Royaume-Uni. Le taux d'inflation retenu a été augmenté de 0,25 % pour la zone euro à 2 %. Enfin, le taux de rendement attendu des fonds a été réduit de 6,50 % à 6 % en France et de 7,25 % à 7 % au Royaume-Uni.

A fin 2003, la valeur actuelle des prestations futures à servir s'élève à 3 194 millions d'euros, à comparer à 2 725 millions d'euros à fin 2002. Les engagements se sont accrus de 478 millions d'euros au titre des écarts de réestimation. Ces écarts concernent principalement les modifications mentionnées ci-dessus des paramètres économiques et financiers qui sont utilisés dans les calculs d'actualisation (l'impact total des modifications de ces paramètres est de 364 millions d'euros, dont respectivement 252 millions d'euros et 68 millions d'euros concernent la baisse du taux d'actualisation au Royaume-Uni et en France). Les engagements se sont également accrus de 220 millions d'euros correspondant aux nouveaux droits acquis par les salariés, principalement au Royaume-Uni, à l'effet de réactualisation des droits précédemment acquis et, à hauteur de 58 millions d'euros, à l'inclusion dans les engagements du groupe du régime

des "Pensionskasse" des salariés de Peugeot Deutschland. Le versement de prestations les a réduits de 124 millions d'euros et les variations de change de 105 millions d'euros.

A fin 2003, les éléments différés, qui sont amortis sur la durée moyenne de service aux bénéficiaires, s'établissent à 1 242 millions d'euros, en hausse sur le niveau de 981 millions d'euros à fin 2002. Cette hausse résulte pour 364 millions d'euros des modifications mentionnées ci-dessus des paramètres économiques et financiers, atténuée par l'amortissement annuel de 57 millions d'euros et les effets de change à hauteur de 46 millions d'euros.

Les fonds servant à la couverture des engagements sont passés de 1 668 à 1 792 millions d'euros, du fait de l'impact du rendement des fonds ainsi que de la prise en compte, pour 66 millions d'euros, des fonds correspondant au régime de "Pensionskasse" des salariés de Peugeot Deutschland.

Les provisions figurant au bilan, qui participent à la couverture des engagements, s'élèvent à 307 millions d'euros, contre 247 millions d'euros à fin 2002.

En dehors du Royaume-Uni, aucune obligation d'abonder les fonds ne pèse sur le groupe hormis celle d'assurer les prestations aux bénéficiaires au fur et à mesure de leurs échéances. Au Royaume-Uni, la réglementation pourrait conduire le groupe, sur la base des valeurs actuelles des fonds, à verser sur chacune des trois prochaines années un maximum de 70 millions d'euros de fonds complémentaires.

La charge comptabilisée conformément aux normes décrites ci-dessus s'est élevée à 165 millions d'euros en 2003, à comparer à 130 millions d'euros en 2002, hors impact de la fermeture du régime français. La charge anticipée au titre de l'exercice 2004 s'élève à 210 millions d'euros ; l'évolution de 2003 à 2004 résulte pour l'essentiel de l'augmentation de l'amortissement des éléments différés ainsi que des modifications des paramètres actuariels.

# Rentabilité des capitaux employés

## 1. Définition et méthodes

Le taux de rentabilité des capitaux employés est la mesure d'efficacité économique retenue par le groupe.

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour son activité opérationnelle.

Le résultat économique considéré pour calculer le taux de rentabilité des capitaux employés correspond pour l'essentiel à la marge opérationnelle corrigée des autres résultats reflétant la performance économique des actifs rentrant dans la définition des capitaux employés.

Le taux de rentabilité des capitaux employés avant impôts est le rapport du résultat économique au montant des capitaux employés de fin d'année. La définition et le calcul des capitaux employés, du résultat économique et du taux de rentabilité des capitaux employés, sont détaillés en note 43 aux états financiers consolidés.

Pour obtenir un taux de rentabilité des capitaux employés après impôts, le groupe a choisi de retenir un taux d'impôt normatif de 33 1/3 % qui reflète en moyenne le taux qui s'applique à ses opérations courantes.

## 2. Capitaux employés

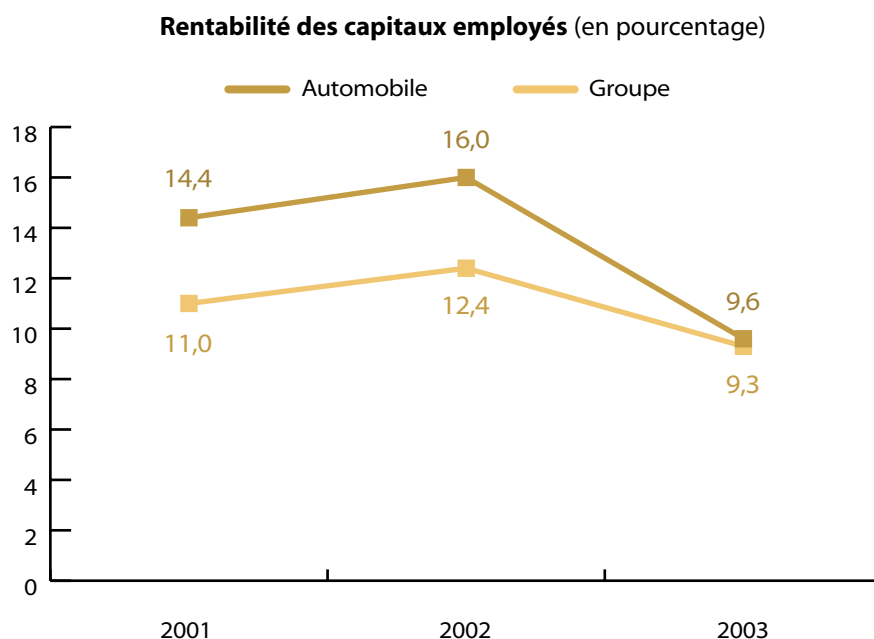
Les capitaux employés à fin décembre 2003 s'élèvent à 16 040 millions d'euros, en hausse de 633 millions d'euros sur le niveau de fin 2002. Pour la division automobile, cette évolution reflète la légère hausse des investissements intervenue en 2003 ainsi que la hausse temporaire des stocks et des besoins en fonds de roulement. Pour Banque PSA Finance, elle résulte de l'accroissement des fonds propres, nécessaire pour soutenir la croissance des encours de crédit. Enfin, les capitaux employés de Faurecia sont en recul du fait de l'amortissement des écarts d'acquisition et de la bonne maîtrise des investissements et des besoins en fonds de roulement.

### Capitaux employés

(en millions d'euros)	31 décembre 2003	31 décembre 2002	31 décembre 2001
Automobile	10 223	9 687	9 828
Banque PSA Finance	1 786	1 680	1 490
Gefco	448	405	430
Faurecia	3 871	3 943	4 071
Autres activités et écritures de consolidation	(288)	(307)	(165)
<b>Total PSA PEUGEOT CITROËN</b>	<b>16 040</b>	<b>15 407</b>	<b>15 654</b>

### 3. Rentabilité des capitaux employés

La rentabilité après impôt des capitaux employés diminue pour s'établir à 9,3 % après 12,4 % en 2002. Cette baisse reflète le recul de la marge opérationnelle du groupe face à des capitaux employés en hausse. La rentabilité après impôt des capitaux employés diminue pour la division automobile de 16,0 % à 9,6 %.



# Gestion des risques financiers

## 1. Risques des activités industrielles et commerciales

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est exposé dans ses activités industrielles, et essentiellement dans son activité automobile, aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation respective de ses sites de production, situés principalement dans la zone euro, et de ses sites de vente. Ces risques ont été limités depuis le début 1999 par la mise en œuvre de l'euro, de sorte que les risques concernent désormais principalement la livre sterling et, dans une moindre mesure, le peso argentin, le real brésilien, les monnaies des pays d'Europe centrale et le yen japonais.

La gestion du risque de change de l'activité automobile est basée sur un principe de facturation des entités de production du groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières, sauf dans les cas exceptionnels où cette monnaie n'est pas convertible. Ces facturations inter-sociétés font l'objet, de manière systématique, d'une couverture de change à terme de leur règlement, qui est fixé sur la base du cycle d'exploitation des filiales, via la filiale spécialisée du groupe, PSA International, ou sous son contrôle lorsque la monnaie n'est pas convertible.

Conformément à ces principes, le groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change. Cependant, afin de limiter les écarts négatifs qui peuvent résulter de variations de certaines monnaies, la division automobile a acquis des options de vente de yen et de livre sterling qui assurent un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Japon et au Royaume-Uni. A fin 2003, les options de vente de yen portent sur un montant de 59,4 milliards de yen, couvrant les ventes au Japon de 2004 et 80 % des ventes jusqu'à septembre 2005 ; leur prix d'exercice moyen est de 117 yen pour un euro en 2004 et 122 yen pour un euro en 2005. Les options de vente de livre sterling portent sur un montant de 1 602 millions de livre sterling, couvrant 80 % des ventes de l'année 2004 au Royaume-Uni et leur prix d'exercice moyen est de 0,7073 livre sterling pour un euro. Les achats d'options de vente de livres sterling se poursuivent au début de 2004 pour couvrir la totalité des ventes de l'année 2004.

Sur la base des chiffres de 2003, le groupe estime qu'une variation de 1 % de l'euro contre toutes monnaies a un impact de l'ordre de 64 millions d'euros sur la marge opérationnelle consolidée. Par ailleurs, une variation de 1 % de la livre sterling contre euro a un impact de l'ordre de 31 millions d'euros sur la marge opérationnelle consolidée. L'estimation de ces impacts ne prend pas en compte l'effet potentiel de l'exercice des options de change acquises par le groupe.

Le groupe n'est pas exposé de manière significative dans ses activités industrielles et commerciales aux variations de taux d'intérêt.

Le groupe accorde enfin une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients. Les relations avec les concessionnaires des marques Peugeot et Citroën sont gérées dans le cadre de l'organisation de financement des ventes décrites ci-dessous. Les paiements des autres clients du groupe font l'objet de mécanismes appropriés de sécurisation. Par ailleurs, les règlements intra-groupe font l'objet de manière systématique de couverture du risque politique à chaque fois que nécessaire.

## 2. Risques de l'activité de financement

La division financement du groupe a pour principales activités, d'une part, de financer les stocks de véhicules neufs et de pièces de rechange des concessionnaires et, d'autre part, d'offrir à la clientèle finale une gamme complète de financements sous forme de crédit ou de location avec option d'achat et de services associés.

La division financement est ainsi exposée à des risques relatifs à la solvabilité de ses débiteurs. Les risques sur les concessionnaires, qui sont répartis sur un grand nombre de contreparties, sont gérés en interne par des comités de crédit dans chaque pays et un comité central de crédit, qui agissent dans le cadre de limites définies et contrôlées. Les risques sur la clientèle finale, qui sont répartis sur un plus grand nombre de contreparties, sont gérés par des procédures de score, les risques sur les clients d'importance unitaire significative étant gérés suivant des procédures analogues à celles décrites ci-dessus pour la gestion des risques sur les concessionnaires.

Les risques font systématiquement l'objet de provisions, qui sont constituées sur une base statistique dès l'accord de financement ; la quotité

provisionnée est ajustée régulièrement en fonction des pertes constatées pays par pays. Par ailleurs, les risques individuels significatifs font l'objet, lorsqu'ils sont avérés, de provisions spécifiques.

Le refinancement de cette activité est assuré pour l'essentiel, d'une part, par les capitaux propres qui lui sont assignés et, d'autre part, par émissions de titres sur les marchés financiers et emprunts auprès de banques. Ces mécanismes exposent la division financement à des risques liés à l'adéquation des échéances, des devises et des conditions de taux d'intérêt de l'actif et du passif. La politique du groupe vise à neutraliser l'effet des variations de taux d'intérêt et de fluctuation des cours de change sur la marge opérationnelle de l'activité de financement. Les risques sont gérés en conséquence par l'utilisation d'instruments financiers appropriés, de manière à assurer la convergence effective des structures de taux d'intérêt et de devises des actifs et des passifs.

La nécessité de disposer à chaque instant des ressources nécessaires au refinancement de cette activité expose le groupe à un risque de liquidité. Celui-ci est couvert dans le cadre de la stratégie de financement par le biais d'une adéquation des échéances des financements à celles des actifs, par des liquidités disponibles, par des lignes de crédit confirmées non tirées, par une diversification forte des ressources de financement et enfin par une capitalisation adéquate de Banque PSA Finance.

Les opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt du groupe, la gestion de ses flux de paiement et la gestion de sa trésorerie l'exposent à des risques de contrepartie. Le groupe minimise ces risques par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties à des banques et établissements financiers de premier plan.

# Passage aux normes IAS / IFRS

Afin de préparer la transition aux International Financial Reporting Standards (IFRS), normes comptables applicables en 2005, le groupe a en 2003 réalisé un diagnostic complet qui a permis d'identifier :

- les principales divergences entre les principes actuellement appliqués par le groupe et les normes IFRS en matière de comptabilisation, d'évaluation, et de présentation ;
- les informations comptables complémentaires à publier ;
- les adaptations nécessaires des systèmes et des circuits d'information ;
- les données historiques à collecter et analyser pour établir le bilan d'ouverture IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Les principales divergences identifiées ayant un effet sur les capitaux propres consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et/ou sur les résultats futurs sont les suivantes :

- les frais de développement répondant aux critères de la norme IAS 38 seront immobilisés. Ces frais sont actuellement comptabilisés en charges. Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant capitalisé, dont la contrepartie sera un accroissement des capitaux propres, correspondra à la valeur cumulée des dépenses de développement encourues les années antérieures, nette des amortissements cumulés. Au compte de résultat, en période d'accroissement des dépenses de développement, l'effet sur la marge opérationnelle consolidée sera positif, les montants immobilisés dans l'exercice excédant la charge d'amortissement relative aux dépenses de développement précédemment activées ;
- les écarts actuariels différés liés aux engagements de retraite existant au 1<sup>er</sup> janvier 2004 seront, conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, imputés sur les capitaux propres en contrepartie de la provision pour retraites. Ces écarts actuariels sont actuellement présentés hors bilan et amortis sur la durée résiduelle de présence des salariés dans l'entreprise. Au compte de résultat, les charges de retraites futures n'auront donc plus à supporter l'amor-

tissement de ces écarts actuariels. Les écarts actuariels nés postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2004 seront présentés en hors bilan et amortis sur les périodes futures ;

- les actifs financiers disponibles à la vente seront évalués à leur juste valeur, l'écart de réévaluation étant enregistré directement en situation nette jusqu'à la date de leur cession. Actuellement, les actifs financiers disponibles à la vente, classés dans le bilan consolidé en titres de détention durable et en titres de placement, sont évalués à leur coût historique. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, lors de la cession de ces titres, les plus-values seront constatées en résultat en contrepartie de la reprise de la réévaluation en situation nette ;
- le chiffre d'affaires lié aux ventes avec clause de rachat sera différé jusqu'à la vente du véhicule d'occasion, quels que soient la durée de la clause de rachat et le canal de vente. Actuellement, les ventes de véhicules neufs à la clientèle finale assorties d'une option de reprise pour une durée au plus égale à trois ans ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires à la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations. La marge représentant la différence entre le prix de vente et le prix de rachat convenu est considérée comme un loyer et étalée linéairement sur la période de location, dans la limite du profit net global de l'opération. L'éventuel produit complémentaire de cession finale est constatée sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, les opérations en cours seront retraitées. En conséquence, les capitaux propres consolidés seront diminués de la marge réalisée sur les véhicules vendus préalablement au 1<sup>er</sup> janvier 2004 avec un engagement de rachat du groupe, ces véhicules étant comptabilisés à l'actif du bilan et le chiffre d'affaires correspondant enregistré en produit constaté d'avance. Au compte de résultat, les effets de cette différence seront limités à la variation, d'une clôture à l'autre, de l'encours de véhicules vendus avec une clause de rachat ;

- les titres d'autocontrôle actuellement comptabilisés en valeurs mobilières de placement, qui correspondent aux titres conservés en contrepartie des options d'achat consenties au bénéfice des dirigeants et salariés de la société Peugeot S.A. ou des sociétés qui lui sont liées, seront imputés sur les capitaux propres. Cette différence est sans effet sur le compte de résultat. Dans le calcul du résultat par action, ces titres seront considérés comme n'étant plus en circulation ; l'effet sera positif sur le résultat net par action ;
- sous réserve de la finalisation des projets en cours concernant la norme sur les regroupements d'entreprises, les écarts d'acquisition ne seront plus amortis ; ils continueront à faire l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture. Les écarts d'acquisition sont actuellement amortis selon le mode linéaire sur une durée maximum de 20 ans.

Les développements informatiques complémentaires nécessaires à l'élaboration des comptes, qui concernent principalement Banque PSA Finance, ont d'ores et déjà été entamés. Le groupe a par ailleurs initié la collecte et l'analyse des données rétrospectives nécessaires à la préparation du bilan d'ouverture, en particulier concernant les frais de développement et les ventes avec clause de rachat. L'année 2004 sera consacrée à la finalisation de ces travaux et à la définition des nouveaux circuits d'information nécessaires, à l'audit des données du bilan d'ouverture, et au suivi des évolutions normatives IFRS.

Le groupe présentera des comptes complets en normes IFRS dès la publication de ses résultats pour l'exercice 2004, en complément des comptes consolidés établis selon ses normes actuelles.



# Groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Comptes consolidés  
pour les exercices clos  
les 31 décembre 2003, 2002 et 2001

En millions d'euros



## Comptes de résultats consolidés

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>52 683</b>	<b>52 906</b>	<b>50 288</b>
<b>Charges opérationnelles</b>			
Coûts des biens et services vendus	(40 558)	(40 196)	(38 647)
Frais généraux et commerciaux	(8 250)	(8 251)	(7 504)
Frais d'études, de recherche et de développement	(2 098)	(1 865)	(1 733)
	<b>(50 906)</b>	<b>(50 312)</b>	<b>(47 884)</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>1 777</b>	<b>2 594</b>	<b>2 404</b>
<b>Coût des départs anticipés de certains salariés</b>	<b>(19)</b>	<b>(158)</b>	<b>(31)</b>
<b>Autres produits et (charges)</b>			
Frais de rationalisation des structures (note 9)	(42)	(124)	(115)
Produits (frais) financiers nets (note 10)	(23)	(25)	(48)
Autres revenus et (charges) nets (note 11)	209	22	193
	<b>144</b>	<b>(127)</b>	<b>30</b>
<b>Résultat avant impôts des sociétés intégrées</b>	<b>1 902</b>	<b>2 309</b>	<b>2 403</b>
Impôts sur les résultats (note 13)	(563)	(666)	(750)
<b>Résultat net des sociétés industrielles et commerciales intégrées</b>	<b>1 339</b>	<b>1 643</b>	<b>1 653</b>
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>			
Hors groupe	1 555	1 530	1 375
<i>Intragroupe</i>	169	170	212
	<b>1 724</b>	<b>1 700</b>	<b>1 587</b>
<b>Charges opérationnelles (note 12)</b>	<b>(1 306)</b>	<b>(1 381)</b>	<b>(1 339)</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>418</b>	<b>319</b>	<b>248</b>
<b>Autres produits et (charges)</b>	<b>(5)</b>	<b>(3)</b>	<b>(4)</b>
<b>Résultat avant impôts des sociétés intégrées</b>	<b>413</b>	<b>316</b>	<b>244</b>
Impôts sur les résultats (note 13)	(122)	(111)	(85)
<b>Résultat net des sociétés de financement intégrées</b>	<b>291</b>	<b>205</b>	<b>159</b>
<b>Résultat net des sociétés intégrées du groupe</b>	<b>1 630</b>	<b>1 848</b>	<b>1 812</b>
Part dans le résultat net des sociétés en équivalence (note 18 c)	46	22	9
Amortissements des écarts d'acquisition	(158)	(163)	(140)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 518</b>	<b>1 707</b>	<b>1 681</b>
(Bénéfice) perte revenant aux intérêts minoritaires	(21)	(17)	10
<b>Résultat net - Part du groupe</b>	<b>1 497</b>	<b>1 690</b>	<b>1 691</b>
<b>Résultat net par action de 1 euro (note 51)</b>			
- nombre d'actions moyen en circulation	243 902 478	254 201 332	263 357 148
- en euros par action	6,14	6,65	6,42
<b>Résultat net dilué par action de 1 euro (note 51)</b>			
- nombre d'actions potentiel moyen	243 902 478	254 201 332	264 479 453
- en euros par action	6,14	6,65	6,40

Les notes figurant aux pages 32 à 101 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Bilans consolidés - Actif

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>			
Ecart d'acquisition (note 14)	1 964	2 120	2 225
Immobilisations incorporelles (note 15)	181	194	183
Immobilisations corporelles (note 16)	12 158	11 545	11 461
<b>Immobilisations financières</b>			
Créances et titres de détention durable (note 17)	591	929	624
Titres mis en équivalence (note 18)	550	351	215
Titres de participation (note 19)	63	85	238
	<b>1 204</b>	<b>1 365</b>	<b>1 077</b>
<b>Autres actifs immobilisés</b>			
Impôts différés à long terme	415	308	184
Autres valeurs immobilisées (note 20)	239	257	204
	<b>654</b>	<b>565</b>	<b>388</b>
<b>Actifs d'exploitation et réalisables à court terme</b>			
Valeurs d'exploitation (note 21)	6 660	6 167	6 218
Clients et effets à recevoir (note 22)	3 363	3 381	3 451
Impôts sur les sociétés à court terme (note 25)	702	980	935
Autres débiteurs (note 26)	2 636	2 619	2 585
<i>A recevoir des activités de financement</i>	210	238	306
	<b>13 571</b>	<b>13 385</b>	<b>13 495</b>
<b>Actifs financiers à court terme</b>			
Prêts	301	397	260
Titres de placement (note 27)	937	1 089	1 013
Trésorerie (note 28)	4 880	4 532	5 520
<i>Comptes ordinaires et prêts aux activités de financement</i>	205	97	123
	<b>6 323</b>	<b>6 115</b>	<b>6 916</b>
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>36 055</b>	<b>35 289</b>	<b>35 745</b>
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>			
Ecart d'acquisition (note 14)	75	80	86
<b>Actifs immobilisés</b>			
Immobilisations incorporelles (note 15)	42	30	21
Immobilisations corporelles (note 16)	51	51	52
Titres de participation (note 19)	13	-	-
Impôts différés à long terme	40	47	29
Titres d'investissement	185	186	187
Autres	45	16	19
	<b>376</b>	<b>330</b>	<b>308</b>
<b>Créances sur la clientèle</b>			
Créances de financement (note 23)	17 185	15 732	15 740
Autres prêts accordés à la clientèle (note 24)	112	295	242
<i>Créances sur les activités industrielles et commerciales</i>	139	208	241
	<b>17 436</b>	<b>16 235</b>	<b>16 223</b>
<b>Autres actifs d'exploitation</b>			
Impôts sur les sociétés à court terme (note 25)	84	63	53
Autres débiteurs (note 26)	953	923	742
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	79	65	41
	<b>1 116</b>	<b>1 051</b>	<b>836</b>
<b>Actifs financiers à court terme</b>			
Titres de placement (note 27)	2 268	2 261	1 406
Trésorerie (note 28)	738	762	811
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	-	-	1
	<b>3 006</b>	<b>3 023</b>	<b>2 218</b>
<b>Total activités de financement</b>	<b>22 009</b>	<b>20 719</b>	<b>19 671</b>
<b>Total groupe</b>	<b>58 064</b>	<b>56 008</b>	<b>55 416</b>

Les notes figurant aux pages 32 à 101 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Bilans consolidés - Passif

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Capitaux propres - Part du groupe (note 29)</b>			
Capital social	243	259	259
Réserves et résultats nets consolidés	12 364	11 875	10 479
Titres d'autocontrôle	(16)	(568)	(51)
Ecart de conversion	(727)	(582)	(405)
	<b>11 864</b>	<b>10 984</b>	<b>10 282</b>
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>			
<b>Intérêts minoritaires (note 30)</b>	<b>617</b>	<b>640</b>	<b>689</b>
<b>Provisions et passifs à long terme</b>			
Impôts différés à long terme	1 329	1 104	1 163
Provisions (note 31)	1 623	1 727	1 394
Autres passifs à long terme (note 32)	96	95	69
	<b>3 048</b>	<b>2 926</b>	<b>2 626</b>
<b>Emprunts à long terme (note 33)</b>	<b>3 609</b>	<b>3 499</b>	<b>3 635</b>
<b>Dettes d'exploitation à court terme</b>			
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	10 021	9 912	9 173
Impôts sur les sociétés à court terme (note 36)	368	646	808
Autres créanciers (note 37)	5 401	5 228	5 409
<i>Dû aux activités de financement</i>	96	84	86
	<b>15 886</b>	<b>15 870</b>	<b>15 476</b>
<b>Dettes financières à court terme</b>			
Emprunts à long terme partie à moins d'un an (note 33)	270	311	299
Autres financements à court terme et découverts bancaires (note 34)	2 350	2 451	3 920
<i>Découverts bancaires auprès des activités de financement</i>	122	189	197
	<b>2 742</b>	<b>2 951</b>	<b>4 416</b>
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>25 902</b>	<b>25 886</b>	<b>26 842</b>
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>			
<b>Intérêts minoritaires (note 30)</b>	<b>70</b>	<b>91</b>	<b>103</b>
<b>Provisions et passifs long terme</b>			
Impôts différés à long terme	170	150	122
Provisions (note 31)	53	53	45
Dettes subordonnées et autres	64	108	113
	<b>287</b>	<b>311</b>	<b>280</b>
<b>Dettes financières</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	5 887	6 643	5 503
Autres emprunts	12 009	10 426	10 597
Comptes ordinaires créditeurs	169	145	172
	<b>18 065</b>	<b>17 214</b>	<b>16 272</b>
<b>Dettes à la clientèle</b>			
Dépôts de la clientèle	191	200	212
<i>Dépôts des activités industrielles et commerciales</i>	132	97	123
	<b>323</b>	<b>297</b>	<b>335</b>
<b>Autres dettes d'exploitation</b>			
Impôts sur les sociétés à court terme (note 36)	75	64	106
Autres créanciers (note 37)	1 195	923	890
<i>Dû aux activités industrielles et commerciales</i>	283	238	306
	<b>1 553</b>	<b>1 225</b>	<b>1 302</b>
<b>Total activités de financement</b>	<b>20 298</b>	<b>19 138</b>	<b>18 292</b>
<b>Total groupe</b>	<b>58 064</b>	<b>56 008</b>	<b>55 416</b>

Les notes figurant aux pages 32 à 101 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableaux de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>			
Résultat net des sociétés intégrées	1 339	1 643	1 653
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie			
- Dotations aux amortissements	2 214	2 165	1 974
- Dotations nettes aux provisions	(29)	352	8
- Variation des impôts différés à long terme	115	(80)	(107)
- Résultats sur cessions et autres	(113)	(38)	(97)
Dividendes reçus des sociétés en équivalence	21	17	9
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>3 547</b>	<b>4 059</b>	<b>3 440</b>
Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 38)	(224)	330	(422)
<b>Flux des activités industrielles et commerciales liés à l'exploitation</b>	<b>3 323</b>	<b>4 389</b>	<b>3 018</b>
Cessions de titres de participation	6	5	23
Cessions d'immobilisations corporelles	142	172	443
Investissements en immobilisations corporelles	(3 007)	(2 790)	(2 938)
Acquisitions de sociétés consolidées	(225)	(56)	(1 575)
Acquisitions de titres de participation	(19)	(25)	(33)
Changements de périmètre et autres (note 39)	(20)	(268)	54
<b>Flux des activités industrielles et commerciales liés aux investissements</b>	<b>(3 123)</b>	<b>(2 962)</b>	<b>(4 026)</b>
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>			
Résultat net des sociétés intégrées	291	205	159
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie	52	34	1
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>343</b>	<b>239</b>	<b>160</b>
Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 38)	(92)	(282)	325
<b>Flux des activités de financement liés à l'exploitation</b>	<b>251</b>	<b>(43)</b>	<b>485</b>
<b>Flux des activités de financement liés aux investissements</b>	<b>(52)</b>	<b>80</b>	<b>68</b>
<b>TOUTES ACTIVITES</b>			
Dividendes versés			
- Aux actionnaires de Peugeot S.A.	(325)	(294)	(217)
- Aux minoritaires des filiales intégrées	(41)	(43)	(13)
Augmentations du capital et des primes	-	-	109
Acquisitions de titres d'autocontrôle	(147)	(517)	(458)
Variations des autres actifs et passifs financiers (note 40)	428	(1 666)	3 872
Autres	14	46	123
<b>Flux des opérations financières</b>	<b>(71)</b>	<b>(2 474)</b>	<b>3 416</b>
Mouvements de conversion	(4)	(27)	(24)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>	<b>324</b>	<b>(1 037)</b>	<b>2 937</b>
<b>Trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>5 294</b>	<b>6 331</b>	<b>3 394</b>
<b>Trésorerie au 31 décembre</b>	<b>5 618</b>	<b>5 294</b>	<b>6 331</b>

Les notes figurant aux pages 32 à 101 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Variations des capitaux propres consolidés - Part du groupe

(en millions d'euros)	Capitaux propres	Capital social	Primes	Réserves et résultat	Titres d'auto-contrôle	Ecart de conversion
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>9 361</b>	<b>278</b>	<b>276</b>	<b>9 515</b>	<b>(507)</b>	<b>(201)</b>
Bénéfice de l'exercice 2001	1 691	-	-	1 691	-	-
Dividendes versés (5 euros par action ancienne de 6 euros)	(217)	-	-	(217)	-	-
Augmentation de capital	109	4	105	-	-	-
Titres d'autocontrôle achetés	(458)	-	-	-	(458)	-
Titres d'autocontrôle annulés	-	(23)	(381)	(510)	914	-
Mouvement des écarts de conversion	(204)	-	-	-	-	(204)
<b>Au 31 décembre 2001</b>	<b>10 282</b>	<b>259</b>	<b>-</b>	<b>10 479</b>	<b>(51)</b>	<b>(405)</b>
Bénéfice de l'exercice 2002	1 690	-	-	1 690	-	-
Dividendes versés (1,15 euro par action de 1 euro)	(294)	-	-	(294)	-	-
Titres d'autocontrôle achetés	(517)	-	-	-	(517)	-
Mouvement des écarts de conversion	(177)	-	-	-	-	(177)
<b>Au 31 décembre 2002</b>	<b>10 984</b>	<b>259</b>	<b>-</b>	<b>11 875</b>	<b>(568)</b>	<b>(582)</b>
Bénéfice de l'exercice 2003	1 497	-	-	1 497	-	-
Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro)	(325)	-	-	(325)	-	-
Titres d'autocontrôle achetés	(147)	-	-	-	(147)	-
Titres d'autocontrôle annulés	-	(16)	-	(683)	699	-
Mouvement des écarts de conversion	(145)	-	-	-	-	(145)
<b>Au 31 décembre 2003</b>	<b>11 864</b>	<b>243</b>	<b>-</b>	<b>12 364</b>	<b>(16)</b>	<b>(727)</b>

Les notes figurant aux pages 32 à 101 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Notes aux états financiers consolidés

## pour les exercices clos les 31 décembre 2003, 2002 et 2001

### SOMMAIRE

Page

#### Généralités

Note 1 - Principes comptables	32
Note 2 - Effets de l'application des US GAAP	36
Note 3 - Périmètre de consolidation	40
Note 4 - Information par secteurs d'activités et zones géographiques	42
Note 5 - Information de synthèse au niveau du groupe	45

#### Comptes de résultats

Note 6 - Chiffres d'affaires trimestriels	46
Note 7 - Frais de personnel	46
Note 8 - Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales	46
Note 9 - Frais de rationalisation des structures des activités industrielles et commerciales	47
Note 10 - Produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales	47
Note 11 - Autres revenus et (charges) nets des activités industrielles et commerciales	48
Note 12 - Charges opérationnelles des activités de financement	48
Note 13 - Impôts sur les résultats	48

#### Bilans - Actif

Note 14 - Ecarts d'acquisition	50
Note 15 - Immobilisations incorporelles	52
Note 16 - Immobilisations corporelles	53
Note 17 - Créances et titres de détention durable	55
Note 18 - Titres mis en équivalence	55
Note 19 - Titres de participation	59
Note 20 - Autres valeurs immobilisées	60
Note 21 - Valeurs d'exploitation	60
Note 22 - Clients et effets à recevoir nets	60
Note 23 - Créances de financement	61
Note 24 - Autres prêts accordés à la clientèle par les activités de financement	63
Note 25 - Actifs d'impôts sur les sociétés à court terme	64
Note 26 - Autres débiteurs	64
Note 27 - Titres de placement	65
Note 28 - Trésorerie	65

**Bilans - Passif**

Note 29 - Capitaux propres - Part du groupe	66
Note 30 - Intérêts minoritaires	68
Note 31 - Provisions à long terme	69
Note 32 - Autres passifs à long terme des activités industrielles et commerciales	70
Note 33 - Emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales	71
Note 34 - Autres financements à court terme et découverts bancaires des activités industrielles et commerciales	73
Note 35 - Emprunts des activités de financement	74
Note 36 - Passifs d'impôts sur les sociétés à court terme	76
Note 37 - Autres créanciers	77

**Tableaux de flux de trésorerie**

Note 38 - Variation des actifs et passifs d'exploitation	78
Note 39 - Changements de périmètre et autres	79
Note 40 - Variation des autres actifs et passifs financiers	80

**Informations complémentaires**

Note 41 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales	80
Note 42 - Lignes de crédit	80
Note 43 - Rentabilité des capitaux employés	81
Note 44 - Départs anticipés de certains salariés	83
Note 45 - Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés	84
Note 46 - Gestion des risques de change et de taux d'intérêt	89
Note 47 - Risque actions	94
Note 48 - Evaluation des instruments financiers	94
Note 49 - Engagements hors bilan et facteurs de risques	96
Note 50 - Echancier des obligations et engagements	98
Note 51 - Résultat net par action	99
Note 52 - Rémunération des dirigeants	100
Note 53 - Honoraires des Commissaires aux Comptes	100
Note 54 - Evénements postérieurs à la clôture	101

## Note 1. Principes comptables

Le groupe établit ses comptes consolidés suivant les principes comptables français.

La première application en 2002 du règlement CRC 2000-06 sur les passifs n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes du groupe.

Ces principes, décrits dans les paragraphes 1 a) à 1 s) ci-dessous, sont également conformes aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis d'Amérique dans tous leurs aspects significatifs à l'exception des éléments mentionnés en note 2.

Les comptes consolidés de l'exercice 2003 ainsi que les notes annexes y afférant ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 2 février 2004.

### a) Consolidation

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % du capital et exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

Certaines sociétés qui répondent à ces principes ne sont pas consolidées dans la mesure où aucun des critères suivants n'est atteint :

- chiffre d'affaires : 50 millions d'euros,
- total du bilan : 20 millions d'euros,
- endettement financier : 5 millions d'euros.

Dans ce cas leurs titres sont inscrits en titres de participation (note 19). La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Les résultats des sociétés acquises sont intégrés à partir de la date d'acquisition.

### b) Conversion des éléments en devises

Les éléments exprimés en devises étrangères sont convertis comme suit :

- les transactions en devises sont converties au taux de la couverture de change dont elles font généralement l'objet ;

- à la clôture de l'exercice, les soldes monétaires non couverts exprimés en devises sont évalués au taux de clôture ;

- les pertes ou profits résultant de la conversion des transactions en devises sont inclus dans les comptes de résultats ;

- les bilans des sociétés étrangères sont convertis au taux de clôture ;

- les éléments des comptes de résultats des sociétés étrangères sont convertis mois par mois au taux moyen de chaque mois ;

- les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés dans les écarts de conversion inclus dans les capitaux propres.

### c) Recours à des estimations dans l'arrêté des comptes

L'établissement des états financiers consolidés, sur la base des principes comptables généralement admis, demande que le groupe retienne des hypothèses et fasse des estimations qui entrent dans la détermination des résultats.

### d) Chiffre d'affaires

#### 1. Activités industrielles et commerciales

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales comprend la vente de biens et services, constituée en particulier par les ventes de véhicules.

#### Ventes de véhicules

Les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété ; celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition des concessionnaires indépendants ou lors de la livraison pour les ventes directes, sous déduction de certaines remises liées à des programmes d'incitation aux ventes.

Lorsque les ventes de véhicules neufs à la clientèle finale sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrat de buy-back) pour une durée au plus égale à trois ans, elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations. La marge représentant la différence entre le prix de vente et le prix de rachat convenu est considérée comme un loyer et étalée linéairement sur la période de location, dans la limite du profit net global de l'opération.

L'éventuel produit complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion.

Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat de buy-back.

## 2. Activités de financement

Le chiffre d'affaires des activités de financement comprend les produits financiers constitués essentiellement des revenus de financement des ventes et les revenus des services associés à ces financements.

### Revenus du financement des ventes

Les sociétés de financement du groupe ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et de la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée. Ces financements sont traités comme des crédits financiers et figurent au bilan pour un montant brut correspondant au capital non remboursé, augmenté des intérêts restant à courir jusqu'à la date de remboursement des crédits accordés (note 23 b).

Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

Le revenu des parts résiduelles émises par les FCC auxquels ont été cédées les créances titrisées est inclus dans les revenus de financement des ventes.

Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs d'affaires sont affectées aux coûts du financement des ventes sur la durée des crédits.

Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats de crédit sont passés en charge au moment où ils sont exposés.

### e) Programme d'incitation aux ventes

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base historique des trois derniers mois, pays par pays.

Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

### f) Garanties

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces détachées au moment de leur vente aux réseaux ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients, de contrats d'extension de garantie et d'entretien, sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

### g) Frais d'études, de recherche et de développement

Les frais d'études, de recherche et de développement, y compris ceux de la recherche en méthode de production sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais d'adaptation des produits de l'activité équipement automobile, refacturables aux clients, ne sont pas des frais d'études, de recherche et de développement et sont intégrés aux valeurs d'exploitation.

### h) Marge opérationnelle

Le groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance. La marge opérationnelle correspond au résultat net des sociétés intégrées avant prise en compte :

- des coûts de départs anticipés de certains salariés,
- des frais de rationalisation des structures,
- des produits ou frais financiers nets des activités industrielles et commerciales,
- des plus ou moins-values de cessions d'immobilisations autres que les véhicules automobiles,
- des résultats sur titres de participation,
- des différences de change des activités industrielles et commerciales,
- des pertes et profits et variations de provisions non opérationnels couvrant des événements très exceptionnels,
- des impôts sur les résultats.

## i) Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Les écarts d'acquisition sont amortis selon le mode linéaire sur une durée maximum de vingt ans.

Par ailleurs, le groupe effectue sur les unités de reporting des tests de perte de valeur qui peuvent déboucher sur d'éventuels amortissements exceptionnels de ces écarts d'acquisition.

## j) Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation avec un maximum de quatre ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, sans excéder vingt ans.

## k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, ou de fabrication, incluant les intérêts intercalaires. Les réévaluations ne sont pas prises en compte dans les états financiers consolidés.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

	Durées d'utilisation, en années
Constructions	20 - 30
Matériels et outillages	4 - 16
Matériels informatiques	3 - 4
Matériels de transport et de manutention	4 - 7
Agencements et installations	10 - 20

Les immobilisations financées au moyen de contrats de crédit-bail sont présentées à l'actif pour leur valeur vénale au moment de l'acquisition et amorties selon le mode et les durées d'utilisation ci-dessus. La dette correspondante est inscrite au passif (note 33 d).

Les outillages spécifiques sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

## l) Evaluation des éléments de l'actif immobilisé

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement complémentaire irréversible lorsque leur valeur d'utilité apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux futurs actualisés (note 14 a) 2).

Pour les autres immobilisations, la nécessité d'un amortissement complémentaire, lorsqu'il existe un indicateur de perte de valeur, est appréhendée par référence à la valeur de la somme des flux financiers futurs non actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des conditions d'exploitation prévues par le groupe.

Le montant de l'amortissement complémentaire est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la somme des flux financiers futurs ou la valeur de marché.

## m) Titres

### 1. Titres d'investissement

Les titres d'investissement détenus par les sociétés du groupe comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de détention des titres. Ils sont inscrits au bilan dans le poste créances et titres de détention durable.

### 2. Titres de participation

Les titres de participation représentent les intérêts du groupe dans le capital des sociétés non consolidées. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, des provisions pour dépréciation sont constatées.

La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres, les perspectives de rentabilité et le cours de bourse.

### 3. Titres de placement

Les titres que le groupe a l'intention de conserver sont enregistrés en immobilisations financières au poste titres de détention durable et ceux qui sont cessibles à court terme sont enregistrés en actifs financiers à court terme au poste titres de placement.

Ces titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat et intérêts courus pour les obligations. A la clôture de l'exercice, ils sont provisionnés en cas de perte durable de valeur.

### n) Imposition différée

#### 1. Sur opérations et risques comptabilisés

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables, selon la méthode du report variable. Les actifs nets d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation future présente un caractère aléatoire (note 13 d).

#### 2. Sur distributions futures

Un passif d'impôt différé est constaté à hauteur des impôts de distribution devant être supportés sur les dividendes que le groupe a prévu de faire verser par ses filiales consolidées (note 13 a).

Aucune provision n'est constituée au titre de distributions non prévues de réserves des sociétés consolidées, celles-ci étant considérées comme durablement investies dans les filiales.

### o) Valeurs d'exploitation

Les stocks et les travaux en cours sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur de remplacement (pour les produits achetés) ou de production (pour les produits fabriqués), sans toutefois excéder la valeur nette de réalisation. Les prix de revient sont calculés selon la méthode "premier entré - premier sorti". Le prix de revient incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.

### p) Provisions pour créances douteuses

Dans les activités industrielles et commerciales du groupe, la probabilité de recouvrement des créances commerciales est analysée lors de chaque clôture des comptes. En cas de dépassement d'échéance, les créances impayées font l'objet de dépréciation si, à l'issue de l'analyse et des négociations éventuellement en cours, leur recouvrement apparaît incertain.

Dans les activités de financement, des provisions pour créances douteuses sont constituées de la manière suivante :

- crédits à la clientèle finale : une provision est comptabilisée en fonction d'une évaluation historique et prospective du risque couru au moment de l'obtention du contrat, et est périodiquement révisée en fonction de l'évolution du risque ;
- crédits aux réseaux de distribution : une provision établie sur des données statistiques historiques est créée sur l'encours net moyen de l'année écoulée et est augmentée en cas de risques individualisés.

Dès lors qu'un crédit est considéré comme irrécouvrable, il est compensé avec la provision pour créances douteuses antérieurement constituée (sous déduction des recours éventuellement possibles contre des tiers) ou avec la valeur du véhicule, inscrite à l'actif du bilan (au plus faible de la valeur du financement correspondant et de sa valeur nette réalisable). Par ailleurs, la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue.

### q) Trésorerie

Ce poste est exclusivement constitué de liquidités en comptes courants bancaires, de parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

Depuis l'exercice 2002, les avances consenties aux sociétés mises en équivalence ne sont plus intégrées dans la trésorerie mais dans les prêts à court terme.

Le montant concerné en 2001, peu significatif, n'a pas été reclassé (note 28 a).

A compter de l'exercice 2003, les réserves de sécurité disponibles à tout moment, constituées par le groupe Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement, investies en

OPCVM et en titres de créances négociables ne sont plus comptabilisées en trésorerie mais en placements à court terme. Les montants concernés sont indiqués en note 27 b).

## r) Retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés

Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite.

Les principes qui soutiennent la comptabilisation de ces engagements sont donnés avec les calculs y afférents dans la note 45.

Les engagements sociaux assimilés qui font l'objet d'un provisionnement sont :

- pour les filiales françaises, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail (note 45 b),
- pour certaines filiales implantées aux Etats-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux (note 45 c).

## s) Actions propres

### 1. Couverture des options d'achat d'actions

Les actions de la société mère, comme celles de ses filiales qui sont détenues dans le but de couvrir des plans d'options d'achat d'actions, accordés à des membres du personnel salarié du groupe, sont inscrites à l'actif du bilan en "Titres de placement". Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont provisionnées, si nécessaire, à hauteur du prix de levée de l'option d'achat ou de la valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure.

Au 31 décembre, les montants concernés avant impôts sont les suivants :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Contrepartie</b>			
- Actif incorporel	36	54	33
- Capitaux propres	789	587	80
<b>Total provision</b>	<b>825</b>	<b>641</b>	<b>113</b>

## 2. Actions d'autocontrôle de la société Peugeot S.A.

Lorsque le groupe rachète ses propres actions dans un autre but que la couverture des options d'achat, celles-ci sont affectées pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres, comme actions d'autocontrôle.

Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

## Note 2. Effets de l'application des US GAAP

### a) Effets sur les capitaux propres et le résultat net du groupe

L'application des principes comptables généralement admis aux Etats-Unis d'Amérique, pour ceux qui ne sont pas autorisés par les principes comptables français, a les effets suivants sur les capitaux propres et le résultat net du groupe :

#### 1. Nature des écarts

##### Provision complémentaire sur les engagements de retraite

La norme FAS 87 demande la constatation d'un complément de provision ("additional minimum liability") dans la mesure où les provisions constituées et la valeur vénale des fonds sont inférieures à l'engagement des régimes calculé sans projection des salaires ou des rentes. La contrepartie de ce complément de provision est portée :

- en actif incorporel à hauteur du coût des services passés et écarts de transition restant à amortir,
- en moins des capitaux propres (au titre du résultat global) pour le complément, net d'impôt.

### **Date de reconnaissance des provisions pour restructuration**

Les frais relatifs aux restructurations sont provisionnés dès que celles-ci sont décidées par les organes de direction et qu'aucune condition suspensive ne subsiste.

La règle américaine EITF 94-3 pose des conditions d'application plus restrictives qui ne permettent pas de reconnaître certaines de ces provisions.

### **Frais de restructuration affectés aux écarts d'acquisition**

Lors de l'acquisition d'une nouvelle société consolidée, le règlement CRC 99-02 permet de comptabiliser, sous certaines conditions, dans les écarts d'acquisition, des provisions de restructuration chez l'entreprise consolidante.

Cette faculté spécifique aux principes comptables français, n'existe pas dans les normes américaines.

### **Frais de développement refacturables affectés en valeurs d'exploitation**

Certains frais de développement de l'activité équipement automobile, refacturables à la clientèle, sont comptabilisés dans les coûts de revient de ses stocks.

La règle américaine EITF 99-05 interdit l'activation de cette nature de frais si certaines conditions ne sont pas remplies.

### **Écarts d'acquisition**

#### **- Constatation**

Des révisions de la valeur brute d'un écart d'acquisition peuvent intervenir jusqu'à la clôture de l'exercice suivant la date de l'opération qui lui a donné naissance.

Ce délai est strictement de douze mois en règle américaine.

#### **- Amortissement**

Les écarts d'acquisition supportent un amortissement sur une durée maximale de vingt ans complété en cas de perte définitive de valeur par un amortissement exceptionnel.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, la norme FAS 142, interdit l'amortissement des écarts d'acquisition et de certains actifs incorporels. Elle requiert l'identification d'unités de reporting, qui font l'objet d'un test annuel de perte de valeur en deux étapes. La première étape identifie des indices de perte de valeur pour chacune de ces unités, et la deuxième étape mesure l'éventuel amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition qui en découle.

En l'absence d'amortissement exceptionnel dans les comptes aux normes françaises, il convient d'annuler les amortissements courants, effectués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Dans le cas d'un amortissement exceptionnel, les comptes aux normes US enregistrent tout ou partie des amortissements courants jusque-là non reconnus.

### **Titrisation**

Le groupe a procédé à des opérations de titrisation de créances qui sont décrites en note 23 et qui n'ont pas dégagé de résultat significatif.

Selon les normes américaines applicables aux transferts d'actifs financiers, les parts résiduelles que le groupe conserve doivent être inscrites à l'actif de son bilan à la valeur de marché. Cette valeur de marché doit être déterminée sur la base de l'actualisation des cash-flows futurs attendus sur ces parts, en tenant compte d'hypothèses de remboursements anticipés des crédits et de taux de pertes anticipés sur la base d'observations historiques. Les hypothèses de remboursements anticipés et de taux de pertes à retenir correspondent aux taux les plus défavorables constatés au cours des quatre ou cinq derniers exercices. Le taux d'actualisation retenu prend en compte le niveau de risque attaché à la variabilité de ces paramètres. Le résultat dégagé correspond au résultat de cession, après prise en compte de la valeur des parts résiduelles inscrites à l'actif du bilan et de la valeur nette comptable initiale des actifs et passifs relatifs aux créances cédées.

### Instruments dérivés et opérations de couverture

La comptabilisation à la juste valeur des instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture n'est pas autorisée par les normes françaises.

Le Statement of Financial Accounting Standard (FAS 133), applicable à compter de l'exercice 2001, fixe les normes de comptabilisation et de présentation des informations financières relatives aux instruments financiers dérivés et aux opérations de couverture.

Les procédures de gestion des risques de change et de taux d'intérêt appliquées par le groupe sont décrites en note 46.

L'application de la norme FAS 133 a été évaluée en distinguant les effets au 1<sup>er</sup> janvier 2001 de ceux des différents exercices postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2001.

L'effet en résultat correspond d'une part à l'inefficacité de la couverture sur des couvertures de juste valeur, et d'autre part à la variation de la juste valeur d'instruments non désignés comme couverture au sens du FAS 133.

### Provision pour risque de non conversion

La reprise de provision pour risque de non conversion relative aux obligations converties

dans le courant de l'exercice est comptabilisée au compte de résultat. Selon les normes américaines, elle doit être imputée, nette d'impôt, directement dans les capitaux propres, sans transiter par le compte de résultat.

### Valorisation des titres de placement

Les titres de placement sont valorisés à leur coût d'acquisition et provisionnés en cas de perte durable de valeur.

Selon les normes américaines, ils doivent être valorisés, s'ils ne sont pas à liquidité restreinte, à leur valeur de marché ; l'écart d'évaluation doit être imputé, net d'impôt, directement dans les capitaux propres sans effet sur le compte de résultat.

### Titres d'autocontrôle affectés aux plans d'options

Les titres d'autocontrôle affectés aux plans d'options accordés aux salariés sont inscrits à l'actif du bilan en "Titres de placement".

La règle américaine demande que le coût d'acquisition de ces titres soit imputé en diminution de la situation nette.

## 2. Effets sur les capitaux propres – Part du groupe à la clôture

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Capitaux propres suivant les règles françaises</b>	<b>11 864</b>	<b>10 984</b>	<b>10 282</b>
Provision complémentaire sur les engagements de retraites	(789)	(587)	(80)
Frais de restructuration			
- Evaluation des plans	12	43	21
- Frais de restructuration affectés aux écarts d'acquisition	(12)	(12)	(12)
Frais de développement refacturables inclus dans les stocks			
- Produits par le groupe	(166)	(143)	(91)
- Reçus en apport	(1)	(1)	(1)
Écarts d'acquisition			
- Nouveaux écarts	(94)	(94)	-
- Amortissement des écarts antérieurement constatés	256	128	-
Titrisation	56	46	23
Instruments dérivés et couvertures			
- Effet au 1 <sup>er</sup> janvier 2001	(13)	(13)	(13)
- Effet postérieur	88	35	13
Valorisation des titres de placement	209	292	483
Titres d'autocontrôle affectés aux plans d'options	(150)	(112)	(64)
Impôts	135	41	(130)
Intérêts minoritaires	9	34	17
<b>Situation nette suivant les US GAAP</b>	<b>11 404</b>	<b>10 641</b>	<b>10 448</b>

### 3. Effets sur le résultat

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Résultat net suivant les règles françaises</b>	<b>1 497</b>	<b>1 690</b>	<b>1 691</b>
Frais de restructuration			
- Evaluation des plans	(31)	22	21
- Frais de restructuration affectés aux écarts d'acquisition	-	-	(12)
Frais de développement refacturables inclus dans les stocks			
- Produits par le groupe	(23)	(52)	(75)
- Reçus en apport	-	-	(1)
Écarts d'acquisition			
- Nouveaux écarts	-	(94)	-
- Amortissement des écarts antérieurement constatés	128	128	-
Titrisation	10	23	23
Provision pour risque de non conversion	-	-	(27)
Instruments dérivés et couvertures			
- Effet au 1 <sup>er</sup> janvier 2001	-	-	(13)
- Effet postérieur			
• Inefficacité de la couverture	12	(3)	(3)
• Non couverture au sens de FAS 133	41	25	16
Impôts	(1)	(60)	21
Intérêts minoritaires	(24)	9	9
<b>Résultat net suivant les US GAAP</b>	<b>1 609</b>	<b>1 688</b>	<b>1 650</b>
Résultat par action de 1 euro en circulation <sup>(*)</sup>	6,68	6,70	6,29
Résultat par action de 1 euro après dilution <sup>(*)</sup>	6,68	6,70	6,27

(\*) La moyenne des actions en circulation (note 51) est recalculée sous déduction des actions propres inscrites en "Titres de placement".

### b) Détermination du résultat global (comprehensive income)

Le groupe détermine le résultat global (comprehensive income) en conformité avec la norme FAS 130 de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Résultat net suivant les US GAAP</b>	<b>1 609</b>	<b>1 688</b>	<b>1 650</b>
Mouvements des écarts de conversion	(145)	(177)	(204)
Provision complémentaire sur les engagements de retraite	(202)	(507)	(80)
Provision pour risque de non conversion	-	-	27
Valorisation des titres de placement	(83)	(191)	483
Impôts différés	95	232	(155)
Intérêts minoritaires	(1)	8	-
<b>Résultat global (comprehensive income)</b>	<b>1 273</b>	<b>1 053</b>	<b>1 721</b>

## Note 3. Périmètre de consolidation

### a) Nombre de sociétés consolidées

#### 1. Ventilation à la clôture

	2003	2002	2001
<b>Intégration globale</b>			
Sociétés industrielles et commerciales	306	288	265
Sociétés de financement	26	27	28
	<b>332</b>	<b>315</b>	<b>293</b>
<b>Mise en équivalence</b>			
Sociétés industrielles et commerciales	31	29	24
	<b>31</b>	<b>29</b>	<b>24</b>
<b>Nombre de sociétés à la clôture</b>	<b>363</b>	<b>344</b>	<b>317</b>

#### 2. Evolution durant l'exercice

	2003	2002	2001
<b>Nombre de sociétés à l'ouverture</b>	<b>344</b>	<b>317</b>	<b>257</b>
Nouvelles sociétés			
- Constructeurs automobiles	1	2	-
- Importateurs automobiles	1	4	3
- Concessionnaires automobiles	10	4	5
- Equipementiers automobiles	13	12	57
- Transporteurs	1	-	2
- Autres sociétés industrielles et commerciales	4	14	1
- Sociétés de financement	-	1	2
Sociétés déconsolidées	(1)	(4)	(6)
Sociétés absorbées et autres	(10)	(6)	(4)
<b>Nombre de sociétés à la clôture</b>	<b>363</b>	<b>344</b>	<b>317</b>

## **b) Evolutions significatives du périmètre en 2003**

### **1. Dongfeng Peugeot Citroën Automobile - DPCA**

Comme suite aux accords signés le 25 octobre 2002 entre PSA PEUGEOT CITROËN et Dongfeng Motors, la société Dongfeng Citroën Automotive Corp. - DCAC est devenue Dongfeng Peugeot Citroën Automobile – DPCA le 23 janvier 2003 et a vu son capital augmenté et la participation de chacun de ces deux actionnaires de référence portée à 32 %. Cette participation passera à 50 % dès validation par les autorités chinoises des contrats de rachat par ces deux actionnaires, des participations au capital de DPCA détenues par les banques françaises et les institutions financières chinoises.

La mise en équivalence a évolué à due concurrence.

Au 31 décembre 2003, les comptes de cette société retraités aux normes du groupe ne sont plus en décalage par rapport à la date de clôture des comptes du groupe. A fin décembre 2002, le décalage était de trois mois. Les comptes de

l'exercice 2003 enregistrent en conséquence les résultats de l'activité de quinze mois (octobre 2002 à décembre 2003).

### **2. PCA Slovakia SRO / Trnava Invest 1**

Afin de compléter son dispositif de production européen, le groupe a retenu le site de Trnava situé près de Bratislava pour y implanter une usine de production de petits véhicules de la plateforme 1 dont l'activité démarrera en 2006.

La société PCA Slovakia SRO a été créée le 1<sup>er</sup> octobre 2003 ; elle a acquis le même jour la société Trnava Invest1 propriétaire des terrains.

Le premier bâtiment est en cours de construction ; l'investissement total prévu est de 700 millions d'euros.

## **c) Impacts des changements de périmètres de consolidation sur les données consolidées**

L'impact des changements de périmètres de consolidation sur les données consolidées de résultat n'est pas significatif.

## Note 4. Information par secteurs d'activités et zones géographiques

### a) Secteurs d'activités

#### 1. Activités industrielles et commerciales

Pour ces activités, le groupe est géré en trois segments principaux :

- La division automobile, qui regroupe les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën.
- La division équipement automobile, constituée du groupe Faurecia, spécialisé dans les métiers des pièces d'intérieur véhicule, des sièges

automobiles, des blocs avant et des systèmes d'échappement.

- La division transport et logistique, constituée du groupe Gefco spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises.

Les autres activités, hors financement, du groupe incluent notamment celle de la société Peugeot S.A. tête de groupe et les activités qui lui sont directement rattachées, la fabrication de motos, la commercialisation de moteurs et la conception de biens d'équipements industriels.

La ventilation de l'activité du groupe dans ces secteurs, pour les principaux indicateurs de sa performance, est la suivante :

2003 (en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Transport et logistique	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires						
- de l'activité (hors groupe)	43 453	7 733	988	509	-	52 683
- ventes inter-activités (groupe)	231	2 390	1 754	459	(4 834)	-
<b>Total</b>	<b>43 684</b>	<b>10 123</b>	<b>2 742</b>	<b>968</b>	<b>(4 834)</b>	<b>52 683</b>
Coûts opérationnels	(42 172)	(7 430)	(845)	(459)	-	(50 906)
Marge opérationnelle	1 281	303	143	50	-	1 777
Produits (frais) financiers nets	33	(83)	(9)	36	-	(23)
Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées	1 337	187	132	246	-	1 902
Résultat brut des sociétés mises en équivalence	53	4	-	-	-	57
Immobilisations incorporelles	125	20	36	-	-	181
Immobilisations corporelles	10 262	1 484	282	130	-	12 158
Investissements en immobilisations corporelles	2 574	354	54	25	-	3 007
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, y compris outillages spécifiques	1 843	316	35	20	-	2 214
Frais d'études, de recherche et de développement	1 840	241	-	17	-	2 098
Marge brute d'autofinancement	2 888	411	130	118	-	3 547

2002 (en millions d'euros)	Automobile	Equipement automobile	Transport et logistique	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires						
- de l'activité (hors groupe)	43 727	7 662	979	538	-	52 906
- ventes interactivités (groupe)	224	2 204	1 667	465	(4 560)	-
<b>Total</b>	<b>43 951</b>	<b>9 866</b>	<b>2 646</b>	<b>1 003</b>	<b>(4 560)</b>	<b>52 906</b>
Coûts opérationnels	(41 544)	(7 406)	(845)	(512)	(5)	(50 312)
Marge opérationnelle	2 183	256	134	26	(5)	2 594
Produits (frais) financiers nets	59	(93)	(11)	20	-	(25)
Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées	2 002	92	114	106	(5)	2 309
Résultat brut des sociétés mises en équivalence	8	8	-	-	-	16
Immobilisations incorporelles	138	22	34	-	-	194
Immobilisations corporelles	9 636	1 516	266	127	-	11 545
Investissements en immobilisations corporelles	2 357	351	51	31	-	2 790
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, y compris outillages spécifiques	1 801	310	33	21	-	2 165
Frais d'études, de recherche et de développement	1 631	215	-	19	-	1 865
Marge brute d'autofinancement	3 650	265	112	36	(4)	4 059

2001 (en millions d'euros)	Automobile	Equipement automobile	Transport et logistique	Autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires						
- de l'activité (hors groupe)	41 306	7 452	983	547	-	50 288
- ventes interactivités (groupe)	218	2 159	1 660	429	(4 466)	-
<b>Total</b>	<b>41 524</b>	<b>9 611</b>	<b>2 643</b>	<b>976</b>	<b>(4 466)</b>	<b>50 288</b>
Coûts opérationnels	(39 314)	(7 192)	(864)	(516)	2	(47 884)
Marge opérationnelle	1 992	260	119	31	2	2 404
Produits (frais) financiers nets	33	(92)	(14)	25	-	(48)
Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées	1 918	74	92	317	2	2 403
Résultat brut des sociétés mises en équivalence	(2)	4	-	-	-	2
Immobilisations incorporelles	127	25	31	-	-	183
Immobilisations corporelles	9 509	1 570	255	127	-	11 461
Investissements en immobilisations corporelles	2 398	436	85	19	-	2 938
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, y compris outillages spécifiques	1 636	285	33	20	-	1 974
Frais d'études, de recherche et de développement	1 461	255	-	17	-	1 733
Marge brute d'autofinancement	2 963	346	104	26	1	3 440

## 2. Activités de financement

La division financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution.

Cette activité de nature particulière par rapport aux autres activités du groupe est présentée de façon individualisée dans les comptes consolidés pour une meilleure lisibilité de ceux-ci.

## b) Zones géographiques

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle, pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

## 1. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	Europe de l'Ouest	Autres pays d'Europe	Amérique latine	Reste du monde	Total
<b>2003</b>					
Chiffre d'affaires	44 190	2 416	1 162	4 915	52 683
Immobilisations incorporelles	165	2	2	12	181
Immobilisations corporelles	11 437	240	317	164	12 158
Investissements	2 796	104	56	50	3 007
<b>2002</b>					
Chiffre d'affaires	45 374	2 174	1 246	4 112	52 906
Immobilisations incorporelles	179	2	2	11	194
Immobilisations corporelles	10 878	186	317	164	11 545
Investissements	2 657	50	42	42	2 790
<b>2001</b>					
Chiffre d'affaires	43 394	1 670	1 522	3 702	50 288
Immobilisations incorporelles	165	3	2	13	183
Immobilisations corporelles	10 449	175	644	193	11 461
Investissements	2 651	74	162	51	2 938

## 2. Activités de financement

L'activité de la division financement s'exerce essentiellement en Europe de l'Ouest.

## Note 5. Informations de synthèse au niveau du groupe

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Chiffre d'affaires</b>			
Activités industrielles et commerciales	52 683	52 906	50 288
Activités de financement hors groupe	1 555	1 530	1 375
<b>Chiffre d'affaires consolidé (note 6)</b>	<b>54 238</b>	<b>54 436</b>	<b>51 663</b>
- Europe de l'Ouest	45 712	46 874	44 750
- Autres pays d'Europe	2 416	2 174	1 670
- Amérique latine	1 195	1 276	1 541
- Reste du monde	4 915	4 112	3 702
<b>Marge opérationnelle</b>			
Activités industrielles et commerciales	1 777	2 594	2 404
Activités de financement hors groupe	418	319	248
<b>Marge opérationnelle consolidée</b>	<b>2 195</b>	<b>2 913</b>	<b>2 652</b>
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>			
Activités industrielles et commerciales	1 902	2 309	2 403
Activités de financement hors groupe	413	316	244
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>2 315</b>	<b>2 625</b>	<b>2 647</b>
<b>Impôt groupe</b>	<b>(685)</b>	<b>(777)</b>	<b>(835)</b>
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>1 630</b>	<b>1 848</b>	<b>1 812</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>223</b>	<b>224</b>	<b>204</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>12 209</b>	<b>11 596</b>	<b>11 513</b>
<b>Total bilan</b>			
Cumul des activités industrielles et commerciales et des activités de financement	58 064	56 008	55 416
Elimination des comptes inter-activités	(633)	(608)	(712)
<b>Total bilan consolidé toutes activités</b>	<b>57 431</b>	<b>55 400</b>	<b>54 704</b>
<b>Investissements en immobilisations corporelles</b>			
Activités industrielles et commerciales	3 007	2 790	2 938
Activités de financement	13	12	9
<b>Investissements consolidés</b>	<b>3 020</b>	<b>2 802</b>	<b>2 947</b>
<b>Cessions d'immobilisations corporelles</b>			
Activités industrielles et commerciales	142	172	443
Activités de financement	7	5	7
<b>Cessions consolidées</b>	<b>149</b>	<b>177</b>	<b>450</b>
<b>Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>2 221</b>	<b>2 174</b>	<b>1 980</b>
<b>Marge brute d'autofinancement</b>			
Activités industrielles et commerciales	3 547	4 059	3 440
Activités de financement	343	239	160
<b>Marge brute d'autofinancement consolidée</b>	<b>3 890</b>	<b>4 298</b>	<b>3 600</b>

## Note 6. Chiffres d'affaires trimestriels

Les chiffres d'affaires du groupe se répartissent comme suit par trimestre :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
1 <sup>er</sup> trimestre	13 841	13 439	12 746
2 <sup>e</sup> trimestre	13 922	13 932	13 466
3 <sup>e</sup> trimestre	12 360	12 804	11 917
4 <sup>e</sup> trimestre	14 115	14 261	13 534
<b>Total</b>	<b>54 238</b>	<b>54 436</b>	<b>51 663</b>

## Note 7. Frais de personnel

Les frais de personnel inscrit à l'effectif des sociétés du groupe se ventilent comme suit :

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Automobile	5 775	5 569	5 339
Equipement automobile	1 863	1 877	1 745
Transport et logistique	320	290	276
Autres	150	184	178
<b>Total</b>	<b>8 108</b>	<b>7 920</b>	<b>7 538</b>

### b) Activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	109	115	111

## Note 8. Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales

Les amortissements inclus dans les charges opérationnelles concernent les actifs suivants :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Outillages spécifiques	666	681	518
Autres immobilisations corporelles	1 555	1 491	1 468
Subventions d'équipements	(7)	(7)	(12)
<b>Total</b>	<b>2 214</b>	<b>2 165</b>	<b>1 974</b>

## Note 9. Frais de rationalisation des structures des activités industrielles et commerciales

### a) Ventilation par nature

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Coûts de réduction d'effectifs	39	114	104
Coûts d'arrêt de production	3	10	11
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>124</b>	<b>115</b>

### b) Effectifs concernés par les réductions

(en nombre de personnes)	2003	2002	2001
France	376	500	339
Espagne	17	583	279
Royaume-Uni	10	87	-
Autres pays d'Europe	619	840	541
Etats Unis	-	31	373
Chili	99	-	-
Argentine	15	588	444
Autres pays hors Europe	7	-	-
<b>Total</b>	<b>1 143</b>	<b>2 629</b>	<b>1 976</b>

## Note 10. Produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales

Les produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Frais financiers	(526)	(516)	(502)
Produits financiers	458	447	404
Intérêts intercalaires capitalisés	45	44	50
<b>Total</b>	<b>(23)</b>	<b>(25)</b>	<b>(48)</b>

## Note 11. Autres revenus et (charges) nets des activités industrielles et commerciales

Les autres revenus et charges incluent les montants suivants :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Plus-values nettes sur cessions d'éléments d'actif	184	89	214
Modification des régimes de retraite complémentaire	2	(101)	-
Reprise de provision sur obligations converties	-	-	27
Produits (pertes) de change nets	23	22	(24)
Dotations nettes aux provisions pour risques et dépréciation d'actifs long terme	(8)	(8)	(15)
Revenus des titres de participation	8	20	5
Autres	-	-	(14)
<b>Total</b>	<b>209</b>	<b>22</b>	<b>193</b>

Les plus-values nettes sur cessions d'éléments d'actif comprennent :

- en 2003 et 2002, des profits sur cessions de titres de placement court terme pour des montants respectifs de 160 millions d'euros et 89 millions d'euros ;
- en 2001, un profit sur cessions d'un ensemble d'immeubles situés en région parisienne pour 228 millions d'euros.

La modification des régimes de retraite complémentaire avait engendré en 2002, une charge de 101 millions d'euros ; les modalités ont été définies dans la note 46 a) des états financiers de l'exercice 2002.

## Note 12. Charges opérationnelles des activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Intérêts et charges bancaires	(680)	(783)	(791)
Commissions d'apporteurs	(233)	(212)	(192)
Autres coûts d'acquisition	(18)	(21)	(18)
Frais de structure	(299)	(303)	(270)
Pertes nettes sur créances douteuses	(76)	(62)	(68)
<b>Total</b>	<b>(1 306)</b>	<b>(1 381)</b>	<b>(1 339)</b>

## Note 13. Impôts sur les résultats

a) La charge d'impôt totale sur les résultats des sociétés intégrées se ventile ainsi :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Impôts courants (note 13 b)</b>			
- Impôts sur les bénéfices	(530)	(726)	(982)
- Impôts sur distributions intra groupe effectuées	(6)	(8)	(3)
<b>Impôts différés</b>			
- Impôts différés de la période	(122)	(30)	135
- Impôts sur distributions intra-groupe prévues	(2)	4	4
- Provisions sur actifs d'impôts différés (note 13 d)	(25)	(17)	(16)
- Effets de changement de taux en France (note 13 c)	-	-	27
<b>Total</b>	<b>(685)</b>	<b>(777)</b>	<b>(835)</b>
Activités industrielles et commerciales	(563)	(666)	(750)
Activités de financement	(122)	(111)	(85)

**b)** La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, la société Peugeot S.A. a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

**c)** La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 1 n).

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

La loi sur le financement de la Sécurité Sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû ; pour les sociétés françaises le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 %.

La loi de finance n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 a diminué le taux de la contribution additionnelle initialement fixé à 10 % de l'impôt de base dû. De 6 % en 2001, elle est passée à 3 % depuis 2002. Les encours nets d'impôts différés ont été diminués en conséquence au 31 décembre 2001.

**d)** Au 31 décembre, les actifs d'impôts différés sur déficits s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Valeurs brutes	430	419	263
Provisions pour dépréciation	(216)	(165)	(132)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>214</b>	<b>254</b>	<b>131</b>

La provision couvre ceux de ces actifs dont la réalisation future présente un caractère aléatoire.

**e)** Les impôts différés reconnus sur des bases non actualisées ont une position globalement passive. Ils n'ont fait l'objet d'aucune actualisation dans la mesure où les échéances de reversement ne peuvent être déterminées avec certitude.

**f)** La réconciliation entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé s'établit comme suit :

(en pourcentage)	2003	2002	2001
<b>Taux d'impôt légal en France pour l'exercice</b>	<b>(35,4)</b>	<b>(35,4)</b>	<b>(36,4)</b>
- changement du taux en France (note 13 c)	-	-	1,0
- différences permanentes	(0,1)	(0,9)	(0,5)
- résultat taxable à taux réduit (France)	1,9	1,4	0,6
- crédits d'impôts	1,9	0,9	0,8
- effet des différences de taux à l'étranger et autres	3,2	5,1	3,6
- actifs sur déficits provisionnés (note 13 d)	(1,1)	(0,7)	(0,6)
<b>Total</b>	<b>(29,6)</b>	<b>(29,6)</b>	<b>(31,5)</b>

## Note 14. Ecart d'acquisition

### a) Activités industrielles et commerciales

#### 1. Détail par société détenue

2003 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Faurecia			
- sur opération Bertrand Faure	839	(255)	584
- sur opération Sommer Allibert	166	(21)	145
Groupe Sommer Allibert	1 212	(173)	1 039
Faurecia Exhaust Systems	171	(34)	137
Autres filiales de Faurecia	54	(19)	35
Gefco GmbH & Co KG	36	(36)	-
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	12	(1)	11
Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas)	12	(1)	11
Automoviles Citroën España	2	-	2
<b>Total</b>	<b>2 504</b>	<b>(540)</b>	<b>1 964</b>

2002 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Faurecia			
- sur opération Bertrand Faure	839	(213)	626
- sur opération Sommer Allibert	166	(12)	154
Groupe Sommer Allibert (*)	1 211	(110)	1 101
Faurecia Exhaust Systems	206	(31)	175
Autres filiales de Faurecia	39	(16)	23
Peugeot Citroën do Brasil Automoveis	34	(34)	-
Gefco GmbH & Co KG	36	(7)	29
Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas)	12	-	12
<b>Total</b>	<b>2 543</b>	<b>(423)</b>	<b>2 120</b>

(\*) En 2002, les actifs et passifs identifiables ont été réévalués pour un montant de 99 millions d'euros, portant l'écart d'acquisition brut sur les titres Sommer Allibert et de ses filiales acquis par le groupe à 1 211 millions d'euros.

2001 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Faurecia			
- sur opération Bertrand Faure	839	(172)	667
- sur opération Sommer Allibert	166	(4)	162
Groupe Sommer Allibert	1 112	(48)	1 064
Faurecia Exhaust Systems	245	(24)	221
Autres filiales de Faurecia	38	(15)	23
Peugeot Citroën Argentina	303	(303)	-
Peugeot Citroën do Brasil Automoveis	57	-	57
Gefco GmbH & Co KG	36	(5)	31
<b>Total</b>	<b>2 796</b>	<b>(571)</b>	<b>2 225</b>

## 2. Evolution du poste écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Valeurs nettes à l'ouverture</b>	<b>2 120</b>	<b>2 225</b>	<b>1 054</b>
Acquisition de Sommer Allibert	1	99	1 112
Apport des titres SIT (Sommer Allibert) à Faurecia	-	-	166
Autres nouveaux écarts	32	14	69
Effets de la conversion	(32)	(58)	17
Amortissements courants	(129)	(128)	(118)
Amortissements exceptionnels	(28)	(32)	(75)
<b>Valeurs nettes à la clôture</b>	<b>1 964</b>	<b>2 120</b>	<b>2 225</b>

### Faurecia

En 2003, la valeur comptable des actifs de chacun des métiers de Faurecia, incluant les écarts d'acquisition, a fait l'objet d'une comparaison avec la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés, issus des dernières prévisions.

L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan 2007, projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 %.

Des experts indépendants ont été consultés. Les différentes hypothèses retenues ont permis de déterminer des taux d'actualisation s'établissant entre 6,3 % et 8,0 %.

La comparaison des valeurs comptables de ces actifs, au 31 décembre 2003, aux sommes des flux de trésorerie actualisés correspondants, calculés en utilisant ces différents taux, ne justifie pas de dépréciation des écarts d'acquisition inscrits au bilan.

En 2002, la comparaison effectuée sur la base des prévisions 2006 du plan à moyen terme, d'un taux de croissance de 1,5 % et d'un taux d'actualisation de 7,5 % avait conduit à la même conclusion.

### Gefco GmbH & Co KG

En 2003, la valeur comptable des actifs de Gefco GmbH & Co KG incluant les écarts d'acquisition, a fait l'objet d'une comparaison avec la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés, issus des dernières prévisions.

Le taux d'actualisation retenu est de 7,8 % et l'extrapolation de la dernière année du plan 2006 projetée à l'infini est déterminée en appliquant un taux de croissance de 2 %.

Cette comparaison a conduit à pratiquer un amortissement exceptionnel complémentaire.

A la clôture de l'exercice, la totalité de l'écart d'acquisition dégagé à l'origine est ramené à une valeur nulle.

### Peugeot Citroën Argentina

Les amortissements exceptionnels en 2001 concernent Peugeot Citroën Argentina et comprennent :

- un amortissement de 56 millions d'euros au titre du dénouement favorable définitif d'un risque initialement comptabilisé dans le bilan d'entrée en consolidation. En contrepartie, une reprise de provision a été pratiquée ;
- un complément d'amortissement de 19 millions d'euros soldant l'écart d'acquisition comptabilisé sur cette société conformément au principe énoncé en note 1 I).

### Peugeot Citroën do Brasil Automoveis

L'amortissement exceptionnel en 2002 concerne Peugeot Citroën do Brasil Automoveis et correspond à l'extinction de l'écart d'acquisition comptabilisé sur cette société conformément au principe énoncé en note 1 I).

## b) Activités de financement

Ce poste ne concerne que la société CrédiPar.

Il s'élève à une valeur brute de 100 millions d'euros, amortie sur 20 ans, à hauteur de 25 millions d'euros au 31 décembre 2003, soit une valeur nette de 75 millions d'euros.

Les cash-flows futurs couvrant le montant de l'écart d'acquisition à l'actif, aucune dépréciation n'est à constater.

## Note 15. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent en particulier des coûts de développement des logiciels tels que définis en note 1 g).

La ventilation des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

### a) Activités industrielles et commerciales

2003 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	355	(213)	142
Autres immobilisations incorporelles	154	(115)	39
<b>Total</b>	<b>509</b>	<b>(328)</b>	<b>181</b>

2002 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	325	(170)	155
Autres immobilisations incorporelles	153	(114)	39
<b>Total</b>	<b>478</b>	<b>(284)</b>	<b>194</b>

2001 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	265	(107)	158
Autres immobilisations incorporelles	60	(35)	25
<b>Total</b>	<b>325</b>	<b>(142)</b>	<b>183</b>

### b) Activités de financement

2003 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	62	(20)	42
Autres immobilisations incorporelles	5	(5)	-
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>(25)</b>	<b>42</b>

2002 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	36	(7)	29
Autres immobilisations incorporelles	6	(5)	1
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>(12)</b>	<b>30</b>

2001 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	26	(7)	19
Autres immobilisations incorporelles	6	(4)	2
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>(11)</b>	<b>21</b>

## Note 16. Immobilisations corporelles

### a) Activités industrielles et commerciales

#### 1. Valeur des immobilisations corporelles

2003 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	396	(11)	385
Constructions	4 687	(2 406)	2 281
Matériels et outillages	14 457	(9 137)	5 320
Matériels de transport et de manutention	489	(369)	120
Agencement, installations et autres	890	(568)	322
Immobilisations en cours	2 003	-	2 003
	<b>22 922</b>	<b>(12 491)</b>	<b>10 431</b>
Véhicules donnés en location	292	(70)	222
Outillages spécifiques	7 564	(6 059)	1 505
	<b>7 856</b>	<b>(6 129)</b>	<b>1 727</b>
<b>Total</b>	<b>30 778</b>	<b>(18 620)</b>	<b>12 158</b>

2002 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	382	(10)	372
Constructions	4 376	(2 244)	2 132
Matériels et outillages	14 020	(8 862)	5 158
Matériels de transport et de manutention	514	(382)	132
Agencement, installations et autres	844	(548)	296
Immobilisations en cours	1 564	-	1 564
	<b>21 700</b>	<b>(12 046)</b>	<b>9 654</b>
Véhicules donnés en location	306	(72)	234
Outillages spécifiques	7 400	(5 743)	1 657
	<b>7 706</b>	<b>(5 815)</b>	<b>1 891</b>
<b>Total</b>	<b>29 406</b>	<b>(17 861)</b>	<b>11 545</b>

2001 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	364	(9)	355
Constructions	4 292	(2 146)	2 146
Matériels et outillages	13 779	(8 596)	5 183
Matériels de transport et de manutention	613	(400)	213
Agencement, installations et autres	816	(502)	314
Immobilisations en cours	1 321	-	1 321
	<b>21 185</b>	<b>(11 653)</b>	<b>9 532</b>
Véhicules donnés en location	253	(65)	188
Outillages spécifiques	7 253	(5 512)	1 741
	<b>7 506</b>	<b>(5 577)</b>	<b>1 929</b>
<b>Total</b>	<b>28 691</b>	<b>(17 230)</b>	<b>11 461</b>

## 2. Intérêts intercalaires capitalisés au cours de l'exercice

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	45	44	50

## 3. Variation du poste immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Valeur brute</b>			
A l'ouverture de l'exercice	29 406	28 691	26 584
Acquisitions	3 007	2 790	2 938
Cessions	(1 458)	(1 406)	(1 573)
Variation du périmètre et divers	(48)	(43)	993
Ecart de conversion	(129)	(626)	(251)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>30 778</b>	<b>29 406</b>	<b>28 691</b>
<b>Amortissements</b>			
A l'ouverture de l'exercice	17 861	17 230	16 225
Dotations de l'exercice	2 221	2 172	1 985
Reprises sur cessions	(1 340)	(1 234)	(1 354)
Variation du périmètre et divers	(65)	(58)	502
Ecart de conversion	(57)	(249)	(128)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>18 620</b>	<b>17 861</b>	<b>17 230</b>

## b) Activités de financement

La valeur des immobilisations corporelles des activités de financement se présente comme suit :

2003 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	48	(16)	32
Matériels et autres	52	(33)	19
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>(49)</b>	<b>51</b>

2002 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	48	(15)	33
Matériels et autres	52	(34)	18
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>(49)</b>	<b>51</b>

2001 (en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	48	(13)	35
Matériels et autres	52	(35)	17
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>(48)</b>	<b>52</b>

## Note 17. Créances et titres de détention durable

Les créances et titres de détention durable comprennent :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Titres d'investissement (note 1 m) 1)	-	6	4
Créances rattachées à des participations	44	53	71
Prêts "Aide à la construction"	43	37	29
Autres prêts et créances	61	51	77
	<b>148</b>	<b>147</b>	<b>181</b>
Titres de placement à plus d'un an (note 1 m) 3)			
- Placements à liquidité restreinte	66	66	66
- Autres	377	716	377
<b>Total</b>	<b>591</b>	<b>929</b>	<b>624</b>

Les plus-values latentes au 31 décembre sur les placements à liquidité restreinte s'élèvent à :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	105	67	106

## Note 18. Titres mis en équivalence

Les sociétés mises en équivalence définies dans la note 1 a) sont des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire, soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

### a) Evolution de la valeur d'équivalence

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>351</b>	<b>215</b>	<b>203</b>
Dividendes et transferts de résultat	(21)	(17)	(9)
Quote-part du résultat net	47	22	9
Entrées en consolidation et augmentations de capital			
- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	58	104	N/A
- Toyota Peugeot Citroën Automobile	118	33	N/A
- Sevelnord	20	-	-
Acquisitions	13	13	15
Sorties	-	-	(1)
Mouvements de conversion	(36)	(19)	(2)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>550</b>	<b>351</b>	<b>215</b>

## b) Quote-part des capitaux propres des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2003	2002	2001
<b>Coopération avec Renault</b>				
Française de Mécanique	50	72	93	85
Société de Transmissions Automatiques	20	3	3	3
<b>Coopération avec Fiat</b>				
Sevelnord	50	55	19	35
Gisevel	50	8	6	5
Sevelind	50	(41)	(58)	(74)
Sevel Spa	50	106	120	130
<b>Coopération avec Toyota</b>				
Toyota Peugeot Citroën Automobile	50	144	33	N/A
<b>Dongfeng Peugeot Citroën Automobile</b>	32	152	92	N/A
<b>Autres</b>				
Siemens Automotiv Hydraulics	48	3	3	3
Sociétés du groupe Faurecia		48	40	28
<b>Total</b>		<b>550</b>	<b>351</b>	<b>215</b>

## c) Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2003	2002	2001
<b>Coopération avec Renault</b>				
Française de Mécanique	50	(11)	16	12
Société de Transmissions Automatiques	20	-	-	-
<b>Coopération avec Fiat</b>				
Sevelnord	50	16	(15)	(3)
Gisevel	50	2	1	1
Sevelind	50	17	15	12
Sevel Spa	50	(9)	(10)	(15)
<b>Coopération avec Toyota</b>				
Toyota Peugeot Citroën Automobile	50	(2)	-	N/A
<b>Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (*)</b>	32	32	10	N/A
<b>Autres</b>				
Siemens Automotiv Hydraulics	48	-	-	-
Sociétés du groupe Faurecia		1	5	2
<b>Total</b>		<b>46</b>	<b>22</b>	<b>9</b>
Soit :	Résultat brut	57	16	2
	Impôts	(11)	6	7
	Résultat net	46	22	9

(\*) Comme indiqué en note 3 b) 1, la part de résultat correspond pour 2002 à la période d'octobre 2001 à septembre 2002 et pour 2003 à celle d'octobre 2002 à décembre 2003.

Rapporté à une activité propre à chaque exercice (hors charges exceptionnelles non récurrentes), le résultat de 2003 serait de 27 millions d'euros et celui de 2002 de 26 millions d'euros.

## d) Quote-part des éléments financiers caractéristiques des sociétés mises en équivalence

### 1. Information globale

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Capitaux employés</b>			
- Immobilisations corporelles	896	886	633
- Besoin en fonds de roulement	389	383	424
- Autres capitaux employés	(19)	6	(31)
<b>Total</b>	<b>1 266</b>	<b>1 275</b>	<b>1 026</b>
<b>Investissements en immobilisations corporelles</b>	<b>233</b>	<b>159</b>	<b>145</b>
<b>Position financière nette</b>			
- Dettes à long et moyen termes	(323)	(297)	(300)
- Autres éléments financiers	(242)	(435)	(287)
<b>Total</b>	<b>(565)</b>	<b>(732)</b>	<b>(587)</b>

### 2. Détail par société des éléments significatifs

Capitaux employés totaux :

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2003	2002	2001
<b>Coopération avec Renault</b>				
Française de Mécanique	50	214	278	284
Société de Transmissions Automatiques	20	11	14	16
<b>Coopération avec Fiat</b>				
Sevelnord	50	147	193	213
Gisevel	50	51	54	56
Sevelind	50	127	165	207
Sevel Spa	50	212	218	222
<b>Coopération avec Toyota</b>				
Toyota Peugeot Citroën Automobile	50	143	26	N/A
<b>Dongfeng Peugeot Citroën Automobile</b>	32	319	259	N/A
<b>Autres</b>				
Siemens Automotiv Hydraulics	48	3	2	3
Sociétés du groupe Faurecia		39	66	25
<b>Total</b>		<b>1 266</b>	<b>1 275</b>	<b>1 026</b>

Position financière nette :

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2003	2002	2001
<b>Coopération avec Renault</b>				
Française de Mécanique	50	(115)	(162)	(178)
Société de Transmissions Automatiques	20	(3)	(7)	(8)
<b>Coopération avec Fiat</b>				
Sevelnord	50	(86)	(161)	(178)
Gisevel	50	(33)	(36)	(39)
Sevelind	50	(82)	(108)	(137)
Sevel Spa	50	(97)	(74)	(52)
<b>Coopération avec Toyota</b>				
Toyota Peugeot Citroën Automobile	50	-	7	N/A
<b>Dongfeng Peugeot Citroën Automobile</b>	32	(159)	(168)	N/A
<b>Autres</b>				
Siemens Automotiv Hydraulics	48	(1)	-	(2)
Sociétés du groupe Faurecia		11	(23)	7
<b>Total</b>		<b>(565)</b>	<b>(732)</b>	<b>(587)</b>

### e) Dettes et créances vis-à-vis des sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Prêts - Part à plus d'un an	36	45	53
Prêts - Part à moins d'un an	98	118	10
Avances de trésorerie	-	-	83
Créances d'exploitation	275	192	134
Dettes d'exploitation	(1 134)	(945)	(776)
Crédits à court terme	(81)	(30)	(24)

## Note 19. Titres de participation

### a) Activités industrielles et commerciales

#### 1. Valeur des titres de participation

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Valeurs brutes	104	131	640
Provisions	(41)	(46)	(402)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>63</b>	<b>85</b>	<b>238</b>

#### 2. Ventilation de la valeur nette par titre

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	2003	2002	2001
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	32	Consolidée	Consolidée	109
Financière Pergolèse	100	Consolidée	Consolidée	17
Circulos de Inversiones - CISA	100	Consolidée	Consolidée	7
Peugeot Motors of America	100	Consolidée	Consolidée	7
Société Industrielle de Poissy	N/A	Absorbée	Absorbée	6
Establecimientos mecanicos - Jeppener	100	Consolidée	5	12
Koyo Steering Dijon Saint-Etienne	N/A	Cédée	5	11
Football Club de Sochaux Montbéliard	100	14	4	4
Peugeot Automobile Nigeria	40	8	8	8
Concessionnaires non consolidés		16	18	14
Portefeuille du groupe Faurecia		6	17	14
Autres titres		19	28	29
<b>Total</b>		<b>63</b>	<b>85</b>	<b>238</b>

#### 3. Evolution de la valeur nette

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Valeurs nettes à l'ouverture</b>	<b>85</b>	<b>238</b>	<b>254</b>
Titres acquis ou souscrits	19	25	33
Titres reçus en apports	3	9	2
Première consolidation	(32)	(179)	(9)
Titres cédés	(6)	(6)	(10)
Dotations nettes aux provisions	(5)	(3)	(30)
Variation de conversion et autres	(1)	1	(2)
<b>Valeurs nettes à la clôture</b>	<b>63</b>	<b>85</b>	<b>238</b>

### b) Activités de financement

Au 31 décembre 2003, le poste "Titres de participation" des activités de financement correspond pour plus de 12 millions d'euros sur un total de 13 millions d'euros, à la souscription en novembre 2003 à l'augmentation de capital de la société PSA Finance Ceska Republika qui sera consolidée dès sa mise en activité en 2004.

## Note 20. Autres valeurs immobilisées

Cette rubrique comprend :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Excédents versés sur engagements de retraites (note 45 a) 3)	142	167	107
Autres	97	90	97
<b>Total</b>	<b>239</b>	<b>257</b>	<b>204</b>

## Note 21. Valeurs d'exploitation

Celles-ci comprennent :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Valeurs brutes</b>			
Matières premières et approvisionnements	872	865	864
Produits semi-ouvrés et encours	1 281	1 298	1 282
Marchandises et véhicules d'occasion	1 373	1 144	1 153
Produits finis et pièces de rechange	3 648	3 429	3 446
	<b>7 174</b>	<b>6 736</b>	<b>6 745</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>	<b>(514)</b>	<b>(569)</b>	<b>(527)</b>
<b>Total</b>	<b>6 660</b>	<b>6 167</b>	<b>6 218</b>

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 38 a) 2.

## Note 22. Clients et effets à recevoir nets

### a) Titrisations

Faurecia et certaines de ses filiales françaises ont conclu en novembre 2000 une convention de cession de créances commerciales à un véhicule de titrisation bancaire pour une durée d'un an renouvelable jusqu'en novembre 2005 pour un montant maximum de 400 millions d'euros.

Une deuxième convention a été signée en décembre 2002 avec un second véhicule de titrisation bancaire par d'autres filiales françaises, allemandes et espagnoles de Faurecia, pour une durée d'un an renouvelable jusqu'en décembre 2007, pour un montant maximum de 460 millions d'euros.

Dans les deux cas, les cessions de créances sont réalisées sans recours, le seul risque résiduel pour Faurecia étant limité à un dépôt de garantie constitué au profit du véhicule de titrisation.

Au 31 décembre 2003, l'encours de financement total de ces programmes, net du dépôt subordonné, représentait 679 millions d'euros, dont 295 millions d'euros de créances cédées mais non recouvrées, contre respectivement 651 et 281 millions d'euros au 31 décembre 2002. Le dépôt subordonné s'élève à 101 millions d'euros contre 106 millions d'euros au 31 décembre 2002. Il est inscrit en "Débiteurs divers".

Du fait de la constatation d'une dette financière à court terme de 176 millions d'euros en 2003 (167 millions d'euros en 2002), en contrepartie de la reconsolidation des créances réciproques titrisées, l'effet résiduel sur l'endettement financier du groupe PSA PEUGEOT CITROËN au 31 décembre n'est pas significatif.

## b) Détail

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Clients et effets en portefeuille	3 486	3 520	3 642
Provisions pour créances douteuses	(123)	(139)	(191)
<b>Total</b>	<b>3 363</b>	<b>3 381</b>	<b>3 451</b>

Les créances sur les concessionnaires de l'activité automobile, cédées aux sociétés de financement du groupe, sont exclues de ce poste et figurent au bilan consolidé à la rubrique "Créances de financement".

Les avoirs sur chiffre d'affaires correspondant aux moyens commerciaux décidés ou estimés sur les véhicules neufs en stock dans le réseau indépendant, et les avoirs émis ou à émettre au titre des moyens commerciaux sur les véhicules vendus aux clients, non encore réglés par le groupe, sont classés en "Clients et effets à recevoir".

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 38 a) 2.

## Note 23. Créances de financement

### a) Titrisations

Le groupe Banque PSA Finance a procédé à deux opérations de titrisation par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Créances à compartiment "Auto ABS" créé en juin 2001 :

Le 28 juin 2001, Din et Sofi, fusionnées le 1<sup>er</sup> janvier 2002 avec Crédipar, filiale française du groupe Banque PSA Finance, ont cédé 1 milliard d'euros de créances de financement automobile au "Compartiment 2001-1" du Fonds Commun de Créances Auto ABS. Le compartiment a émis des parts prioritaires notées AAA/Aaa (950 millions d'euros), des parts subordonnées notées A/A2 (50 millions d'euros) et des parts résiduelles (10 000 euros). Les parts résiduelles ont été souscrites par Crédipar. Un dépôt de garantie de 20 millions d'euros versé par Crédipar permet de garantir les parts prioritaires et subordonnées.

Le fonds qui procédait mensuellement, jusqu'en juillet 2003, à l'acquisition de créances additionnelles auprès de Crédipar afin de maintenir l'en-

cours global à 1 milliard d'euros est maintenant en phase d'amortissement pendant une durée prévisionnelle de trois ans.

Au 31 décembre 2003, cet encours est de 721 millions d'euros.

Le 11 juillet 2002, 550 millions d'euros et 950 millions d'euros de créances de financement automobile ont été cédés respectivement par Crédipar, et par la succursale espagnole de Banque PSA Finance, à un second compartiment "Compartiment 2002-1" du Fonds Commun de Créances Auto ABS.

Le compartiment a émis des parts prioritaires (1 440 millions d'euros) notées AAA/Aaa, des parts subordonnées (60 millions d'euros) notées A/A2 et des parts résiduelles (30 000 euros). Les parts résiduelles ont été souscrites par Banque PSA Finance. Un dépôt de garantie de 30 millions d'euros versé par Banque PSA Finance permet de garantir les parts prioritaires et subordonnées.

Le fonds procède mensuellement à l'acquisition de créances additionnelles auprès de Crédipar et de la succursale espagnole de Banque PSA Finance afin de maintenir l'encours global à 1,5 milliard d'euros. Cette période de rechargement s'achèvera en juillet 2004. Le fonds entrera ensuite en phase d'amortissement pendant une durée prévisionnelle de trois ans.

Dans les deux cas, les créances titrisées ne figurent plus à l'actif du bilan. Ces cessions n'ont pas dégagé de résultat significatif. Les parts résiduelles ont été classées en titres de placement. Dans la continuité des principes appliqués par le groupe (provisionnement prospectif), les provisions existant avant la cession et relatives au portefeuille titrisé ont été conservées en couverture des risques liés au dépôt de garantie.

Les dépôts de garanties sont comptabilisés en "Autres prêts accordés à la clientèle".

## b) Analyse

### 1. Total des créances

Compte tenu de ce qui précède, les créances de financement des ventes s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Crédits à la clientèle finale	14 395	12 301	13 000
Crédits aux réseaux de distribution	4 420	4 653	4 196
	<b>18 815</b>	<b>16 954</b>	<b>17 196</b>
Revenus différés	(1 444)	(1 033)	(1 197)
Provisions pour créances douteuses	(186)	(189)	(259)
<b>Total</b>	<b>17 185</b>	<b>15 732</b>	<b>15 740</b>

Les créances sur la clientèle finale représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot et Citroën sur leurs réseaux de concessionnaires, cédées aux sociétés de financement du groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

### 2. Part financée par la division automobile

La part des créances de la division automobile cédées aux sociétés de financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élève à :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	2 659	2 774	2 425

Les coûts de financement correspondants sont inscrits dans les "Coûts des biens et services vendus" des activités industrielles et commerciales pour :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	126	157	190

### 3. Echanciers des créances brutes

#### 2003

(en millions d'euros)	2004	2005	2006	Années ultérieures	Total
Crédits à la clientèle finale	5 622	4 394	2 168	2 211	14 395
Crédits aux réseaux de distribution	4 401	8	5	6	4 420
<b>Total</b>	<b>10 023</b>	<b>4 402</b>	<b>2 173</b>	<b>2 217</b>	<b>18 815</b>

#### 2002

(en millions d'euros)	2003	2004	2005	Années ultérieures	Total
Crédits à la clientèle finale	4 584	3 742	2 464	1 511	12 301
Crédits aux réseaux de distribution	4 582	29	15	27	4 653
<b>Total</b>	<b>9 166</b>	<b>3 771</b>	<b>2 479</b>	<b>1 538</b>	<b>16 954</b>

## 2001

(en millions d'euros)	2002	2003	2004	Années ultérieures	Total
Crédits à la clientèle finale	4 286	3 641	3 005	2 068	13 000
Crédits aux réseaux de distribution	4 174	9	5	8	4 196
<b>Total</b>	<b>8 460</b>	<b>3 650</b>	<b>3 010</b>	<b>2 076</b>	<b>17 196</b>

## 4. Evolution des provisions pour créances douteuses

### 2003

(en millions d'euros)	Crédits à la clientèle finale	Crédits aux réseaux	Total
Solde à l'ouverture	147	42	189
Mouvements de l'exercice	-	(3)	(3)
<b>Solde à la clôture</b>	<b>147</b>	<b>39</b>	<b>186</b>

### 2002

(en millions d'euros)	Crédits à la clientèle finale	Crédits aux réseaux	Total
Solde à l'ouverture	223	36	259
Mouvements de l'exercice	(76)	6	(70)
<b>Solde à la clôture</b>	<b>147</b>	<b>42</b>	<b>189</b>

En 2002, la reprise de provision sur les crédits à la clientèle est la conséquence du passage en perte par la société Crédipar, des créances douteuses de plus de 150 jours qui étaient totalement provisionnées.

### 2001

(en millions d'euros)	Crédits à la clientèle finale	Crédits aux réseaux	Total
Solde à l'ouverture	223	42	265
Mouvements de l'exercice	-	(6)	(6)
<b>Solde à la clôture</b>	<b>223</b>	<b>36</b>	<b>259</b>

## Note 24. Autres prêts accordés à la clientèle par les activités de financement

Les échéances des prêts en cours au 31 décembre sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Moins d'un an	92	131	94
De un à cinq ans	20	151	133
Plus de cinq ans	-	13	15
<b>Total</b>	<b>112</b>	<b>295</b>	<b>242</b>

## Note 25. Actifs d'impôts sur les sociétés à court terme

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Impôts courants : acomptes	387	657	492
Impôts différés	315	323	443
<b>Total</b>	<b>702</b>	<b>980</b>	<b>935</b>

### b) Activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Impôts courants : acomptes	48	27	13
Impôts différés	36	36	40
<b>Total</b>	<b>84</b>	<b>63</b>	<b>53</b>

## Note 26. Autres débiteurs

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 275	1 311	1 311
Véhicules sous clause de rachat	439	426	485
Personnel	183	179	155
Fournisseurs débiteurs	164	155	158
Débiteurs divers	575	548	476
<b>Total</b>	<b>2 636</b>	<b>2 619</b>	<b>2 585</b>

Comme indiqué dans la note 1 d), les ventes de véhicules neufs assorties d'une option de reprise à un prix convenu pour une durée inférieure ou égale à trois ans ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires mais considérées comme des locations. Le prix de revient de fabrication de ces véhicules est inscrit dans ce poste.

### b) Activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Charges constatées d'avance	566	586	503
Débiteurs divers	387	337	239
<b>Total</b>	<b>953</b>	<b>923</b>	<b>742</b>

## Note 27. Titres de placement

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Titres affectés aux plans d'options accordés aux salariés			
- Actions Peugeot S.A.	135	97	57
- Actions Faurecia	15	15	11
Autres actions cotées	137	236	277
Autres titres de placement	650	741	668
<b>Total</b>	<b>937</b>	<b>1 089</b>	<b>1 013</b>

Les plus-values latentes sur les autres actions cotées s'élèvent à :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	209	292	483

### b) Activités de financement

A compter de l'exercice 2003, les réserves de sécurité disponibles à tout moment, constituées par le groupe Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement, sous forme de liquidités investies en OPCVM et titres de créances négociables, ne sont plus comptabilisées en trésorerie. Elles s'élèvent au 31 décembre 2003 à 2 236 millions d'euros. Les montants concernés en 2002 et 2001 ont été reclassés pour respectivement 2 261 millions d'euros et 1 406 millions d'euros.

## Note 28. Trésorerie

Celle-ci, telle que définie dans la note 1 q) comprend :

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Placements à moins de trois mois	4 294	3 856	4 550
Avances consenties aux sociétés mises en équivalence	-	-	83
Comptes courants bancaires et caisses	586	676	887
<b>Total</b>	<b>4 880</b>	<b>4 532</b>	<b>5 520</b>

A partir de 2002, les avances consenties aux sociétés mises en équivalence sont inscrites dans les prêts à court terme.

### b) Activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Créances sur établissements de crédit	576	544	529
Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement	162	218	282
<b>Total</b>	<b>738</b>	<b>762</b>	<b>811</b>

Pour les reclassements 2002 et 2001, voir plus haut note 27 b).

## Note 29. Capitaux propres - Part du groupe

### a) Composition du capital

Le capital au 31 décembre 2003 est fixé à 243 109 246 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune (note 29 c). Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 38 des statuts, toutes les actions inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

### b) Evolution du capital social

(en euros)	2003	2002	2001
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>259 109 146</b>	<b>259 109 146</b>	<b>278 223 630</b>
Annulation d'actions (note 29 d)	(16 000 000)	-	(23 450 000)
Conversions d'obligations	N/A	N/A	4 335 516
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>243 109 146</b>	<b>259 109 146</b>	<b>259 109 146</b>

### c) Division des actions en 2001

En application de la huitième résolution de l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2001, chaque action ancienne de 6 euros a été échangée le 2 juillet 2001 contre 6 actions nouvelles de 1 euro.

Générale Extraordinaire du 16 mai 2001 dans sa neuvième résolution, le groupe a annulé, le 23 novembre 2001, 23 450 000 actions de un euro. La différence entre le coût d'acquisition et la valeur nominale des titres a été imputée sur les primes pour 381 millions d'euros (note 29 h) et sur les réserves pour 510 millions d'euros.

### d) Réductions de capital

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2003 dans sa treizième résolution, le groupe a annulé, le 24 novembre 2003, 16 000 000 actions de un euro. La différence entre le coût d'acquisition et la valeur nominale des titres a été imputée sur les réserves pour 683 millions d'euros.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée délibérant comme Assemblée

### e) Options d'achats d'actions par certains salariés

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti, chaque année depuis 1999, au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des plans d'achats d'actions à prix unitaire convenu. Compte tenu de la division du nominal des actions en 2001 (note 29 c), les caractéristiques actuelles de ces plans sont les suivantes :

	Plan 2003	Plan 2002	Plan 2001	Plan 2000	Plan 1999
Date de décision du Directoire	21/08/2003	20/08/2002	20/11/2001	05/10/2000	31/03/1999
Date de maturité	21/08/2006	20/08/2005	20/11/2004	05/10/2002	31/03/2001
Date d'expiration	20/08/2011	20/08/2009	19/11/2008	04/10/2008	31/03/2007
Nombre de bénéficiaires	184	178	147	154	97
Prix d'exercice en euros	39,09	46,28	46,86	35,46	20,83
Nombre d'options accordées	996 500	860 100	798 600	709 200	462 900

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

(en nombre d'options)		2003	2002	2001
<b>Total à l'ouverture de l'exercice</b>		<b>2 783 200</b>	<b>1 940 100</b>	<b>1 166 100</b>
Options attribuées		996 500	860 100	798 600
Options levées		(16 500)	(17 000)	(24 600)
<b>Total à la clôture de l'exercice</b>		<b>3 763 200</b>	<b>2 783 200</b>	<b>1 940 100</b>
Dont	Plan 1999	401 800	415 300	432 300
	Plan 2000	706 200	709 200	709 200
	Plan 2001	798 600	798 600	798 600
	Plan 2002	860 100	860 100	
	Plan 2003	996 500		

## f) Programmes de rachat d'actions

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. ont été rachetées par le groupe. La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

(en euros)	Autorisations		Réalizations	
		2003	2002	2001
<b>Détentions à l'ouverture</b>		<b>15 208 709</b>	<b>2 994 287</b>	<b>16 044 378</b>
<b>Achats d'actions</b>				
AGO du 24 mai 2000	29 400 000	N/A	N/A	1 249 068
AGO du 16 mai 2001	10 % du capital	N/A	789 000	9 625 441
AGO du 15 mai 2002	25 000 000	3 095 007	11 511 167	N/A
AGO du 28 mai 2003	25 000 000	1 799 668	N/A	N/A
<b>Annulations d'actions (note 29 d)</b>				
AGE du 16 mai 2001	10 % du capital	-	-	(23 450 000)
AGE du 28 mai 2003	10 % du capital	(16 000 000)	-	-
<b>Ventes d'actions</b>				
Levées d'options d'achat		(16 500)	(17 000)	(24 600)
Autres		-	(68 745)	(450 000)
<b>Détentions à la clôture</b>		<b>4 086 884</b>	<b>15 208 709</b>	<b>2 994 287</b>
- Options d'achat (note 29 e)		3 763 200	2 783 200	1 940 100
- Autocontrôle (note 29 h)		323 684	12 425 509	1 054 187

## g) Réserves et résultats nets consolidés

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Réserve légale de Peugeot S.A.	28	28	28
Autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A.	5 342	4 721	3 825
Autres réserves et résultats consolidés	6 994	7 126	6 626
<b>Total</b>	<b>12 364</b>	<b>11 875</b>	<b>10 479</b>

Au 31 décembre, les autres réserves sociales de Peugeot S.A. comprennent :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Réserves distribuables</b>			
- Libre d'impôt sur les sociétés	2 144	2 062	1 513
- Après déduction d'un complément d'impôt	1 056	961	961
- Après versement du précompte	2 142	1 698	1 351
<b>Total</b>	<b>5 342</b>	<b>4 721</b>	<b>3 825</b>
Impôt dû sur distribution hors précompte	229	210	210

## h) Titres d'autocontrôle

Ce poste enregistre le coût d'acquisition de tous les titres de Peugeot S.A. rachetés, hors ceux qui ont été annulés et ceux qui ont été affectés aux plans d'options attribuées aux salariés et mandataires sociaux et classés dans le poste "Titres de placement" (note 27).

## i) Ecart de conversion

Les écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres - part du groupe tels que définis dans la note 1 b) se répartissent comme suit au 31 décembre :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Filiales étrangères de la zone euro	(249)	(249)	(249)
Filiales étrangères hors zone euro			
- Argentine	(395)	(373)	(205)
- Autres	(83)	40	49
<b>Total</b>	<b>(727)</b>	<b>(582)</b>	<b>(405)</b>

## Note 30. Intérêts minoritaires

La variation du poste intérêts minoritaires s'analyse comme suit :

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>640</b>	<b>689</b>	<b>579</b>
Part du résultat des filiales	8	(4)	(26)
Dividendes versés aux minoritaires	(14)	(12)	(13)
Souscriptions des minoritaires aux augmentations de capital des filiales	5	2	4
Changements de structure et autres mouvements	2	(8)	146
Mouvements des écarts de conversion	(24)	(27)	(1)
<b>Total à la clôture</b>	<b>617</b>	<b>640</b>	<b>689</b>

## b) Activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>91</b>	<b>103</b>	<b>79</b>
Part du résultat des filiales	13	21	16
Dividendes versés aux minoritaires	(27)	(31)	-
Souscriptions des minoritaires aux augmentations de capital des filiales	-	-	9
Changements de structure et autres mouvements	-	-	-
Mouvements des écarts de conversion	(7)	(2)	(1)
<b>Total à la clôture</b>	<b>70</b>	<b>91</b>	<b>103</b>

## Note 31. Provisions à long terme

### a) Activités industrielles et commerciales

#### 1. Détail des provisions à long terme

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Provisions pour charges opérationnelles à plus d'un an</b>			
Retraites et assimilées (note 45)	300	240	238
Personnel hors retraites	111	90	91
Litiges	73	71	77
Garantie à plus d'un an	333	279	120
Ventes avec clause de rachat (*)	48	60	39
Risque véhicules hors d'usage	45	43	-
Risque Argentine	31	47	50
Pertes futures sur contrats	46	63	93
Autres	184	232	216
	<b>1 171</b>	<b>1 125</b>	<b>924</b>
<b>Autres provisions à long terme</b>			
Départs anticipés de certains salariés (note 44)	317	400	323
Restructuration	65	127	63
Autres	70	75	84
	<b>452</b>	<b>602</b>	<b>470</b>
<b>Total</b>	<b>1 623</b>	<b>1 727</b>	<b>1 394</b>

(\*) Les contrats de ventes avec clause de rachat d'une durée de plus de trois ans donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour risques lors de leur conclusion lorsqu'il est anticipé une perte à la revente. Le groupe estime qu'aucune perte additionnelle n'est attendue à ce titre.

## 2. Evolution des provisions à long terme

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>1 727</b>	<b>1 394</b>	<b>1 322</b>
<b>Variations par résultat</b>			
- Dotations	387	861	522
- Utilisations	(414)	(412)	(373)
- Reprises de provisions	(61)	(89)	(163)
	<b>(88)</b>	<b>360</b>	<b>(14)</b>
<b>Autres variations</b>			
Ecart de conversion	(17)	(69)	(22)
Variation de périmètre et autres	1	42	108
<b>Total à la clôture</b>	<b>1 623</b>	<b>1 727</b>	<b>1 394</b>

Les reprises de provisions significatives concernent :

- en 2003, pour 33 millions d'euros, la taxe professionnelle de 2000 de Peugeot Citroën Automobiles et, pour 8 millions d'euros, différents risques chez Peugeot Citroën Argentina,
- en 2002, pour 34 millions d'euros la taxe sur la parité d'échange (Flex) sur Peugeot Citroën do Brasil,
- en 2001, pour 84 millions d'euros des provisions pour risques sur l'activité Argentine imputée sur l'écart d'acquisition (note 14 a) 2) ; pour 26 millions d'euros, la provision pour risque de non conversion du fait de l'extinction de l'emprunt obligataire convertible de 1994 de Peugeot S.A.

### b) Activités de financement

Les provisions à long terme des activités de financement comprennent :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Provisions pour charges opérationnelles à plus d'un an</b>			
Retraites et assimilées (note 45)	7	7	6
Autres	36	38	28
	<b>43</b>	<b>45</b>	<b>34</b>
<b>Autres provisions à long terme</b>			
Autres	10	8	11
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>53</b>	<b>45</b>

## Note 32. Autres passifs à long terme des activités industrielles et commerciales

Ce poste comprend :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Subventions d'équipement nettes	81	51	45
Autres passifs	15	44	24
<b>Total</b>	<b>96</b>	<b>95</b>	<b>69</b>

## Note 33. Emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales

### a) Échéances des emprunts à long terme

Les échéances des emprunts à long terme sont les suivantes :

#### 2003

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres emprunts	Total
2005	-	207	207
2006	69	108	177
2007	-	772	772
2008	-	123	123
Années ultérieures	2 090	240	2 330
	<b>2 159</b>	<b>1 450</b>	<b>3 609</b>
Partie à moins d'un an	-	270	270
<b>Total</b>	<b>2 159</b>	<b>1 720</b>	<b>3 879</b>

#### 2002

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres emprunts	Total
2004	-	390	390
2005	-	139	139
2006	69	146	215
2007	-	997	997
Années ultérieures	1 490	268	1 758
	<b>1 559</b>	<b>1 940</b>	<b>3 499</b>
Partie à moins d'un an	-	311	311
<b>Total</b>	<b>1 559</b>	<b>2 251</b>	<b>3 810</b>

#### 2001

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres emprunts	Total
2003	-	501	501
2004	-	273	273
2005	-	125	125
2006	69	720	789
Années ultérieures	1 490	457	1 947
	<b>1 559</b>	<b>2 076</b>	<b>3 635</b>
Partie à moins d'un an	-	299	299
<b>Total</b>	<b>1 559</b>	<b>2 375</b>	<b>3 934</b>

## b) Devises de remboursement

La part à long terme des emprunts hors emprunt convertible s'analyse comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Euros	3 198	2 892	2 830
Livres sterling	307	492	421
Dollars US	-	-	7
Francs suisses	-	-	152
Reals brésiliens	95	100	206
Autres	9	15	19
<b>Total</b>	<b>3 609</b>	<b>3 499</b>	<b>3 635</b>

## c) Taux moyen d'intérêt

Au 31 décembre, avant prise en compte des instruments financiers dérivés, le taux moyen pondéré des intérêts sur les emprunts à long terme ressort à :

	2003	2002	2001
	5,07 %	5,03 %	5,31 %

## d) Dettes sur locations capitalisées

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en autres emprunts, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
2002	-	-	33
2003	-	32	32
2004	31	32	30
2005	29	30	30
2006	30	30	-
2007	29	-	-
Années ultérieures	100	127	154
	<b>219</b>	<b>251</b>	<b>279</b>
Moins frais financiers inclus	(24)	(30)	(37)
<b>Valeur actualisée des loyers futurs</b>	<b>195</b>	<b>221</b>	<b>242</b>

### e) Détail de la part long terme des emprunts obligataires

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>GIE PSA Trésorerie</b>			
- emprunt 2001 à taux fixe, échéance 2011	1 491	1 490	1 490
- emprunt 2003 à taux fixe, échéance 2033	599	-	-
Peugeot S.A. - emprunt 1998 indexé sur le cours de bourse de l'action Peugeot S.A.	69	69	69
<b>Total</b>	<b>2 159</b>	<b>1 559</b>	<b>1 559</b>

### Note 34. Autres financements à court terme et découverts bancaires des activités industrielles et commerciales

#### a) Détail du poste

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Créances négociables (note 34 b)	850	664	738
Crédits à court terme	977	1 142	694
Banques créditrices	523	645	2 488
<b>Total</b>	<b>2 350</b>	<b>2 451</b>	<b>3 920</b>

#### b) Créances négociables

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	2003	2002	2001
<b>Billets de Trésorerie</b>				
- Faurecia	EUR	850	664	718
<b>Papier Commercial</b>				
- Citroën Polska	PLN	-	-	14
- Peugeot Polska	PLN	-	-	6
<b>Total</b>		<b>850</b>	<b>664</b>	<b>738</b>

## Note 35. Emprunts des activités de financement

### a) Echéances des emprunts à long terme

#### 2003

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
2005	-	3 246	1 302	4 548
2006	91	1 538	937	2 566
2007	-	1 099	327	1 426
2008	-	1 237	163	1 400
Années ultérieures	-	437	54	491
	<b>91</b>	<b>7 557</b>	<b>2 783</b>	<b>10 431</b>
Partie à moins d'un an	-	4 361	3 104	7 465
<b>Total</b>	<b>91</b>	<b>11 918</b>	<b>5 887</b>	<b>17 896</b>

#### 2002

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
2004	-	1 142	1 558	2 700
2005	-	1 199	135	1 334
2006	91	902	473	1 466
2007	-	729	146	875
Années ultérieures	-	532	100	632
	<b>91</b>	<b>4 504</b>	<b>2 412</b>	<b>7 007</b>
Partie à moins d'un an	-	5 831	4 231	10 062
<b>Total</b>	<b>91</b>	<b>10 335</b>	<b>6 643</b>	<b>17 069</b>

#### 2001

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
2003	-	1 771	215	1 986
2004	-	416	980	1 396
2005	-	577	85	662
2006	91	671	404	1 166
Années ultérieures	-	34	90	124
	<b>91</b>	<b>3 469</b>	<b>1 774</b>	<b>5 334</b>
Partie à moins d'un an	-	7 037	3 729	10 766
<b>Total</b>	<b>91</b>	<b>10 506</b>	<b>5 503</b>	<b>16 100</b>

## b) Devises de remboursement

La part à plus d'un an des emprunts s'analyse comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Euros	9 196	6 072	3 735
Livres sterling	843	577	1 173
Dollars US	174	200	261
Yens	144	71	30
Autres	74	87	135
<b>Total</b>	<b>10 431</b>	<b>7 007</b>	<b>5 334</b>

## c) Détail de la part à plus d'un an des emprunts obligataires non convertibles

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Banque PSA Finance (emprunt 1998 à 0,57 % indexé sur l'indice CAC 40)	91	91	91
<b>Total</b>	<b>91</b>	<b>91</b>	<b>91</b>

## d) Détail des autres dettes constituées par un titre

### 1. Part à plus d'un an

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	2003	2002	2001
<b>BMTN à plus d'un an</b>				
- Peugeot Finance International	EUR	-	1	1
- Crédipar	EUR	75	82	124
- Banque PSA Finance	EUR	616	586	496
<b>EMTN à plus d'un an</b>				
- Peugeot Finance International	USD	-	9	34
	EUR	154	17	32
- Banque PSA Finance	USD	174	191	227
	EUR	5 955	3 214	2 015
	CZK	55	48	94
	JPY	144	71	30
	GBP	234	31	197
	HKD	-	12	14
<b>Titres subordonnés remboursables</b>				
- Banque PSA Finance		150	150	150
- Autres		-	92	55
<b>Total</b>		<b>7 557</b>	<b>4 504</b>	<b>3 469</b>

## 2. Part à moins d'un an

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	2003	2002	2001
<b>Billets de trésorerie</b>				
- Sofira	EUR	1 025	1 332	1 349
<b>Papier Commercial</b>				
- Peugeot Commercial Paper	EUR	-	-	30
- Peugeot Finance International	EUR	-	30	162
<b>Bills of Exchange</b>				
- PSA Wholesale Ltd	GBP	-	-	202
<b>BMTN à moins d'un an</b>				
- Crédipar	EUR	10	42	173
- Banque PSA Finance	EUR	28	183	105
<b>EMTN à moins d'un an</b>				
- Peugeot Finance International	EUR	2	31	10
	USD	8	19	-
	JPY	-	-	303
	GBP	-	-	7
	ITL	-	-	15
- Banque PSA Finance	EUR	1 951	1 516	928
	USD	78	48	-
	GBP	31	154	82
	JPY	349	806	1 858
	CZK	33	47	-
	CHF	19	-	-
	HKD	10	-	-
	PLN	-	-	36
<b>Certificats de dépôts</b>				
- Banque PSA Finance	EUR	815	1 620	1 776
<b>Autres dettes représentées par un titre</b>				
- Banco PSA Finance Brasil	BRL	2	3	-
<b>Bons de caisses</b>				
- Banque PSA Finance	CHF	-	-	1
<b>Total</b>		<b>4 361</b>	<b>5 831</b>	<b>7 037</b>

## Note 36. Passifs à d'impôts sur les sociétés à court terme

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Impôts courants dus	344	633	796
Impôts différés sur distributions intra-groupe prévues	4	3	6
Autres impôts différés	20	10	6
<b>Total</b>	<b>368</b>	<b>646</b>	<b>808</b>

## b) Activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Impôts courants dus	46	30	59
Autres impôts différés	29	34	47
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>64</b>	<b>106</b>

## Note 37. Autres créanciers

### a) Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	955	986	1 005
Départs anticipés de certains salariés	106	86	62
Personnel	965	988	897
Fournisseurs d'immobilisations	568	525	496
Véhicules sous clause de rachat	603	584	661
Clients créditeurs	468	537	460
Garantie à moins d'un an	578	505	475
Dettes aux organismes sociaux	506	483	398
Produits constatés d'avance	252	205	173
Charges à payer sur emprunts et découverts bancaires	74	80	85
Créditeurs divers	326	249	697
<b>Total</b>	<b>5 401</b>	<b>5 228</b>	<b>5 409</b>

Comme indiqué dans la note 1d), les ventes de véhicules neufs assorties d'une option de rachat sur une durée au plus égale à trois ans, ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires mais considérées comme des locations. Le prix de vente des véhicules neufs déduction faite des loyers courus est inscrit au bilan au poste autres créanciers.

### b) Activités de financement

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Produits constatés d'avance et charges à payer	690	456	496
Créditeurs divers	505	467	394
<b>Total</b>	<b>1 195</b>	<b>923</b>	<b>890</b>

## Note 38. Variation des actifs et passifs d'exploitation

### a) Activités industrielles et commerciales

#### 1. Détail des flux liés à l'exploitation

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Augmentation des valeurs d'exploitation	(521)	(129)	(802)
Augmentation des clients	(32)	(56)	(23)
Augmentation des fournisseurs	171	954	177
Variation des impôts	6	(204)	(173)
Autres variations	110	(300)	425
<i>Diminution (Augmentation) des créances nettes sur les activités de financement</i>	42	65	(26)
<b>Total</b>	<b>(224)</b>	<b>330</b>	<b>(422)</b>

#### 2. Détail de la variation des postes de bilan

##### 2003

(en millions d'euros)	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre	Ecart de conversion	Clôture
Valeurs d'exploitation	(6 167)	(521)	(70)	98	(6 660)
Clients	(3 381)	(32)	6	44	(3 363)
Fournisseurs	9 912	171	31	(93)	10 021
Impôts	(334)	6	(4)	(2)	(334)
Autres	2 609	110	62	(16)	2 765
<i>Créances nettes sur les activités de financement</i>	(155)	42	-	-	(113)
<b>Total</b>	<b>2 484</b>	<b>(224)</b>	<b>25</b>	<b>31</b>	<b>2 316</b>

##### 2002

(en millions d'euros)	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre	Ecart de conversion	Clôture
Valeurs d'exploitation	(6 218)	(129)	(61)	241	(6 167)
Clients	(3 451)	(56)	19	107	(3 381)
Fournisseurs	9 173	954	35	(250)	9 912
Impôts	(127)	(204)	(5)	2	(334)
Autres	2 824	(300)	57	28	2 609
<i>Créances nettes sur les activités de financement</i>	(220)	65	-	-	(155)
<b>Total</b>	<b>1 981</b>	<b>330</b>	<b>45</b>	<b>128</b>	<b>2 484</b>

## 2001

(en millions d'euros)	Ouverture	Flux d'exploitation	Changement de périmètre	Ecart de conversion	Clôture
Valeurs d'exploitation	(5 171)	(802)	(300)	55	(6 218)
Clients	(2 962)	(23)	(488)	22	(3 451)
Fournisseurs	8 503	177	510	(17)	9 173
Impôts	140	(173)	(98)	4	(127)
Autres	2 184	425	147	68	2 824
<i>Créances nettes sur les activités de financement</i>	(194)	(26)	-	-	(220)
<b>Total</b>	<b>2 500</b>	<b>(422)</b>	<b>(229)</b>	<b>132</b>	<b>1 981</b>

## b) Activités de financement

Le détail des flux liés à l'exploitation est le suivant :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Augmentation des créances de financement des ventes	(1 684)	(260)	(1 483)
(Augmentation) Diminution des placements à court terme	25	(855)	(1 406)
Augmentation des dettes financières	1 026	1 188	4 320
Variation des impôts	(5)	(54)	(6)
Autres variations	413	(217)	82
<i>Augmentation (Diminution) des dettes nettes vis-à-vis des activités industrielles et commerciales</i>	133	(84)	(1 182)
<b>Total</b>	<b>(92)</b>	<b>(282)</b>	<b>325</b>

## Note 39. Changements de périmètre et autres

Le poste "Changements de périmètre et autres" du tableau des flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales se ventile comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Variations de la trésorerie liées aux changements de périmètre	7	(95)	134
Investissements en immobilisations incorporelles	(68)	(85)	(89)
Augmentation de capital de Banque PSA Finance souscrite par Peugeot S.A.	-	(100)	-
Divers	41	12	9
<b>Total</b>	<b>(20)</b>	<b>(268)</b>	<b>54</b>

## Note 40. Variation des autres actifs et passifs financiers

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Augmentation des emprunts	716	337	1 868
Remboursement des emprunts et conversion d'obligations	(648)	(346)	(745)
(Augmentation) Diminution des prêts et créances long terme	312	(430)	100
Diminution des placements à court terme	323	12	510
Augmentation (Diminution) des financements à court terme	(100)	(1 258)	931
<i>(Augmentation) Diminution du financement net de l'activité de financement par les activités industrielles et commerciales</i>	<i>(175)</i>	<i>19</i>	<i>1 208</i>
<b>Total</b>	<b>428</b>	<b>(1 666)</b>	<b>3 872</b>

## Note 41. Position financière nette des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Position hors groupe</b>			
Trésorerie	4 880	4 532	5 520
Placements à court terme	937	1 089	1 013
Financements à court terme et découverts bancaires	(2 350)	(2 451)	(3 920)
Emprunts à long terme - partie à moins d'un an	(270)	(311)	(299)
Prêts à moins d'un an	301	397	260
Emprunts à long terme	(3 609)	(3 499)	(3 635)
Créances et titres de détention durable	591	929	624
	<b>480</b>	<b>686</b>	<b>(437)</b>
<b>Position vis-à-vis des sociétés de financement</b>			
Actifs financiers à court terme	205	97	123
Dettes financières à court terme	(122)	(189)	(197)
	<b>83</b>	<b>(92)</b>	<b>(74)</b>
<b>Total</b>	<b>563</b>	<b>594</b>	<b>(511)</b>

## Note 42. Lignes de crédit

Le groupe PSA PEUGEOT CITRÖEN bénéficie, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2008, de possibilités d'emprunt dans les limites suivantes :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie	2 400	2 400	2 400
Faurecia	1 545	1 545	1 420
Groupe Banque PSA Finance	5 700	4 850	5 585
<b>Lignes de crédits confirmées</b>	<b>9 645</b>	<b>8 795</b>	<b>9 405</b>

Le groupe utilise ces possibilités à hauteur de :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Faurecia	450	605	562
Groupe Banque PSA Finance	-	-	94
<b>Utilisations</b>	<b>450</b>	<b>605</b>	<b>656</b>

## Note 43. Rentabilité des capitaux employés

### a) Capitaux employés

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour ses activités opérationnelles. Leur définition diffère entre les activités industrielles et commerciales et les activités de financement.

#### Activités industrielles et commerciales

Les capitaux employés comprennent les actifs immobilisés et provisions affectés à l'exploitation et les besoins en fonds de roulement.

Les immobilisations affectées à l'exploitation comprennent :

- les écarts d'acquisition nets, avant effet des amortissements exceptionnels,
- les immobilisations corporelles et incorporelles nettes,
- les titres de participation,
- les autres valeurs immobilisées.

Les besoins en fonds de roulement comprennent :

- les valeurs d'exploitation,
- les comptes clients,
- les créances sur les concessionnaires hors groupe, cédées aux sociétés du groupe Banque PSA Finance, dont le coût de financement est pris en charge par la division automobile.

- les autres débiteurs,
- les comptes fournisseurs,
- les autres créanciers, hors les créances relatives au départ anticipé de certains salariés.

Par ailleurs, sont incluses dans les capitaux employés, les provisions à caractère opérationnel, définies comme celles dont la dotation a affecté la marge opérationnelle, ainsi que les provisions pour restructuration.

En ce qui concerne les sociétés mises en équivalence, qui correspondent à des entreprises faisant partie intégrante du dispositif opérationnel du groupe, les capitaux employés correspondent à la quote-part du groupe dans les capitaux employés de ces entreprises.

#### Activités de financement

Les capitaux employés correspondent à la situation nette consolidée de Banque PSA Finance qui regroupe l'ensemble des entités qui concourent à cette activité. Toutefois, au niveau du groupe dans son ensemble, du fait de la prise en compte, dans les capitaux employés des activités industrielles et commerciales, des créances cédées par les sociétés de la division automobile à Banque PSA Finance, les capitaux employés retenus excluent la quote-part de la situation nette de Banque PSA Finance égale à la part dans l'encours de crédit de Banque PSA Finance de ces créances.

Les capitaux employés s'établissent en conséquence comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Activités industrielles et commerciales</b>			
Ecart d'acquisition			
- Valeur nette	1 964	2 120	2 225
- Annulation des amortissements exceptionnels	28	32	19
Immobilisations incorporelles	181	194	183
Immobilisations corporelles	12 158	11 545	11 461
Titres de participation	63	85	238
Autres valeurs immobilisées	239	257	204
Valeurs d'exploitation	6 660	6 167	6 218
Clients	3 363	3 381	3 451
Créances sur les concessionnaires hors groupe, cédées aux sociétés de financement, dont le coût de financement est pris en charge par la division automobile	2 659	2 774	2 425
Autres débiteurs	2 636	2 619	2 585
Provisions pour charges opérationnelles	(1 171)	(1 125)	(924)
Subventions d'équipements	(81)	(51)	(45)
Fournisseurs	(10 021)	(9 912)	(9 173)
Autres créanciers hors coût de départ anticipé de certains salariés	(5 295)	(5 142)	(5 347)
Quote-part du groupe dans les capitaux employés par les sociétés mises en équivalence	1 266	1 275	1 026
Provision pour restructuration	(65)	(127)	(63)
<b>Activités de financement</b>			
Quote-part de fonds propres de Banque PSA Finance	1 456	1 315	1 171
<b>Total</b>	<b>16 040</b>	<b>15 407</b>	<b>15 654</b>

## b) Résultat économique

Le résultat économique retenu pour calculer la rentabilité des capitaux employés est la marge opérationnelle, ajustée des autres éléments de résultat correspondant à la définition retenue pour les capitaux employés, c'est-à-dire les coûts de financement des créances sur les concessionnaires hors groupe cédées aux sociétés

du groupe Banque PSA Finance et pris en charge par la division automobile, les différences de change, les frais de rationalisation, les amortissements d'écarts d'acquisition (hors effet des amortissements exceptionnels), la quote-part du résultat brut (hors départs anticipés de certains salariés) des sociétés en équivalence et les revenus des titres de participation.

Le résultat économique s'établit en conséquence comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Marge opérationnelle des activités industrielles et commerciales	1 777	2 594	2 404
Marge opérationnelle des activités de financement	418	319	248
<b>Marge opérationnelle du groupe</b>	<b>2 195</b>	<b>2 913</b>	<b>2 652</b>
Coûts de financement des créances sur les concessionnaires hors groupe	126	157	190
Différence de change	23	22	(24)
Frais de rationalisation	(42)	(125)	(120)
Amortissements des écarts d'acquisition			
- Amortissements de l'exercice	(158)	(163)	(140)
- Annulation de l'effet des amortissements exceptionnels (note 14 a)	28	32	19
Quote-part du résultat brut des sociétés en équivalence (note 18 c)	57	16	2
Revenus des titres de participation	8	20	5
<b>Total</b>	<b>2 237</b>	<b>2 872</b>	<b>2 584</b>

### c) Rentabilité des capitaux employés

La rentabilité instantanée des capitaux employés (avant impôts), rapport du résultat économique au total des capitaux employés à la clôture de l'exercice, s'établit en conséquence comme suit :

(en pourcentage)	2003	2002	2001
	13,9	18,6	16,5

## Note 44. Départs anticipés de certains salariés

### a) Accords groupe

Dans le cadre du décret 2000-105 du 9 février 2000 qui prévoit des mesures d'accompagnement de l'Etat pour la cessation d'activité de certains travailleurs salariés âgés de plus de 55 ans, des accords d'entreprise ont été conclus entre le groupe et les organisations représentant les salariés.

#### 1. Division automobile

L'accord d'entreprise du 4 mars 1999, confirmé par l'accord de branche signé le 26 juillet 1999 par l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières) et la majorité des organisations syndicales représentant les salariés, a prévu un plan de départs anticipés des salariés âgés en France.

#### 2. Division équipement automobile

En mars 2001, sur la base de l'accord de branche précité et à l'issue de nouvelles négociations entre l'UIMM et les organisations syndicales, une liste complémentaire d'entreprises de la métallurgie, éligibles à ce dispositif a été arrêtée. Cette liste intègre le groupe Faurecia.

### b) Dette estimée

#### 1. Mode d'évaluation

La dette globale estimée incombant au groupe a été calculée sur la base des sommes à verser aux intéressés sous déduction des participations de l'Etat. Elle a été actualisée au taux de 3 % et intègre une hypothèse d'inflation de 2 %. Elle est comptabilisée au bilan au poste "Autres créanciers" pour la partie concernant les paiements à moins d'un an et en "Provisions à long terme" pour les paiements postérieurs.

## 2. Evolution

(en millions d'euros)	Autres créanciers	Provisions long terme	Total
<b>Au 31 décembre 2002</b>	<b>86</b>	<b>400</b>	<b>486</b>
Reprises liées aux utilisations de l'année	(82)	-	(82)
Sorties et révision de l'effectif concerné	-	1	1
Ajustement de l'actualisation	(4)	22	18
Transfert de plus à moins d'un an	106	(106)	-
<b>Au 31 décembre 2003</b>	<b>106</b>	<b>317</b>	<b>423</b>

La charge de 19 millions d'euros se compose sur l'exercice des effets cumulés de la révision de l'effectif pour 1 million d'euros et de l'actualisation de 18 millions d'euros. La reprise de 82 millions d'euros est compensée par une charge qui correspond aux sommes versées au fonds Unedic qui doit servir les allocations aux bénéficiaires, diminuées de celles reçues de l'Etat au titre des mesures d'accompagnement.

### c) Effectif concerné

A la clôture de l'exercice, 12 994 personnes sont concernées par ces accords dont 746 au titre du groupe Faurecia.

## Note 45. Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés

### a) Engagements de retraites et d'indemnités de départ

Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Les principaux pays concernés sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Cette note traite de la comptabilisation des engagements de retraites liés à des régimes de prestations définies par opposition aux régimes de cotisations définies qui libèrent l'entreprise de tout engagement futur vis-à-vis des salariés.

### 1. Principes d'évaluation et de comptabilisation

Les engagements sociaux sont évalués suivant le modèle de la méthode définie par la norme américaine FAS 87 par des actuaires indépendants. Ces évaluations sont effectuées tous les trois ans en règle générale, sauf lorsque des modifications d'hypothèses nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée. Les dernières évaluations actuarielles ont été effec-

tuées au 31 décembre 2003 pour les principaux régimes. Ces calculs intègrent :

- une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à 60 ans pour les salariés français, portée au-delà de 60 ans pour ceux qui à cet âge n'ont pas atteint le nombre d'annuités de cotisations pour obtenir une retraite complète au titre du régime général de l'assurance vieillesse ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation.

Les éléments différés incluent :

- d'une part, les écarts actuariels constatés lors des réestimations des engagements ainsi que l'effet du changement de certaines hypothèses actuarielles, et l'écart constaté entre le rendement réel des fonds externes et le montant des produits financiers calculés sur la base des rendements estimés des placements à long terme. Ces écarts ne sont pas comptabilisés au bilan mais amortis sur la durée moyenne résiduelle de service des bénéficiaires ;
- d'autre part, des écarts de transition résultant de la constatation d'un écart lors de la mise en œuvre du FAS 87 et des attributions complémentaires de droits (coût des services passés) provenant de la modification de régimes avec effet rétroactif.

Ces écarts ne sont pas comptabilisés au bilan mais amortis sur la durée moyenne résiduelle de service des bénéficiaires.

Les fonds externes sont appelés à couvrir la totalité des engagements de retraite y compris la partie correspondant aux éléments différés non encore comptabilisés. La part des fonds externes qui couvre tout ou partie des éléments

différés est inscrite à l'actif en "Autres valeurs immobilisées".

## 2. Hypothèses retenues

Les taux utilisés au cours des trois derniers exercices pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

Zone euro	Royaume-Uni	
<b>Taux d'actualisation</b>		
2003	4,50 %	5,00 %
2002	5,25 %	6,00 %
2001	5,75 %	6,00 %
<b>Taux d'inflation</b>		
2003	2,00 %	2,25 %
2002	1,75 %	2,25 %
2001	1,75 %	2,00 %
	France	Royaume-Uni
<b>Taux de rendement attendu</b>		
2003	6,00 %	7,00 %
2002	6,50 %	7,25 %
2001	7,50 %	7,25 %

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe.

Après examen de la loi Fillon (loi n° 2003-775 du 21 août 2003), les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements du groupe n'ont pas été modifiées.

### 3. Engagements, montants des fonds et provisions nettes

#### Montants à la clôture

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Valeur actuelle des prestations pour services rendus</b>			
Sociétés françaises	1 209	1 047	1 288
Sociétés étrangères	1 985	1 678	1 591
<b>Total A</b>	<b>3 194</b>	<b>2 725</b>	<b>2 879</b>
<b>Couverture des engagements</b>			
<i>Valeur vénale au 31 décembre des fonds constitués les années antérieures</i>			
Sociétés françaises	634	636	909
Sociétés étrangères	1 095	947	1 139
<b>Total (1)</b>	<b>1 729</b>	<b>1 583</b>	<b>2 048</b>
<i>Montants versés dans des fonds externes au cours de l'exercice</i>			
Sociétés françaises	8	9	1
Sociétés étrangères	55	76	59
<b>Total (2)</b>	<b>63</b>	<b>85</b>	<b>60</b>
<i>Total des fonds externes au 31 décembre</i>			
Sociétés françaises	642	645	910
Sociétés étrangères	1 150	1 023	1 198
<b>B=(1)+(2)</b>	<b>1 792</b>	<b>1 668</b>	<b>2 108</b>
<b>Éléments différés</b>			
<i>Ecarts de transition</i>			
Sociétés françaises	2	5	8
Sociétés étrangères	(2)	(14)	(25)
<b>Total (3)</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>(17)</b>
<i>Coûts des services passés</i>			
Sociétés françaises	12	13	(81)
Sociétés étrangères	13	17	21
<b>Total (4)</b>	<b>25</b>	<b>30</b>	<b>(60)</b>
<i>Ecarts actuariels</i>			
Sociétés françaises	496	377	405
Sociétés étrangères	721	583	310
<b>Total (5)</b>	<b>1 217</b>	<b>960</b>	<b>715</b>
Sociétés françaises	510	395	332
Sociétés étrangères	732	586	306
<b>C=(3)+(4)+(5)</b>	<b>1 242</b>	<b>981</b>	<b>638</b>
<b>Total net</b>	<b>D = A-B-C</b>	<b>160</b>	<b>133</b>
<b>Éléments comptabilisés au bilan</b>			
<b>Provisions</b>			
Sociétés françaises	171	113	101
Sociétés étrangères	136	134	143
<b>Total</b>	<b>307</b>	<b>247</b>	<b>244</b>
Dont activités industrielles et commerciales	300	240	238
Dont activités de financement	7	7	6
<b>Excédents des fonds externes</b>			
Sociétés françaises	112	107	55
Sociétés étrangères	35	64	56
<b>Total</b>	<b>147</b>	<b>171</b>	<b>111</b>
Dont activités industrielles et commerciales	142	167	107
Dont activités de financement	5	4	4
<b>Total net au bilan</b>	<b>160</b>	<b>76</b>	<b>133</b>

## Evolution durant l'exercice 2003

(en millions d'euros)

<b>Valeur actuelle des prestations pour services rendus</b>		
A l'ouverture de l'exercice		2 725
Droits supplémentaires acquis et l'actualisation d'une année		220
Prestations servies sur l'exercice		(124)
Ecart de réestimation 2003		478
Change et autres variations		(105)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>A</b>	<b>3 194</b>
<b>Couverture des engagements</b>		
A l'ouverture de l'exercice		1 668
Rendement attendu des fonds		111
Dotations et prestations versées sur l'exercice		(35)
Ecart de réestimation 2003		114
Change et autres variations		(66)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>B</b>	<b>1 792</b>
<b>Éléments différés</b>		
A l'ouverture de l'exercice		981
Amortissement des éléments différés sur l'exercice		(57)
Nouveaux éléments différés 2003		364
Change et autres variations		(46)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>C</b>	<b>1 242</b>
<b>Éléments comptabilisés au bilan</b>		
A l'ouverture de l'exercice		76
Dotations de l'exercice		165
Versements aux fonds externes		(63)
Change et autres variations		(18)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>D</b>	<b>160</b>

Aucune modification de régime n'a été effectuée sur l'exercice 2003.

### 4. Charges comptabilisées

L'ensemble des engagements étant fixé à chaque fin d'exercice dans les conditions indiquées ci-dessus, les charges comptabilisées au cours de l'exercice correspondent :

- aux droits supplémentaires acquis par les salariés,

- à la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice,

- à l'amortissement des éléments différés.

Ces charges sont atténuées par le produit des fonds externes calculé sur la base du rendement normalisé de placements à long terme, l'écart entre le rendement réel (soit 5,92 % en 2003 pour les fonds français et 13,58 % pour ceux du Royaume-Uni) et le rendement attendu étant porté en écart actuariel.

Ces charges font partie intégrante des charges de personnel du groupe. Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Sociétés françaises	(40)	(37)	(41)
Sociétés étrangères	(43)	(44)	(42)
<b>Droits acquis par les salariés pendant l'exercice</b>	<b>(83)</b>	<b>(81)</b>	<b>(83)</b>
Sociétés françaises	(48)	(64)	(71)
Sociétés étrangères	(89)	(90)	(90)
<b>Actualisation des droits acquis</b>	<b>(137)</b>	<b>(154)</b>	<b>(161)</b>
Sociétés françaises	40	58	70
Sociétés étrangères	71	82	87
<b>Rendement des fonds</b>	<b>111</b>	<b>140</b>	<b>157</b>
Sociétés françaises	(26)	(21)	(16)
Sociétés étrangères	(31)	(14)	13
<b>Amortissement des éléments différés</b>	<b>(57)</b>	<b>(35)</b>	<b>(3)</b>
Sociétés françaises	-	(82)	-
Sociétés étrangères	1	1	-
<b>Effets des fermetures et modifications de régimes</b>	<b>1</b>	<b>(81)</b>	<b>-</b>
Sociétés françaises	(74)	(146)	(58)
Sociétés étrangères	(91)	(65)	(32)
<b>Total</b>	<b>(165)</b>	<b>(211)</b>	<b>(90)</b>
Dont activités industrielles et commerciales	(162)	(208)	(89)
Dont activités de financement	(3)	(3)	(1)

## b) Médailles du travail

Le groupe évalue ses engagements liés aux primes versées aux salariés à l'occasion de la remise des médailles du travail, accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté. La valeur de ces engagements est calculée en appliquant la méthode et les hypothèses utilisées pour les évaluations des compléments de retraite et indemnités de départ décrites dans le paragraphe a) ci-dessus. Ces engagements sont entièrement provisionnés dans les comptes consolidés.

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Sociétés françaises	23	22	19
Sociétés étrangères	3	3	2
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>25</b>	<b>21</b>

## c) Frais médicaux

En complément des engagements de retraite décrits ci-dessus, Faurecia Exhaust Systems, filiale américaine de Faurecia, a l'engagement de prendre en charge des frais médicaux concernant le personnel.

Cet engagement est entièrement provisionné et s'élève à la clôture à :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	19	24	28

## Note 46. Gestion des risques de change et de taux d'intérêt

### a) Principes généraux

#### 1. Risque de change

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires qui concernent essentiellement la division automobile. Cette gestion consiste principalement pour la division automobile à souscrire, dès l'enregistrement des factures libellées en devises, des contrats à terme ferme, pour l'essentiel par l'intermédiaire de la filiale spécialisée PSA International S.A. (PSAI). Par ailleurs, PSAI a mis en place des couvertures pour des opérations futures en yens et en livres sterling (note 46 c) 3).

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes, contrôlées en permanence, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du groupe.

#### 2. Risque de taux

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors équipement automobile, de la zone euro et de la zone sterling, sont centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont essentiellement des placements à court terme indexés sur des taux variables.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors équipement automobile, correspond principalement à des ressources longues qui ont été à l'origine consenties pour partie à taux fixe, pour partie à taux révisable. Cet endettement est, par utilisation d'instruments dérivés, transformé intégralement à taux variable pour s'adosser aux excédents de trésorerie.

Les sociétés de financement, dont l'activité est la distribution de prêts généralement consentis à taux fixes aux réseaux commerciaux et aux

clients de l'activité automobile du groupe, se refinancent essentiellement avec des ressources indexées sur des taux révisables ou variables, quelle que soit leur maturité.

Banque PSA Finance (société centralisatrice pour les sociétés de financement de la zone euro) et les sociétés de financement au Royaume-Uni (pour leur propre activité) assurent l'adéquation de la structure des taux actifs et passifs en mettant en place des swaps de couverture ou des achats d'option.

Faurecia utilise des options de taux plafond (CAP), des swaps et d'autres structures optionnelles, en euros et en dollars, pour couvrir les intérêts d'emprunts payables entre janvier 2003 et décembre 2007.

Tant pour les activités industrielles et commerciales que pour les activités de financement, un risque de taux résiduel est ponctuellement conservé pour profiter d'opportunités de marché. Ce risque, qui fait l'objet quotidiennement d'une mesure en terme de valeur à risque (VAR) n'a pas d'impact significatif en terme de résultat.

#### 3. Risque de contrepartie sur instruments financiers

Le groupe minimise le risque de contrepartie par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties à des banques et établissements financiers de premier plan. Les limites sont fixées pour chacune des contreparties en fonction notamment de leur notation par les agences de rating. Le respect de ces limites est contrôlé quotidiennement par les organes en charge du contrôle interne. Le groupe n'est pas exposé à un risque lié à des concentrations significatives.

#### b) Règles comptables

- Les résultats dégagés par les positions de couverture sur transactions réalisées ou futures sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les éléments couverts.
- Les positions hors couverture sont évaluées à chaque clôture comptable à leur valeur de marché, et la différence d'évaluation est prise en résultat.

## c) Activités industrielles et commerciales

Au 31 décembre, après élimination des opérations réciproques, les contrats à terme ferme de change en cours qui permettent de couvrir les transactions sur importations et exportations, et les instruments financiers souscrits dans le cadre de leur gestion des taux d'intérêts sur actifs et passifs financiers, portent sur les montants suivants :

### 1. Contrats de couverture d'opérations réalisées

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Risque de change</b>			
Contrats sur transactions commerciales			
- Contrats de change à terme	1 006	1 116	1 121
- Options de change	125	164	230
<b>Total</b>	<b>1 131</b>	<b>1 280</b>	<b>1 351</b>
Contrats sur opérations financières			
- Contrats de change à terme	449	261	744
- Options de change	-	-	5
- Swaps de devises	659	647	531
<b>Total</b>	<b>1 108</b>	<b>908</b>	<b>1 280</b>
<b>Risque de taux d'intérêts</b>			
Contrats sur opérations financières			
- Swaps de taux d'intérêts	7 685	9 574	6 919
- Achats de caps	3 779	2 229	1 855
- Collars	100	45	30
- FRA / Forward	3 315	100	-
<b>Total</b>	<b>14 879</b>	<b>11 948</b>	<b>8 804</b>

## 2. Echéances des contrats au 31 décembre 2003

(en millions d'euros)	Total	Inférieures à 1 an	1 à 5 ans	Supérieures à 5 ans
<b>Risque de change</b>				
Contrats sur transactions commerciales				
- Contrats de change à terme	1 006	1 006	-	-
- Options de change	125	125	-	-
<b>Total</b>	<b>1 131</b>	<b>1 131</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Contrats sur opérations financières				
- Contrats de change à terme	449	449	-	-
- Swaps de devises	659	184	265	210
<b>Total</b>	<b>1 108</b>	<b>633</b>	<b>265</b>	<b>210</b>
<b>Risque de taux d'intérêts</b>				
Contrats sur opérations financières				
- Swaps de taux d'intérêts	7 685	4 885	609	2 191
- Achats de caps	3 779	1 979	1 800	-
- Collars	100	100	-	-
- FRA / Forward	3 315	3 237	78	-
<b>Total</b>	<b>14 879</b>	<b>10 201</b>	<b>2 487</b>	<b>2 191</b>

## 3. Contrats de couverture d'opérations futures

Afin d'assurer un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Japon, le groupe a acquis des options de vente de yens contre euros. A la clôture, les montants nominaux couverts sont les suivants :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	511	706	453

Afin d'assurer un minimum de change pour ses transactions en livres sterling, le groupe a acquis des options de vente de livres sterling contre euros. Les montants nominaux couverts sont les suivants :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	2 312	-	-

Le groupe Faurecia utilise des contrats de change à terme ferme et optionnels pour couvrir des transactions commerciales non encore dénouées et des opérations prévisionnelles. A la clôture, les montants nominaux couverts pour les opérations prévisionnelles sont les suivants :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
	145	135	122

## 4. Opérations hors couverture

Les opérations réalisées sur le marché des instruments financiers, en dehors des contrats de couverture, par PSA International, filiale financière du groupe spécialisée dans la gestion du risque de change, sont des contrats généralement constitués d'opérations bouclées, c'est-à-dire de contrats de change de sens inverse et de même montant qui, de ce fait, permettent de figer des marges, sans l'exposer à l'évolution future des taux de change. Au cours de l'exercice 2003, le résultat enregistré sur les opérations hors couverture de taux de change est un profit avant impôt de 5,1 millions d'euros (4,6 millions d'euros en 2002 et 5,5 millions d'euros en 2001).

## 5. Risque de change

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères est la suivante :

(en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	PLN	CHF	BRL	Autres
Total actifs	313	73	267	137	30	7	450
Total passifs	(719)	(1)	(110)	(10)	-	(10)	(91)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>(406)</b>	<b>72</b>	<b>157</b>	<b>127</b>	<b>30</b>	<b>(3)</b>	<b>359</b>
Position hors bilan	420	(72)	(154)	(86)	(30)	3	(347)
<b>Position nette après gestion</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>41</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>

Il s'agit de la position du groupe induite par toutes les opérations comptabilisées au bilan au 31 décembre 2003. Par ailleurs, le groupe a acquis des options de vente de yens contre euros pour ses ventes futures de véhicules au Japon et des options de vente de livres sterling pour l'ensemble de ses transactions en livres sterling (note 46 c) 3).

## 6. Risque de taux

(en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	6 289	43	50	6 382
Total passifs	(3 599)	(547)	(2 205)	(6 351)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>2 690</b>	<b>(504)</b>	<b>(2 155)</b>	<b>31</b>
Position hors bilan	(2 302)	212	2 090	-
<b>Position nette après gestion</b>	<b>388</b>	<b>(292)</b>	<b>(65)</b>	<b>31</b>

Ce tableau positionne les actifs et les dettes en fonction de leur date d'échéance pour ceux à taux fixe et en fonction de la prochaine révision de taux pour ceux qui sont à taux révisable.

Le hors bilan classe les swaps et autres opérations dérivées en positif pour la partie prêteur du swap et en négatif pour la partie emprunteur du swap.

Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 2 millions d'euros.

La position nette après gestion, dont les échéances sont supérieures à 1 an, correspond principalement au fonds de participation des salariés pour 237 millions d'euros et aux dettes sur locations capitalisées pour 148 millions d'euros.

## d) Activités de financement

Au 31 décembre, après élimination des opérations réciproques, les contrats sur instruments financiers qui permettent d'adosser les taux et devises de la dette de refinancement à ceux des prêts consentis à la clientèle portent sur les montants suivants :

### 1. Contrats de couverture d'opérations réalisées

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Risque de change</b>			
Swaps de devises	1 050	1 488	2 749
Contrats de change à terme	877	1 253	552
<b>Total</b>	<b>1 927</b>	<b>2 741</b>	<b>3 301</b>
<b>Risque de taux d'intérêts</b>			
Contrats sur opérations financières			
- Swaps de taux d'intérêts	23 857	23 120	17 547
- Achats de caps et collars	-	192	372
- Futures	14	340	-
- Swaptions	-	-	518
<b>Total</b>	<b>23 871</b>	<b>23 652</b>	<b>18 437</b>

### 2. Echéances des contrats au 31 décembre 2003

(en millions d'euros)	Total	Inférieures à 1 an	1 à 5 ans	Supérieures à 5 ans
<b>Risque de change</b>				
Swaps de devises	1 050	676	374	-
Contrats de change à terme	877	877	-	-
<b>Total</b>	<b>1 927</b>	<b>1 553</b>	<b>374</b>	<b>-</b>
<b>Risque de taux d'intérêts</b>				
Contrats sur opérations financières				
- Swaps de taux d'intérêts	23 857	9 671	13 886	300
- Achats de caps et collars	-	-	-	-
- Futures	14	14	-	-
<b>Total</b>	<b>23 871</b>	<b>9 685</b>	<b>13 886</b>	<b>300</b>

### 3. Risque de change

La position nette des activités de financement dans les principales devises étrangères est la suivante :

(en millions d'euros)	GBP	YEN	USD	CHF	Autres
Total actifs	750	-	7	289	-
Total passifs	-	(487)	(256)	(19)	(96)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>750</b>	<b>(487)</b>	<b>(249)</b>	<b>270</b>	<b>(96)</b>
Position hors bilan	(749)	487	249	(267)	96
<b>Position nette après gestion</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>

## 4. Risque de taux

(en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	13 231	7 173	-	20 404
Total passifs	(14 314)	(3 364)	(300)	(17 978)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>(1 083)</b>	<b>3 809</b>	<b>(300)</b>	<b>2 426</b>
Position hors bilan	1 012	(1 326)	300	(14)
<b>Position nette après gestion</b>	<b>(71)</b>	<b>2 483</b>	<b>-</b>	<b>2 412</b>

Ce tableau positionne les actifs et les dettes en fonction de leur date d'échéance pour ceux à taux fixe et en fonction de la prochaine révision de taux pour ceux qui sont à taux révisable.

Le hors bilan classe les swaps et autres opérations dérivées en positif pour la partie prêteur du swap et en négatif pour la partie emprunteur du swap.

Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 0,2 million d'euros.

La position nette après gestion, dont les échéances sont comprises entre 1 à 5 ans, correspond aux actifs nets couverts par les fonds propres du groupe Banque PSA Finance.

## Note 47. Risque actions

Le risque action est le risque lié à une variation défavorable du prix de titres de capital détenus.

(en millions d'euros)	Portefeuille d'actions tierces ou OPCVM actions	Portefeuille d'actions propres
<b>Position à l'actif nette</b>	<b>237</b>	<b>150</b>
Hors bilan	-	-
<b>Position nette globale</b>	<b>237</b>	<b>150</b>
<b>Sensibilité</b>	<b>(3)</b>	<b>(5)</b>

Le portefeuille d'actions tierces ou OPCVM est composé de titres à liquidité restreinte pour 66 millions d'euros (note 17), d'autres actions cotées classées en titres de placement pour 137 millions d'euros (note 27) et de 34 millions d'actions détenues dans le cadre de mandats de gestion.

Le portefeuille d'actions propres a été constitué pour satisfaire aux besoins des plans d'options d'achats accordés aux salariés (note 27).

Les titres sont comptabilisés à leur valeur d'inventaire, égale au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur de marché. Pour l'essentiel des titres en portefeuille, la valeur de marché nette d'une décote de 10 % est supérieure à la valeur comptable. De ce fait, la sensibilité au résultat est limitée à 8 millions d'euros.

## Note 48. Evaluation des instruments financiers

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidatrice. Cette évaluation est faite sur le modèle de la méthode définie par la norme américaine FAS 107.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les titres de participation, comme indiqué en note 1 m), représentent les intérêts du groupe dans le capital de sociétés non consolidées. La juste valeur de ce type d'instrument financier n'a pu être déterminée en l'absence de valeur de marché probante.

- Les titres de placement et les emprunts obligataires à taux fixe cotés sur des marchés organisés ont été évalués en retenant le dernier cours de bourse de l'exercice.
- La juste valeur des prêts et emprunts à taux fixe à plus de trois mois d'échéance a été calculée par actualisation des flux futurs, en retenant les taux proposés sur les marchés à fin décembre. Les prêts et emprunts à taux fixe retournés à taux variable par des swaps de taux d'intérêts ont une valeur de marché très proche de leur valeur au bilan.
- Pour les prêts et emprunts à taux variable, les disponibilités et les financements à court terme, la valeur bilantielle est considérée comme étant très proche de la juste valeur.
- La juste valeur des créances de financement des ventes a été estimée en actualisant les flux futurs au taux auquel les prêts similaires ont été octroyés à fin décembre.

## a) Instruments financiers de bilan

A la clôture des exercices, la valeur au bilan et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2003		2002		2001	
	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
<b>ACTIF</b>						
<b>Activités industrielles et commerciales</b>						
Créances et titres de détention durable	591	696	929	996	624	730
Titres de participation	63	63	85	85	238	238
Prêts à court terme	301	301	397	397	260	260
Titres de placement court terme	937	1 146	1 089	1 381	1 013	1 496
Trésorerie	4 880	4 880	4 532	4 532	5 520	5 520
<b>Activités de financement</b>						
Titres d'investissement et prêts long terme	225	225	196	196	201	201
Créances de financement	17 185	17 211	15 732	15 926	15 740	15 861
Autres prêts accordés à la clientèle	112	112	295	295	242	242
Titres de placement	2 268	2 268	2 261	2 261	1 406	1 406
Trésorerie	738	738	762	762	811	811
<b>PASSIF</b>						
<b>Activités industrielles et commerciales</b>						
Autres emprunts long terme	3 609	3 596	3 499	3 481	3 635	3 635
Autres emprunts long terme part à court terme	270	270	311	311	299	299
Autres financements court terme et découverts bancaires	2 350	2 350	2 451	2 451	3 920	3 920
<b>Activités de financement</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	5 887	5 887	6 643	6 643	5 503	5 503
Autres emprunts	12 009	12 009	10 426	10 426	10 597	10 597

## b) Instruments financiers hors bilan

Les positions sur instruments dérivés non adossés à un poste de bilan sont pour l'essentiel :

- des options de ventes de yens dont les caractéristiques sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Montant nominal	511	765	453
Primes payées	11	20	12
Juste valeur	53	43	17

- des options de ventes de livres sterling dont les caractéristiques sont les suivantes :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Montant nominal	2 312	N/A	N/A
Primes payées	50	N/A	N/A
Juste valeur	58	N/A	N/A

Les contrats de change à terme ferme et optionnels contractés par Faurecia pour couvrir des transactions commerciales de l'année 2003 mais non encore dénouées et des opérations prévisionnelles de l'année 2004 ont les caractéristiques suivantes :

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
Montant nominal	145	135	122
Primes payées	-	-	-
Juste valeur	4	-	(1)

## Note 49. Engagements hors bilan et facteurs de risques

### a) Opérations spécifiques

Les engagements spécifiques aux opérations suivantes sont donnés dans les notes traitant des sujets concernés :

- Titrisation de créances des activités industrielles et commerciales - note 22 a).
- Titrisation des créances des activités de financement - note 23 a).
- Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés - note 45.
- Gestion des risques de taux de change et de taux d'intérêt - note 46.
- Risque actions - note 47.

## b) Opérations courantes

### 1. Engagements à la clôture

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Activités industrielles et commerciales</b>			
Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs industriels	1 750	2 083	1 961
Commandes d'études et assimilés	37	40	-
Engagements de location non résiliables	845	767	632
Engagement de souscription et de rachat de titres <sup>(1)</sup>	131	217	-
<b>Total</b>	<b>2 763</b>	<b>3 107</b>	<b>2 593</b>
<b>Activités de financement</b>			
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 045	1 012	789
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle et d'établissement de crédit	101	69	69
Autres engagements donnés sur titres	-	290	-
<b>Total</b>	<b>1 146</b>	<b>1 371</b>	<b>858</b>
Avals, cautions et garanties donnés	246	202	245
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués	498	458	973

(1) L'engagement porte sur la société chinoise mise en équivalence Dongfeng Peugeot Citroën Automobile – DPCA.

### 2. Détail des actifs nantis, gagés ou hypothéqués au 31 décembre 2003

(en millions d'euros)	Date d'échéance	Montant
Immobilisations incorporelles	N/A	N/A
Immobilisations corporelles	Indéfini	21
Immobilisations financières		
	2 004	57
	2 005	21
	2 006	4
	2 007	129
	2 008	94
	>2008	172
		477
	<b>Total</b>	<b>498</b>
<b>Total du bilan</b>		<b>58 064</b>
	<b>Pourcentage</b>	<b>0,9 %</b>

## c) Autres facteurs de risques

### 1. Contrôles fiscaux

Les sociétés du groupe font l'objet périodiquement de contrôles fiscaux, tant en France que dans les pays où elles sont implantées. Les provisions nécessaires sont constituées pour les dettes d'impôts estimées qui pourraient en résulter. Les redressements fiscaux prononcés

par les administrations fiscales des pays appartenant à l'Union Européenne portent principalement sur la contestation des prix de transfert. Le groupe considère qu'à l'issue des procédures amiables, prévues par les conventions internationales pour éviter la double imposition, il ne devrait pas avoir à supporter de charge d'impôts consécutive aux litiges concernant les prix de transfert.

## 2. Véhicules hors d'usage

La directive 2000/53/CE du Parlement Européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage prévoit en particulier que :

"Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que la remise du véhicule à une installation de traitement autorisée, (...), s'effectue sans aucun frais pour le dernier détenteur (...).

Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour que les producteurs prennent à leur compte tout ou partie significative des coûts de la mise en place de cette mesure et/ ou la reprise gratuite des véhicules (...),

- à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002 pour les véhicules mis sur le marché à partir de cette date ;
- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour les véhicules mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2002."

Au 31 décembre 2003, huit pays ont transposé dans son intégralité, cette directive dans leur législation nationale :

- Pour la France, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'Autriche et la Norvège les estimations actuelles montrent qu'aucun coût résiduel significatif ne devrait rester à la charge du groupe.
- Pour l'Allemagne et les Pays-Bas, la provision actualisée s'élève à 45 millions d'euros.

Certains pays, tels la Belgique, le Danemark et la Suède possèdent depuis plusieurs années une réglementation propre relative aux véhicules hors d'usage. Les obligations actuelles qui en résultent ne génèrent pas de coût résiduel significatif pour le groupe.

En novembre 2003, le Royaume-Uni a transposé la directive mais uniquement pour les véhicules mis sur le marché depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Pour

ces derniers, aucun coût résiduel significatif ne devrait rester à la charge du groupe.

Pour les véhicules mis sur le marché au Royaume-Uni avant le 1<sup>er</sup> juillet 2002 comme pour les autres pays, en l'absence de texte réglementaire, il n'est pas encore possible de déterminer avec certitude si un coût résiduel doit rester à la charge du groupe.

## 3. Enquête en cours de la Commission Européenne

A la suite des premières vérifications menées en 1999 chez Automobiles Peugeot et Automobiles Citroën, la Commission Européenne a procédé, en 2003, à de nouvelles investigations chez Automobiles Peugeot, ses filiales allemande et néerlandaise afin de rechercher d'éventuelles pratiques visant à limiter les ventes transfrontalières en Europe. Aucune notification de griefs n'a été reçue par Automobiles Peugeot à la clôture de l'exercice.

## Note 50. Echancier des obligations et engagements

L'échéancier des obligations et engagements du groupe, ventilé ci-dessous, fait référence aux notes suivantes :

- Emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales - notes 33 a) et 33 d).
- Emprunts des activités de financement - note 35 a).
- Lignes de crédit - note 42.
- Engagements hors bilan - note 49.

## a) Obligations contractuelles

### 1. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	Paiements dus par période			
	Total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts	3 879	270	1 279	2 330
Obligations en matière de location financement	219	31	88	100
Contrat de location simple	845	146	376	323
Obligations d'achat irrévocables	1 918	1 900	18	-
<b>Total</b>	<b>6 861</b>	<b>2 347</b>	<b>1 761</b>	<b>2 753</b>

### 2. Activités de financement

(en millions d'euros)	Paiements dus par période			
	Total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts	17 896	7 465	9 940	491
<b>Total</b>	<b>17 896</b>	<b>7 465</b>	<b>9 940</b>	<b>491</b>

## b) Autres engagements commerciaux

### 1. Activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	Montant des engagements par période			
	Total	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit confirmées non utilisées (engagements reçus)	(9 195)	(545)	(8 650)	-
Garanties - engagements donnés	744	133	384	227

### 2. Activités de financement

Les engagements de financement en faveur de la clientèle des sociétés de financement pour un montant de 1 045 millions d'euros sont à échéance non définie.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le groupe d'actions propres autres que celles inscrites en "Titres de placement" (note 29 i).

## Note 51. Résultat net par action

a) Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

b) En 2003 comme en 2002, il n'y a pas d'instrument dilutif du résultat. En 2001, l'effet dilutif résiduel de l'emprunt obligataire convertible, venu à échéance au 31 décembre 2000, était de 0,02 euro ramenant le résultat par action de 6,42 euros à un résultat dilué de 6,40 euros.

## Note 52. Rémunération des dirigeants

(en millions d'euros)	2003	2002	2001
<b>Montants des rémunérations allouées</b>			
- aux organes de Direction	7,3	7,8	6,7
- aux membres du Conseil de Surveillance	0,7	0,5	0,5
<b>Total</b>	<b>8,0</b>	<b>8,3</b>	<b>7,2</b>

Les organes de Direction du groupe sont le Directoire, le Comité Exécutif et l'Etat-Major.

Au 31 décembre 2003, les membres des organes de Direction détiennent 1 373 600 options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans consentis depuis 1999 à certains membres du personnel salarié.

Au 31 décembre 2002, les membres des organes de Direction détiennent 977 600 options

d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans consentis depuis 1999 à certains membres du personnel salarié.

Au 31 décembre 2001, les membres des organes de Direction détenaient 711 600 options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans consentis en 1999, 2000 et 2001.

## Note 53. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Pour 2003, les honoraires versés aux Commissaires aux Comptes et aux autres cabinets d'audit se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	Price Waterhouse		Coopers		Constantin		Ernst & Young		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
<b>AUDIT</b>												
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	7,9	7,3	1,1	0,9	0,8	0,8	0,1	0,1	9,9	9,1		
Missions accessoires	1,4	2,2	-	-	0,1	0,3	-	-	1,5	2,5		
<b>Sous-total</b>	<b>9,3</b>	<b>9,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>11,4</b>	<b>11,6</b>		
<i>Part du total</i>	<i>84 %</i>	<i>86 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>69 %</i>	<i>69 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>84 %</i>	<i>85 %</i>		
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>												
Juridiques et fiscales	1,7	1,4	-	-	0,3	0,3	-	-	2,0	1,7		
Audit interne	-	0,1	-	-	0,1	0,1	-	-	0,1	0,2		
Autres prestations de conseil	0,1	0,1	-	-	-	0,1	-	-	0,1	0,2		
<b>Sous-total</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>		
<i>Part du total</i>	<i>16 %</i>	<i>14 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>	<i>31 %</i>	<i>31 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>	<i>16 %</i>	<i>15 %</i>		
<b>Total</b>	<b>11,1</b>	<b>11,1</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>13,6</b>	<b>13,7</b>		
<i>Dont Equipementier</i>	<i>4,0</i>	<i>5,0</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>5,2</i>	<i>6,6</i>		
<i>Dont autres divisions</i>	<i>7,1</i>	<i>6,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>-</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>8,4</i>	<i>7,1</i>		

## **Note 54. Evénements postérieurs à la clôture**

**Néant**



## Comptes de résultats consolidés comparés sur cinq ans

(en millions d'euros)	2003	2002	2001	2000	1999
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>					
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>52 683</b>	<b>52 906</b>	<b>50 288</b>	<b>42 978</b>	<b>36 740</b>
<b>Charges opérationnelles</b>					
Coûts des biens et services vendus	(40 558)	(40 196)	(38 647)	(31 946)	(27 443)
Frais généraux et commerciaux	(8 250)	(8 251)	(7 504)	(7 550)	(6 408)
Frais d'études, de recherche et de développement	(2 098)	(1 865)	(1 733)	(1 625)	(1 457)
	<b>(50 906)</b>	<b>(50 312)</b>	<b>(47 884)</b>	<b>(41 121)</b>	<b>(35 308)</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>1 777</b>	<b>2 594</b>	<b>2 404</b>	<b>1 857</b>	<b>1 432</b>
<b>Coût des départs anticipés de certains salariés</b>					
	<b>(19)</b>	<b>(158)</b>	<b>(31)</b>	<b>32</b>	<b>(431)</b>
<b>Autres produits et (charges)</b>					
Frais de rationalisation des structures	(42)	(124)	(115)	(41)	(54)
Produits (frais) financiers nets	(23)	(25)	(48)	86	(22)
Autres revenus et (charges) nets	209	22	193	21	(1)
	<b>144</b>	<b>(127)</b>	<b>30</b>	<b>66</b>	<b>(77)</b>
<b>Résultat avant impôts des sociétés intégrées</b>	<b>1 902</b>	<b>2 309</b>	<b>2 403</b>	<b>1 955</b>	<b>924</b>
Impôts sur les résultats	(563)	(666)	(750)	(601)	(251)
<b>Résultat net des sociétés industrielles et commerciales intégrées</b>	<b>1 339</b>	<b>1 643</b>	<b>1 653</b>	<b>1 354</b>	<b>673</b>
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>					
<b>Chiffre d'affaires</b>					
Hors groupe	1 555	1 530	1 375	1 203	1 067
Intragroupe	169	170	212	184	127
	<b>1 724</b>	<b>1 700</b>	<b>1 587</b>	<b>1 387</b>	<b>1 194</b>
<b>Charges opérationnelles</b>					
	<b>(1 306)</b>	<b>(1 381)</b>	<b>(1 339)</b>	<b>(1 123)</b>	<b>(952)</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>418</b>	<b>319</b>	<b>248</b>	<b>264</b>	<b>242</b>
<b>Autres produits et (charges)</b>					
	<b>(5)</b>	<b>(3)</b>	<b>(4)</b>	<b>(3)</b>	<b>(7)</b>
<b>Résultat avant impôts des sociétés intégrées</b>	<b>413</b>	<b>316</b>	<b>244</b>	<b>261</b>	<b>235</b>
Impôts sur les résultats	(122)	(111)	(85)	(112)	(105)
<b>Résultat net des sociétés de financement intégrées</b>	<b>291</b>	<b>205</b>	<b>159</b>	<b>149</b>	<b>130</b>
<b>Résultat net des sociétés intégrées du groupe</b>	<b>1 630</b>	<b>1 848</b>	<b>1 812</b>	<b>1 503</b>	<b>803</b>
<b>Part dans le résultat net des sociétés en équivalence</b>					
	46	22	9	19	31
Amortissement des écarts d'acquisition	(158)	(163)	(140)	(199)	(60)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 518</b>	<b>1 707</b>	<b>1 681</b>	<b>1 323</b>	<b>774</b>
<b>(Bénéfice) Perte revenant aux intérêts minoritaires</b>					
	(21)	(17)	10	(11)	(45)
<b>Résultat net - Part du groupe</b>	<b>1 497</b>	<b>1 690</b>	<b>1 691</b>	<b>1 312</b>	<b>729</b>
<b>Résultat net par action de 1 euro</b>					
<b>- nombre d'actions moyen en circulation</b>					
	243 902 478	254 201 332	263 357 148	261 283 962	284 425 614
<b>- en euros par action</b>					
	6,14	6,65	6,42	5,02	2,56

## Bilans consolidés comparés sur cinq ans - Actif

(en millions d'euros)	2003	2002	2001	2000	1999
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>					
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>1 964</b>	<b>2 120</b>	<b>2 225</b>	<b>1 054</b>	<b>1 215</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>181</b>	<b>194</b>	<b>183</b>	<b>136</b>	<b>105</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>12 158</b>	<b>11 545</b>	<b>11 461</b>	<b>10 359</b>	<b>9 454</b>
<b>Immobilisations financières</b>					
Créances et titres de détention durable	591	929	624	1 110	1 172
Titres mis en équivalence	550	351	215	203	194
Titres de participation	63	85	238	254	128
<i>Prêts aux activités de financement</i>	-	-	-	339	575
	<b>1 204</b>	<b>1 365</b>	<b>1 077</b>	<b>1 906</b>	<b>2 069</b>
<b>Autres actifs immobilisés</b>					
Impôts différés à long terme	415	308	184	86	118
Autres valeurs immobilisées	239	257	204	176	231
	<b>654</b>	<b>565</b>	<b>388</b>	<b>262</b>	<b>349</b>
<b>Actifs d'exploitation et réalisables à court terme</b>					
Valeurs d'exploitation	6 660	6 167	6 218	5 171	4 100
Clients et effets à recevoir	3 363	3 381	3 451	2 962	2 642
Impôts sur les sociétés à court terme	702	980	935	485	361
Autres débiteurs	2 636	2 619	2 585	2 207	1 794
<i>A recevoir des activités de financement</i>	210	238	306	311	162
	<b>13 571</b>	<b>13 385</b>	<b>13 495</b>	<b>11 136</b>	<b>9 059</b>
<b>Actifs financiers à court terme</b>					
Prêts	301	397	260	207	186
Titres de placement	937	1 089	1 013	1 246	1 030
Trésorerie	4 880	4 532	5 520	3 143	3 118
<i>Comptes ordinaires et prêts aux activités de financement</i>	205	97	123	1 077	1 707
	<b>6 323</b>	<b>6 115</b>	<b>6 916</b>	<b>5 673</b>	<b>6 041</b>
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>36 055</b>	<b>35 289</b>	<b>35 745</b>	<b>30 526</b>	<b>28 292</b>
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>					
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>75</b>	<b>80</b>	<b>86</b>	<b>90</b>	<b>95</b>
<b>Actifs immobilisés</b>					
Immobilisations incorporelles	42	30	21	20	7
Immobilisations corporelles	51	51	52	131	126
Titres de participation	13	-	-	-	-
Impôts différés à long terme	40	47	29	28	25
Titres d'investissement	185	186	187	187	344
Autres	45	16	19	38	19
	<b>376</b>	<b>330</b>	<b>308</b>	<b>404</b>	<b>521</b>
<b>Créances sur la clientèle</b>					
Créances de financement	17 185	15 732	15 740	14 155	12 182
Autres prêts accordés à la clientèle	112	295	242	205	309
<i>Créances sur les activités industrielles et commerciales</i>	139	208	241	299	323
	<b>17 436</b>	<b>16 235</b>	<b>16 223</b>	<b>14 659</b>	<b>12 814</b>
<b>Autres actifs d'exploitation</b>					
Impôts sur les sociétés à court terme	84	63	53	16	17
Autres débiteurs	953	923	742	550	512
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	79	65	41	99	216
	<b>1 116</b>	<b>1 051</b>	<b>836</b>	<b>665</b>	<b>745</b>
<b>Actifs financiers à court terme</b>					
Titres de placement	2 268	2 261	1 406	31	99
Trésorerie	738	762	811	251	231
<i>A recevoir des activités industrielles et commerciales</i>	-	-	1	13	-
	<b>3 006</b>	<b>3 023</b>	<b>2 218</b>	<b>295</b>	<b>330</b>
<b>Total activités de financement</b>	<b>22 009</b>	<b>20 719</b>	<b>19 671</b>	<b>16 113</b>	<b>14 505</b>
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>58 064</b>	<b>56 008</b>	<b>55 416</b>	<b>46 639</b>	<b>42 797</b>

## Bilans consolidés comparés sur cinq ans - Passif

(en millions d'euros)	2003	2002	2001	2000	1999
<b>Capitaux propres - Part du groupe</b>					
Capital social	243	259	259	278	273
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	276	149
Réserves et résultats nets consolidés	12 364	11 875	10 479	9 515	8 383
Titres d'autocontrôle	(16)	(568)	(51)	(507)	(250)
Ecart de conversion	(727)	(582)	(405)	(201)	(223)
	<b>11 864</b>	<b>10 984</b>	<b>10 282</b>	<b>9 361</b>	<b>8 332</b>
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>					
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>617</b>	<b>640</b>	<b>689</b>	<b>579</b>	<b>585</b>
<b>Provisions et passifs à long terme</b>					
Impôts différés à long terme	1 329	1 104	1 163	1 129	1 187
Provisions	1 623	1 727	1 394	1 322	1 459
Autres passifs à long terme	96	95	69	70	68
	<b>3 048</b>	<b>2 926</b>	<b>2 626</b>	<b>2 521</b>	<b>2 714</b>
<b>Emprunts à long terme</b>	<b>3 609</b>	<b>3 499</b>	<b>3 635</b>	<b>1 977</b>	<b>2 653</b>
<b>Dettes d'exploitation à court terme</b>					
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	10 021	9 912	9 173	8 503	7 117
Impôts sur les sociétés à court terme	368	646	808	625	185
Autres créanciers	5 401	5 228	5 409	4 413	4 389
<i>Dû aux activités de financement</i>	96	84	86	117	97
	<b>15 886</b>	<b>15 870</b>	<b>15 476</b>	<b>13 658</b>	<b>11 788</b>
<b>Dettes financières à court terme</b>					
Emprunt obligataire convertible	-	-	-	113	-
Autres emprunts à long terme partie à moins d'un an	270	311	299	408	566
Autres financements à court terme et découverts bancaires	2 350	2 451	3 920	2 924	2 470
<i>Découverts bancaires auprès des activités de financement</i>	122	189	197	293	442
	<b>2 742</b>	<b>2 951</b>	<b>4 416</b>	<b>3 738</b>	<b>3 478</b>
<b>Total activités industrielles et commerciales</b>	<b>25 902</b>	<b>25 886</b>	<b>26 842</b>	<b>22 473</b>	<b>21 218</b>
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>					
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>70</b>	<b>91</b>	<b>103</b>	<b>79</b>	<b>64</b>
<b>Titres subordonnés à durée indéterminée</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>183</b>
<b>Provisions et passifs long terme</b>					
Impôts différés à long terme	170	150	122	119	81
Provisions	53	53	45	31	31
Dettes subordonnées et autres	64	108	113	113	110
	<b>287</b>	<b>311</b>	<b>280</b>	<b>263</b>	<b>222</b>
<b>Dettes financières</b>					
Dettes envers les établissements de crédit	5 887	6 643	5 503	4 084	3 268
Autres emprunts	12 009	10 426	10 597	7 451	6 133
Comptes ordinaires créditeurs	169	145	172	440	242
<i>Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales</i>	-	-	-	1 279	1 730
	<b>18 065</b>	<b>17 214</b>	<b>16 272</b>	<b>13 254</b>	<b>11 373</b>
<b>Dettes à la clientèle</b>					
Dépôts de la clientèle	191	200	212	161	57
<i>Dépôts des activités industrielles et commerciales</i>	132	97	123	159	311
	<b>323</b>	<b>297</b>	<b>335</b>	<b>320</b>	<b>368</b>
<b>Autres dettes d'exploitation</b>					
Impôts sur les sociétés à court terme	75	64	106	43	49
Autres créanciers	1 195	923	890	556	585
<i>Dû aux activités industrielles et commerciales</i>	283	238	306	290	403
	<b>1 553</b>	<b>1 225</b>	<b>1 302</b>	<b>889</b>	<b>1 037</b>
<b>Total activités de financement</b>	<b>20 298</b>	<b>19 138</b>	<b>18 292</b>	<b>14 805</b>	<b>13 247</b>
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>58 064</b>	<b>56 008</b>	<b>55 416</b>	<b>46 639</b>	<b>42 797</b>

## Tableaux de flux de trésorerie consolidés comparés sur cinq ans

(en millions d'euros)	2003	2002	2001	2000	1999
<b>ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>					
Résultat net des sociétés intégrées	1 339	1 643	1 653	1 354	673
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie					
- Dotations aux amortissements	2 214	2 165	1 974	1 877	1 771
- Dotations nettes aux provisions	(29)	352	8	(158)	264
- Variation des impôts différés à long terme	115	(80)	(107)	(32)	(14)
- Résultats sur cessions et autres	(113)	(38)	(97)	186	(17)
Dividendes reçus des sociétés en équivalence	21	17	9	(6)	5
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>3 547</b>	<b>4 059</b>	<b>3 440</b>	<b>3 221</b>	<b>2 682</b>
Variations des actifs et passifs d'exploitation	(224)	330	(422)	(238)	1 354
<b>Flux des activités industrielles et commerciales liés à l'exploitation</b>					
Cessions de titres de participation	6	5	23	23	5
Cessions de sociétés consolidées	-	-	-	30	91
Cessions d'immobilisations corporelles	142	172	443	100	179
Investissements en immobilisations corporelles	(3 007)	(2 790)	(2 938)	(2 898)	(1 971)
Acquisitions de sociétés consolidées	(225)	(56)	(1 575)	(18)	(259)
Acquisitions de titres de participation	(19)	(25)	(33)	(164)	(5)
Changements de périmètre et autres	(20)	(268)	54	(134)	(31)
<b>Flux des activités industrielles et commerciales liés aux investissements</b>					
	(3 123)	(2 962)	(4 026)	(3 061)	(1 991)
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>					
Résultat net des sociétés intégrées	291	205	159	149	130
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie	52	34	1	73	84
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>343</b>	<b>239</b>	<b>160</b>	<b>222</b>	<b>214</b>
Variations des actifs et passifs d'exploitation	(92)	(282)	325	(887)	(344)
<b>Flux des activités de financement liés à l'exploitation</b>					
	251	(43)	485	(665)	(130)
<b>Flux des activités de financement liés aux investissements</b>					
	(52)	80	68	104	(56)
<b>TOUTES ACTIVITES</b>					
Dividendes versés					
- Aux actionnaires de Peugeot S.A.	(325)	(294)	(217)	(118)	(73)
- Aux minoritaires des filiales intégrées	(41)	(43)	(13)	(12)	(37)
Augmentations du capital et des primes	-	-	109	132	3
Acquisitions de titres d'autocontrôle	(147)	(517)	(458)	(257)	(953)
Rachats d'obligations convertibles	-	-	-	(555)	-
Variations des autres actifs et passifs financiers	428	(1 666)	3 872	1 468	1 266
Autres	14	46	123	38	186
<b>Flux des opérations financières</b>					
	(71)	(2 474)	3 416	696	392
Mouvements de conversion	(4)	(27)	(24)	(12)	20
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>					
	324	(1 037)	2 937	45	2 271
Trésorerie au début de l'exercice	5 294	6 331	3 394	3 349	1 078
<b>TRESORERIE AU 31 DECEMBRE</b>	<b>5 618</b>	<b>5 294</b>	<b>6 331</b>	<b>3 394</b>	<b>3 349</b>

# Notes

# Notes

**PSA PEUGEOT CITROËN** 

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 243 109 146 euros

Siège social 75116 Paris - 75, avenue de la Grande-Armée  
R.C.S. Paris B 552 100 554 - Siret 552 100 554 00021  
Tél. : 33 (1) 40 66 55 11 - Fax : 33 (1) 40 66 54 14

Internet : [www.psa-peugeot-citroen.com](http://www.psa-peugeot-citroen.com)